

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 3326

[C — 2002/27853]

**26 JUIN 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 juillet 1990 organisant l'agrément et le subventionnement des services d'aide précoce aux enfants handicapés;

Vu le décret du 28 juillet 1992 relatif aux services d'accompagnement des personnes handicapées adultes;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 23 juillet 1998, 20 mai 1999, 3 juin 1999, 29 juin 2000, 11 janvier 2001 et 13 décembre 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 décembre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 décembre 2001;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 29 novembre 2001;

Vu le protocole n° 2000/20 du Comité C de la Région wallonne établi le 30 novembre 2001;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 11 décembre 2001;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 32.823/4, donné le 12 juin 2002, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant le contrat de gestion signé le 9 mars 2001 entre le Gouvernement wallon et le comité de gestion de l'Agence wallonne pour les personnes handicapées;

Considérant que le calendrier d'exécution de la phase A prévoit notamment l'adoption par le Gouvernement wallon de modifications réglementaires relatives aux interventions en faveur des personnes handicapées accueillies ou hébergées;

Considérant que l'article 18 du contrat de gestion précité prévoit que le montant de la dotation du Gouvernement wallon octroyée pour l'année 2002 à l'Agence wallonne pour les personnes handicapées sera précisé après finalisation contradictoire de la phase A de ce contrat;

Considérant par ailleurs qu'il y a lieu d'apporter, dans les plus brefs délais, une solution à la carence actuelle de places disponibles pour assurer l'accueil ou l'accueil et l'hébergement de personnes handicapées adultes en attente;

Considérant enfin, que plusieurs dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, viennent à échéance le 31 décembre 2001 et qu'il importe dès lors d'assurer la continuité juridique;

Considérant, en conséquence, que le présent arrêté doit produire ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2002;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** L'article 2, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées est remplacé par la disposition suivante :

« Bénéficiaire : toute personne handicapée telle que définie à l'article 2 du décret et dont la décision d'intervention de l'Agence conclut à la nécessité d'une prise en charge par un des services visés aux articles 4, 5 et 7. »

**Art. 3.** L'article 2, 11°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Service : les services visés à l'article 24, aliéna 2, 6°, 7°, 9° et 11°, du décret agréés par l'Agence ainsi que les services visés à l'article 4, §§ 3 et 3bis. »

**Art. 4.** A l'article 2 du même arrêté, un point 12° rédigé comme suit est ajouté :

« 12° Service d'aide précoce : le service visé au décret du 12 juillet 1990 organisant l'agrément et le subventionnement des services d'aide précoce aux enfants handicapés. »

**Art. 5.** A l'article 2 du même arrêté, un point 13° rédigé comme suit est ajouté :

« 13° Service d'accompagnement : le service visé au décret du 28 juillet 1992 relatif aux services d'accompagnement des personnes handicapées adultes. »

**Art. 6.** A l'article 2 du même arrêté, un point 14° rédigé comme suit est ajouté :

« 14° Court séjour : prise en charge en accueil ou en accueil et hébergement, de courtes périodes n'excédant pas au total, par bénéficiaire, nonante jours par an et durant lesquelles un service procure à celui-ci un accompagnement éducatif, psychologique et social adapté à ses besoins en vue de lui apporter ainsi qu'à son entourage, un soutien temporaire ou un répit occasionnel. »

**Art. 7.** A l'article 2 du même arrêté, un point 15° rédigé comme suit est ajouté :

« 15° Personne polyhandicapée : enfant ou adulte présentant une association de déficiences graves avec retard mental, caractérisé par un quotient intellectuel inférieur à 50, entraînant une dépendance importante à l'égard d'une aide humaine et technique permanente, proche et individualisée. »

**Art. 8.** A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les points 1° et 2° sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 1° est, en semaine, accueilli ou hébergé par le service ou présent dans des activités extérieures organisées sous la responsabilité du service et s'intégrant dans le projet individuel du bénéficiaire tel que visé à l'article 12, § 2.

Pour être prises en considération, les activités extérieures doivent être reprises dans le registre visé à l'article 12, § 7;

2° est accueilli ou hébergé par le service ou présent dans des activités extérieures telles que définies au 1° lors des week-ends, jours fériés et périodes de vacances organisées par le service; ».

**Art. 9.** A l'article 3, § 3, du même arrêté, le point 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° les journées telles que définies au § 1<sup>er</sup>, 1° et 2° ».

**Art. 10.** L'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1<sup>er</sup>. Le service d'accueil de jour pour jeunes accueille, en journée, des bénéficiaires fréquentant un établissement d'enseignement ordinaire ou spécial.

Il peut accueillir, durant le temps scolaire, des jeunes qui, en raison de leur handicap, sont temporairement écartés des établissements d'enseignement qu'ils fréquentent.

Ce type de prises en charge n'est subventionné par l'Agence que si cet écartement fait l'objet d'une attestation de l'établissement scolaire établie sur base d'un avis motivé du centre psycho-médico-social et précisant la durée et le motif de l'écartement, les modalités concrètes de collaboration entre l'établissement d'enseignement et le service, ainsi que la procédure envisagée de réintégration du jeune au sein dudit établissement. »

**Art. 11.** L'article 4, § 2, du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 2. Le service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés accueille en journée des bénéficiaires qui, en raison de leur handicap, ne fréquentent pas un établissement d'enseignement ordinaire ou spécial.

Il fournit une prise en charge individuelle, éducative, médicale, thérapeutique, psychologique et sociale, adaptée à leurs besoins.

Il vise à une intégration scolaire, sociale, culturelle ou professionnelle de la personne handicapée.

L'impossibilité de fréquenter un établissement d'enseignement doit avoir été établie selon les procédures légales et réglementaires en vigueur. »

**Art. 12.** A l'article 4, § 3, du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le service d'aide à l'intégration s'adresse à des bénéficiaires âgés de 6 à 20 ans. Une dérogation sur l'âge des bénéficiaires peut être accordée par l'Agence sur base de projets individuels.

Le service assure en collaboration avec la famille et les autres intervenants :

a) une aide éducative et psychothérapeutique aux bénéficiaires et à leur famille par des interventions individuelles visant à permettre l'intégration scolaire et sociale optimale;

b) une information, une aide et un soutien aux bénéficiaires en vue de favoriser leur autonomie notamment en matière de gestion et de prise en charge des activités quotidiennes, de logement, de travail, de formation, de gestion budgétaire et de loisirs. »

**Art. 13.** A l'article 4 du même arrêté, il est inséré un § 3bis rédigé comme suit :

« § 3bis. Le service d'aide à l'intégration s'adresse à des bénéficiaires âgés de 6 à 20 ans. Une dérogation sur l'âge des bénéficiaires peut être accordée par l'Agence sur base de projets individuels.

Le service apporte aux bénéficiaires une aide particulière qui doit nécessairement être coordonnée avec les autres intervenants auprès des jeunes et de leur famille afin de donner du sens et de la cohérence aux différentes interventions entreprises.

1° Le service d'aide à l'intégration est agréé pour l'une ou plusieurs des missions suivantes qui doivent avoir pour objectif, en soutien à la famille, l'intégration scolaire, sociale, culturelle et professionnelle des jeunes :

a) l'aide éducative, psychothérapeutique et sociale aux jeunes, au travers d'interventions individuelles réalisées en dehors du temps scolaire, en vue de favoriser leur autonomie notamment en matière de prise en charge des activités quotidiennes, de logement, de travail, de formation, de gestion budgétaire et de loisirs;

b) l'aide éducative, psychothérapeutique et sociale aux jeunes, au travers d'activités collectives ou d'un travail collectif réalisés principalement en dehors du « temps scolaire » et ce en collaboration avec le réseau social;

c) l'aide éducative, psychothérapeutique et sociale aux jeunes au travers d'activités individuelles ou de groupes organisées et réalisées principalement durant le « temps scolaire » avec des jeunes temporairement écartés de l'établissement d'enseignement qu'ils fréquentent et ce en collaboration avec ledit établissement;

d) l'orientation des jeunes telle que définie au 2°;

2° Le service d'aide à l'intégration qui a une mission d'orientation élabore une analyse approfondie des besoins de la personne handicapée qui justifie une mise en observation particulière. Il établit pour chaque personne handicapée une analyse des besoins et un projet d'orientation favorisant, si possible et si l'intérêt de la personne ne s'y oppose pas, le maintien de la personne handicapée dans son milieu familial. Il réalise les missions qui lui sont confiées par l'Agence, la demande de celle-ci devant préciser les objectifs, les motifs et la durée de l'observation. L'observation dure, en principe, trois semaines, la première période d'observation pouvant être prolongée une seule fois pour une durée maximale de trois semaines. Cette prolongation doit faire l'objet d'une demande dûment motivée et recevoir l'autorisation de l'Agence avant de débiter. Dans un délai de quinze jours à dater de la fin de la mission, le service adresse à l'Agence un rapport qui contient une analyse approfondie des besoins de la personne handicapée. Il établit les conclusions de l'observation et propose une orientation ou une réévaluation destinée à éclairer l'Agence dans sa décision.

**Art. 14.** A l'article 4, § 4, du même arrêté, les mots « , y compris en court séjour, » sont insérés entre les mots « en journée » et « des bénéficiaires ».

**Art. 15.** A l'article 5, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « , y compris en court séjour, » sont insérés entre les mots « héberge » et « des bénéficiaires ».

**Art. 16.** A l'article 5, § 2, du même arrêté, les mots « , y compris en court séjour, » sont insérés entre les mots « héberge » et « des bénéficiaires ».

**Art. 17.** A l'article 5, § 3, du même arrêté, les mots « , y compris en court séjour, » sont insérés entre les mots « héberge » et « des bénéficiaires ».

**Art. 18.** A l'article 5, § 4, alinéa 3, du même arrêté, le membre de phrase « ou avec un service d'aide à l'intégration » est inséré entre les mots « un service d'accompagnement » et les mots « que les personnes handicapées ».

**Art. 19.** A l'article 7 du même arrêté, les mots « , y compris en court séjour, » sont insérés entre les mots « ainsi que le placement » et les mots « dans celles-ci ».

**Art. 20.** L'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 4° l'identité du directeur du service, son certificat de bonnes vie et mœurs ainsi que la délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur visée à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, 4°. »

**Art. 21.** L'article 8, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Les services résidentiels de transition, les services d'aide à l'intégration et les services de placement familial ne sont pas tenus de fournir les documents prévus à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6° et 7°, sauf s'ils accueillent de manière collective et permanente des bénéficiaires dans leurs locaux. »

**Art. 22.** L'article 8, alinéa 4, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le règlement d'ordre intérieur des services résidentiels de transition, des services d'aide à l'intégration et des services de placement familial ne doit pas comprendre la mention visée à l'alinéa 3, 5°. »

**Art. 23.** L'article 9 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1<sup>er</sup>. Une demande de renouvellement est accompagnée des documents prévus à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 2° et 6°.

La demande de renouvellement introduite par les services résidentiels de transition, les services d'aide à l'intégration et les services de placement familial ne doit être accompagnée que des documents prévus à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°.

En cas de modifications apportées aux documents exigés en vertu de l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, 4°, 5°, 7° et 8°, les documents modifiés sont joints.

Un rapport d'évaluation des activités réalisées depuis le dernier agrément est également joint.

§ 2. La demande d'agrément ou de modification d'agrément relative à une transformation de service visée à la Section 2 du Titre VIII peut être introduite par un service ou, moyennant une convention écrite, par un groupement de services.

Cette demande est adressée par lettre recommandée à l'Agence. Celle-ci, sur base d'un canevas établi par l'Agence, contient, outre les documents visés au § 1<sup>er</sup>, au minimum les renseignements suivants :

1. à la date de la demande, le nombre et la nature des prises en charge agréées du service que l'on souhaite transformer;

2. l'occupation moyenne de référence de l'année précédente du service que l'on souhaite transformer;

3. le nombre et la nature des prises en charge que l'on souhaite transformer;

4. le nombre et la nature des prises en charge que l'on souhaite créer ainsi que le type de service visé en ce compris le choix d'une ou plusieurs des missions définies à l'article 4, § 3<sup>bis</sup>, lorsqu'il s'agit d'une transformation vers un service d'aide à l'intégration, et la date prévue pour la mise en œuvre de la transformation;

5. les modifications en terme d'infrastructure nécessaires à la transformation;

6. le projet médico-socio-pédagogique envisagé pour le service créé par la transformation;

7. le budget précis reprenant les charges estimées en frais de fonctionnement, en personnel non-éducatif et en personnel éducatif;

8. la ou les catégories de handicap des bénéficiaires à prendre en charge;

9. le projet de formation du personnel;

10. Pour les services gérés par un pouvoir organisateur privé : l'avis du Conseil d'entreprise ou à défaut de la délégation syndicale sur le projet de transformation;

Pour les services gérés par un pouvoir organisateur public : l'avis du comité de négociation ou de concertation créé en vertu de la loi du 19 décembre 1974, ou à défaut, des organisations syndicales représentatives des travailleurs sur le projet de transformation.

Dans les trente jours de l'envoi de la demande, l'Agence adresse au demandeur, sous pli recommandé à la poste, un avis de réception du dossier si celui-ci est complet. Si le dossier n'est pas complet, l'Agence en informe le demandeur dans les mêmes conditions et précise, à cette occasion par quelles pièces le dossier doit être complété.

Dans les trois mois qui suivent l'envoi de l'avis de réception, le Comité de gestion de l'Agence prend sa décision après avoir requis l'avis du conseil pour l'éducation, l'accueil et l'hébergement.

En cas d'approbation du projet de transformation par le comité de gestion, le service doit réaliser la transformation au plus tard dans l'année suivant l'introduction de la demande et au plus tôt le premier jour du mois qui suit la date de notification de la décision de l'Agence. ».

**Art. 24.** L'article 10, alinéa 2, du même arrêté est complété comme suit :

« 7° le nombre de prises en charges de personnes handicapées subventionnées en application de l'article 29bis ainsi que le nombre de places qui peuvent être occupées en court séjour conformément à l'article 82ter, ».

**Art. 25.** Les alinéas 2, 3 et 4 de l'article 11 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le défaut de répondre auxdites conditions entraîne la suspension, le retrait de l'agrément ou la limitation du nombre de places agréées, sur base de la même procédure que celle visée à l'article 58 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées.

L'Agence peut toutefois, pour une durée qui ne peut être supérieure à deux ans, conditionner le maintien ou le renouvellement de l'agrément à l'instauration d'un « comité d'accompagnement » chargé d'aider le service à satisfaire aux conditions d'agrément.

Ce comité est composé au minimum d'un représentant de l'Agence, d'un expert désigné par le comité de gestion en fonction de sa compétence relative au problème existant, d'un représentant des pouvoirs organisateurs et d'un représentant des organisations représentatives des travailleurs.

Si, au terme du délai fixé, le service ne satisfait toujours pas aux conditions d'agrément, l'Agence procédera au retrait total ou partiel de l'agrément.

Lors de la fermeture d'un service consécutive à un retrait d'agrément, l'Agence veille à la collaboration de tout service pour assurer l'accueil et l'hébergement urgent des personnes handicapées. »

**Art. 26.** A l'article 12, § 1<sup>er</sup>, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Le service veille au respect des objectifs de son projet pédagogique.

Il met en œuvre les moyens qui concourent à la réalisation des objectifs précités. »

**Art. 27.** A l'article 12, § 9, du même arrêté, les mots « à raison de » sont remplacés par les mots « au moins ».

**Art. 28.** A l'article 12, § 10, du même arrêté, les mots « à raison de » sont remplacés par les mots « au moins ».

**Art. 29.** A l'article 12, § 11, il est inséré un 5° rédigé comme suit :

« 5° troubles envahissants du développement ou troubles du comportement, associés au(x) handicap(s) ».

**Art. 30.** Un article 12bis rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 12bis. S'appuyant sur le projet médico-socio-pédagogique de l'institution, le service établit un plan de formation du personnel qui s'étend au moins sur deux années.

Ce plan, construit à l'issue d'un débat entre les acteurs concernés, détermine les objectifs poursuivis.

Il décrit les liens entre l'environnement global du service, la dynamique du projet médico-socio-pédagogique et le développement des compétences du personnel.

Il définit les critères, modalités et périodicité d'évaluation de ces trois aspects.

Pour ce qui concerne le personnel des services relevant des pouvoirs locaux et des provinces, le plan de formation visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> s'inscrit dans le plan de formation établi à l'initiative du conseil régional de la formation créé par le décret du 6 mai 1999 portant création du conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie. »

**Art. 31.** L'article 13 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 13. § 1<sup>er</sup>. Pour être agréé, le service doit répondre aux conditions suivantes :

1° il doit être organisé par un pouvoir public, un établissement d'utilité publique ou une association sans but lucratif et posséder une autonomie technique, budgétaire et comptable ainsi qu'une gestion administrative de nature à permettre tant l'exécution de sa mission que le contrôle de celle-ci par l'Agence;

2° lorsqu'il est organisé par une association sans but lucratif, celle-ci ne peut comporter des membres du personnel ou des personnes apparentées à ceux-ci jusqu'au 3e degré, à concurrence de plus d'1/5<sup>e</sup> de ses membres effectifs, et ce à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004;

3° lorsqu'il est organisé par une association sans but lucratif, son conseil d'administration ne peut comprendre des personnes appartenant à la même famille, conjoints, cohabitants légaux et parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, en nombre supérieur, pour chaque famille, au tiers du nombre total des membres composant le conseil d'administration, ni des personnes faisant partie du personnel du service, et ce à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004;

4° il doit être dirigé par un directeur, personne physique rémunérée pour cette fonction et habilitée à assurer, en vertu d'une délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur et sous la responsabilité de celui-ci, la gestion journalière du service, en ce qui concerne au minimum :

- a) la mise en œuvre et le suivi du projet médico-socio-pédagogique;
- b) la gestion du personnel;
- c) la gestion financière;
- d) l'application des réglementations en vigueur;
- e) la représentation du service dans ses relations avec l'Agence.

En cas de manquement ou d'irrégularité dans l'exécution du mandat confié au directeur, l'Agence invite par lettre recommandée, le pouvoir organisateur à prendre les dispositions qui s'imposent.

Le certificat de bonne vie et mœurs du directeur doit être exempt de condamnations à des peines correctionnelles concernant des délits incompatibles avec la fonction, ou criminelles.

5° sans préjudice des dispositions visées à l'article 27 du décret, il doit transmettre à la demande de l'Agence tous documents justificatifs requis pour l'exercice de son contrôle, notamment les comptes annuels, les documents nécessaires au calcul des différentes subventions ainsi que le plan de formation visé à l'article 12bis;

6° il doit communiquer le bilan social tel que défini par l'arrêté royal du 4 août 96 relatif au bilan social, les comptes annuels, le bilan des activités et la liste du personnel visée à l'article 29, § 2, ainsi que le plan de formation visé à l'article 12bis :

— pour les services gérés par un pouvoir organisateur privé : au Conseil d'entreprise ou à défaut à la délégation syndicale,

— pour les services gérés par un pouvoir organisateur public : au comité de négociation ou de concertation créé en vertu de la loi du 19 décembre 1974, ou à défaut, aux organisations syndicales représentatives des travailleurs;

7° il doit mentionner la référence de l'agrément par l'Agence sur tous les actes et autres documents, publicités et affichages émanant du service.

Une dérogation aux dispositions visées au point 2° et au point 3° pour ce qui concerne la participation du personnel, peut être accordée par le Comité de gestion sur base d'un dossier démontrant l'inadaptation desdites dispositions au projet global du service.

§ 2. Sans préjudice des dispositions du § 1<sup>er</sup>, les services d'aide à l'intégration visés à l'article 4, § 3bis, 2°, doivent avoir pour objet social exclusif la réalisation de la mission visée à l'article 4, § 3bis, 1°, d).

**Art. 32.** L'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 2° en cas d'échec de la mise en autonomie d'un bénéficiaire. »

**Art. 33.** L'article 16 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« La capacité agréée d'un service :

1° agréé pour 60 prises en charge au plus est réduite lorsque lors des deux années d'attribution précédentes, l'Agence a observé que l'occupation moyenne de référence a été inférieure de trois unités au moins à la capacité agréée. La capacité agréée réduite est déterminée sur base de la moyenne de l'O.M.R. des deux dernières années à laquelle on ajoute une unité;

2° agréé pour plus de 60 prises en charge et moins de 120 prises en charge est réduite lorsque lors des deux années d'attribution précédentes, l'Agence a observé que l'occupation moyenne de référence a été inférieure de six unités au moins à la capacité agréée. La capacité agréée réduite est déterminée sur base de la moyenne de l'O.M.R. des deux dernières années à laquelle on ajoute une unité;

3° agréé pour 120 prises en charge et plus est réduite lorsque lors des deux années d'attribution précédentes, l'Agence a observé que l'occupation moyenne de référence a été inférieure de neuf unités au moins à la capacité agréée. La capacité agréée réduite est déterminée sur base de la moyenne de l'O.M.R. des deux dernières années à laquelle on ajoute une unité. »

**Art. 34.** A l'article 17 du même arrêté, le mot « trois » est remplacé par le mot « deux ».

**Art. 35.** L'article 19, alinéa 2, du même arrêté est complété comme suit :

« 11° un placement familial et une prise en charge en court séjour;

12° une prise en charge en court séjour et une entreprise de travail adapté;

13° une prise en charge en court séjour et un centre de formation professionnelle;

14° une prise en charge en court séjour dans un service d'accueil de jour et un service résidentiel de nuit;

15° une prise en charge en court séjour dans un service résidentiel de nuit et un service d'accueil de jour. »

**Art. 36.** L'article 22 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 22. § 1<sup>er</sup>. Pour le calcul de la subvention annuelle, l'occupation moyenne de référence est prise en compte.

Si cette occupation moyenne de référence est supérieure à la capacité agréée, c'est la capacité agréée qui est prise en compte dans le calcul du montant théorique visé à l'article 24.

§ 2. Le total des journées de prise en charge d'un bénéficiaire comprend la journée durant laquelle a lieu sa sortie en cas de transfert dans un autre service.

La date de sortie doit être fixée au plus tard au dernier jour de présence du bénéficiaire. »

**Art. 37.** A l'article 23, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « une des circonstances visées au paragraphe ci-après » sont remplacés par les mots « une diminution de capacité agréée »;

2° la dernière phrase de l'alinéa 3 est supprimée et il est ajouté un alinéa rédigé comme suit :

« Sauf cas de force majeure, le non respect de ce délai, cachet de la poste faisant foi, est sanctionné comme suit :

a) une pénalité égale à 1/1000<sup>e</sup> de la subvention annuelle à recevoir est appliquée par jour de retard;

b) sans préjudice de cette pénalité, l'Agence adresse, au plus tard le vingt et unième jour de retard, un rappel par lettre recommandée;

c) si le formulaire d'enquête n'est pas parvenu dans les dix jours de l'envoi recommandé de rappel, la subvention annuelle du service est fixée à 80 % du montant auquel il pouvait prétendre l'année antérieure à l'exercice et ce, au prorata des capacités agréées. »

**Art. 38.** A l'article 23, § 2, du même arrêté, les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont remplacés par les alinéas suivants :

« En cas de création, sauf si celle-ci résulte d'une transformation visée à la Section 2 du Titre VIII, la période de référence s'étend du premier jour de fonctionnement au 31 décembre de l'année civile en cours.

En cas de diminution de capacité agréée, sauf si celle-ci résulte d'une transformation visée à la Section 2 du titre VIII, la période de référence s'étend du jour de la diminution de capacité agréée notifiée par l'Agence au 31 décembre de l'année civile en cours. »

**Art. 39.** A l'article 23 du même arrêté, il est ajouté un § 5 rédigé comme suit :

« § 5. Pour le service qui bénéficie au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'une modification d'agrément consécutive à une convention établie l'année antérieure afin de régulariser les personnes de la catégories C subventionnées antérieurement sur base de la catégorie A ou B, la répartition des catégories de prises en charge agréées est ajustée. Pour le calcul des subventions, les journées de présence de ces personnes sont d'office assimilées à une unité complète de prise en charge en catégorie C pour le calcul de l'occupation moyenne de référence visée à l'article 24, § 1<sup>er</sup>, 1°.

Par dérogation à l'article 24, § 1<sup>er</sup>, 2°, le montant attribué de la subvention annuelle de l'année précédente est augmenté du montant de la convention converti le cas échéant en base annuelle.

Par dérogation à l'article 24, § 1<sup>er</sup>, 3°, la capacité agréée est celle observée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'attribution. »

**Art. 40.** A l'article 24 du même arrêté, il est ajouté un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Les nombres 1,5, 3 et 4,5 visés au § 2 sont multipliés par deux en ce qui concerne les services pour jeunes. »

**Art. 41.** A l'article 26, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « A leur demande, un supplément » sont remplacés par les mots « Un supplément ».

**Art. 42.** A l'article 29, § 2, du même arrêté, la dernière phrase de l'alinéa 2 est supprimée et il est ajouté un alinéa rédigé comme suit :

« Sauf cas de force majeure, le non respect de ce délai, cachet de la poste faisant foi, est sanctionné comme suit :

a) une pénalité égale à 1/1000<sup>e</sup> de la subvention annuelle à recevoir est appliquée par jour de retard;

b) sans préjudice de cette pénalité, l'Agence adresse, au plus tard le vingt et unième jour de retard, un rappel par lettre recommandée;

c) si le formulaire d'enquête n'est pas parvenu dans les dix jours de l'envoi recommandé de rappel, la subvention annuelle du service est fixée à 90 % du montant auquel il pouvait prétendre l'année antérieure à l'exercice et ce, au prorata des capacités agréées. »

**Art. 43.** Un article 29bis rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 29bis. Dans la limite du crédit budgétaire réservé à cet effet, une subvention annuelle particulière peut être accordée pour la prise en charge nominative de personnes handicapées déclarées prioritaires sur base des articles 61 et 61bis.

La subvention annuelle relative à ces prises en charge est déterminée en multipliant l'occupation moyenne de référence relative à ces personnes durant l'année civile en cours par la subvention par prise en charge visée à l'annexe IV, § 1<sup>er</sup>, a). Ce nombre de journées de prise en charge n'entre en ligne de compte ni pour le calcul de l'occupation moyenne de référence visé à l'article 24, § 1<sup>er</sup>, 1°, ni dans le montant attribué visé à l'article 24, § 1<sup>er</sup>, 2°. »

**Art. 44.** Au Chapitre III du Titre III du même arrêté, il est ajouté un article 31quater rédigé comme suit :

« Art. 31quater. Des indemnités réservées exclusivement au transport des bénéficiaires accueillis en service d'accueil de jour pour adultes et en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés sont accordées selon les modalités suivantes :

1° pour autant que les services organisent un ramassage collectif, les frais de transport occasionnés par les bénéficiaires accueillis en service d'accueil de jour pour adultes, pour se rendre de leur résidence au service et inversement, sont pris en considération sur base des frais réels dûment justifiés, à concurrence de maximum 3,14 euros par journée de prise en charge du bénéficiaire.

Toutefois, pour l'année 2002 et pour autant que le service ait bénéficié d'une subvention pour frais de transport en 2000 ou en 2001, la subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est limitée au montant le plus élevé de subvention octroyé en 2000 ou en 2001.

2° pour autant que les services organisent un ramassage collectif, les frais de transport occasionnés par les bénéficiaires accueillis en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés, pour se rendre de leur résidence au service et inversement, sont pris en considération sur base des frais réels dûment justifiés, à concurrence de maximum 9,48 euros par journée de prise en charge du bénéficiaire.

Toutefois, pour l'année 2002 et pour autant que le service ait bénéficié d'une subvention pour frais de transport en 2000 ou en 2001, la subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est limitée au montant le plus élevé de subvention octroyé en 2000 ou en 2001.

Les conditions dans lesquelles le transport s'effectue incombent au responsable du service, sans préjudice du respect des conditions générales relatives au transport de personnes.

La durée du transport journalier ne peut dépasser deux heures. »

**Art. 45.** A l'article 40 du même arrêté il est ajouté l'alinéa suivant :

« Au terme d'une procédure judiciaire infructueuse de recouvrement des parts contributives impayées, l'Agence peut, à la demande du service, déroger à la disposition visée à l'article 49. »

**Art. 46.** A l'article 41*bis*, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le membre de phrase « accueilli et hébergé dans un service ou dans une famille d'accueil » est remplacé par le membre de phrase « accueilli et hébergé dans un service résidentiel, y compris en court séjour. »

**Art. 47.** L'article 41*bis*, § 3, du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 3. Pour les personnes ayant un enfant à charge et bénéficiant de l'intervention majorée visée à l'article 37 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, telle que modifiée, la part contributive prévue à l'article 40 est fixée, par journée de présence du bénéficiaire, à un montant équivalent aux 2/3 des allocations familiales perçues, sur base d'une attestation émanant des organismes débiteurs desdites allocations.

La part contributive est fixée de façon identique lorsque la personne handicapée bénéficie d'allocations familiales majorées en raison de son handicap ou lorsqu'elle est accueillie et hébergée dans une famille d'accueil reconnue par un service de placement familial agréé et subventionné dans le cadre du décret du Conseil de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse. »

**Art. 48.** A l'article 41*bis* du même arrêté, il est ajouté un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Par dérogation à l'article 40, s'il s'agit d'un bénéficiaire jeune pour lequel est octroyée l'allocation forfaitaire spéciale visée à l'article 10, § 3, de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, aucune part contributive n'est due à condition de fournir une attestation émanant de l'organisme débiteur de ladite allocation. »

**Art. 49.** Un article 41*ter* rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 41*ter*. S'il s'agit d'un bénéficiaire jeune accueilli et hébergé dans une famille d'accueil reconnue par un service de placement familial agréé et subventionné par l'Agence, la part contributive prévue à l'article 40 est fixée, par journée de présence du bénéficiaire, à un montant équivalent aux 2/3 des allocations familiales perçues, sur base d'une attestation émanant des organismes débiteurs desdites allocations. »

**Art. 50.** Un article 41*quater* rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 41*quater*. Une convention conclue entre l'Agence et le Ministre de la Communauté française qui a la politique de l'aide à la jeunesse dans ses attributions, pouvant prendre effet, pour tout ou partie, au 3 février 2001, pourra déterminer des modalités particulières de perception des parts contributives dues par les bénéficiaires jeunes accueillis ou accueillis et hébergés dans un service pour jeunes, y compris en court séjour, et dont l'accueil ou l'accueil et l'hébergement est consécutif à une mesure d'aide visée par le décret du Conseil de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ou par la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse. »

**Art. 51.** A l'article 42, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« Le bénéficiaire adulte accueilli et hébergé dans un service résidentiel ou dans une famille d'accueil, y compris en court séjour, contribue, en fonction de ses revenus, au prix des journées de présence dans le service qui l'accueille. »

**Art. 52.** A l'article 43 du même arrêté la phrase « En ce qui concerne la personne handicapée mariée, il sera tenu compte des charges familiales. » est remplacée par la phrase suivante :

« Pour la détermination des revenus de la personne handicapée ayant un conjoint, un cohabitant légal, un ou des enfants à charge, il sera tenu compte des charges familiales. »

**Art. 53.** L'article 44*bis*, § 3, du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 3. Les personnes ayant un enfant à charge et bénéficiant de l'intervention majorée visée à l'article 37 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, telle que modifiée, contribuent pour le montant prévu à l'annexe XVI, point 1, a).

La part contributive est fixée au montant prévu à l'annexe XVI, point 1, b) lorsque la personne handicapée bénéficie d'allocations familiales majorées en raison de son handicap ou lorsque le bénéficiaire est accueilli et hébergé dans une famille d'accueil reconnue par un service de placement familial agréé et subventionné par l'Agence ou agréé et subventionné dans le cadre du décret du Conseil de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse. »

**Art. 54.** L'article 53, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Les montants repris aux articles 30, 31*ter*, 31*quater*, 42, 44*bis*, § 4, 45, 46, 76, § 3, et aux annexes V et XVI, hormis les montants relatifs aux revenus imposables visés à cette dernière annexe, sont rattachés à l'indice pivot 119,53 du 1<sup>er</sup> mai 1996. »

**Art. 55.** A l'article 53 du même arrêté, l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Pour 2002, le coefficient d'adaptation visé à l'article 24, § 1<sup>er</sup>, 2°, est fixé à 101 % . »

**Art. 56.** L'article 56 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1<sup>er</sup>. Les services visés à l'article 24, alinéa 2, 6°, 7° et 9°, du décret ne peuvent admettre les personnes handicapées que pour autant qu'elles soient en possession soit :

1° de la décision d'intervention de l'Agence visée à l'article 21 du décret qui conclut à la nécessité d'un accueil ou d'un hébergement;

2° de la décision provisoire visée à l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret;

3° de la décision d'un organisme compétent d'une autre collectivité fédérée admise à produire, en vertu d'un accord de coopération, ses effets sur le territoire de la région linguistique de langue française.

§ 2. A défaut de pouvoir se prévaloir d'une des décisions énumérées au § 1<sup>er</sup> et dans l'attente d'une de celles-ci, le service peut admettre temporairement un bénéficiaire si ce dernier a déjà introduit une demande individuelle d'intervention sollicitant une prise en charge dans un service d'accueil de jour ou dans un service résidentiel conformément à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret.

Cette demande doit être accompagnée d'au moins un des documents suivants :

a) un document provenant d'une autre administration prouvant l'existence d'un handicap;

b) une décision prise antérieurement par un Gouverneur de province à la condition que le service soit agréé pour prendre en charge le type de handicap de la personne;

c) une décision d'intervention de l'Agence :

— en accueil et hébergement pour jeunes alors que la personne est devenue adulte à la condition que le service soit agréé pour prendre en charge le type de handicap de la personne;

— en accueil de jour alors que la personne dispose déjà d'une décision de prise en charge pour un service résidentiel;

d) une attestation établie par une équipe pluridisciplinaire d'un centre agréé visé à l'article 39 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret.

Afin de permettre à l'Agence de prendre sa décision, la personne dispose d'un délai de trois mois pour fournir les données pluridisciplinaires nécessaires.

La production d'un des quatre types de documents cités à l'alinéa 2 ne préjuge en rien de la décision qui résultera de l'analyse du dossier de base.

§ 3. Le début de l'intervention de l'Agence est fixé à la date d'entrée dans le service lorsque la demande et un des documents visés au § 2, alinéa 2, ont été envoyés par recommandé au bureau régional compétent de l'Agence avant la date d'entrée dans le service.

Si l'instruction de la demande aboutit à un refus, la période écoulée entre l'entrée dans le service et la date de la décision de l'Agence sera prise en compte dans l'occupation moyenne de référence du service et valorisée :

— pour les bénéficiaires adultes, sur base du subside de la catégorie A, tel que fixé à l'annexe IV;

— pour les bénéficiaires jeunes, sur base du subside de la catégorie « déficience intellectuelle légère », tel que fixé à l'annexe IV.

§ 4. Lorsque la personne handicapée est déjà bénéficiaire d'une autre intervention prévue par le présent arrêté, la fourniture de données pluridisciplinaires complémentaires n'est pas obligatoire dans le cas d'admission en :

1° service résidentiel de transition;

2° service résidentiel de nuit;

3° prise en charge en court séjour;

4° service d'aide à l'intégration. »

**Art. 57.** L'article 58 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 58. Chaque service agréé pour la ou les déficiences visées à l'alinéa 2 pourvoit au remplacement des personnes sorties par des personnes figurant sur une liste de personnes handicapées atteintes desdites déficiences.

Les déficiences visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont :

1° paralysie cérébrale, de sclérose en plaques, de spina-bifida, de myopathie de neuropathie;

2° déficience intellectuelle profonde;

3° déficience intellectuelle sévère;

4° troubles moteurs, de dysmélie, de poliomyélite, de malformation du squelette et des membres avec handicap associé;

5° troubles envahissants du développement et troubles du comportement associés au(x) handicap(s).

La liste est transmise par l'Agence, dans un délai de cinq jours ouvrables à dater de la demande par le service.

Si l'Agence ne transmet pas la liste dans le délai fixé, le service peut admettre le bénéficiaire de son choix pour autant qu'il soit satisfait aux dispositions prévues des articles 56 et 62. »



**Art. 58.** L'article 59 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 59. La liste visée à l'article 58 contient l'ensemble des demandes d'accueil ou d'accueil et d'hébergement introduites par des personnes handicapées auprès des bureaux régionaux.

Elle indique pour chaque personne, la date d'introduction de sa demande, la ou les déficiences visées à l'article 58 dont elle est atteinte ainsi que, le cas échéant, sa catégorie de subventionnement et les coordonnées du service dans lequel elle a émis le souhait d'être accueillie ou accueillie et hébergée. »

**Art. 59.** L'article 60 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 60. Le service peut refuser de pourvoir au remplacement de personnes sorties par des personnes figurant sur la liste visée à l'article 58 s'il démontre l'inadéquation entre son projet médico-socio-pédagogique, son organisation, son infrastructure et les besoins des personnes de ladite liste.

L'Agence statue sur le bien-fondé de la motivation invoquée.

Un recours contre la décision de l'Agence peut être introduit auprès du comité de gestion dans les quinze jours de sa notification.

Le comité de gestion statue dans un délai de deux mois à dater de l'envoi du recours. »

**Art. 60.** L'article 61 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 61. L'Agence procède périodiquement après enquête sociale à une sélection au sein de la liste visée à l'article 58 des demandes qu'elle reconnaît comme prioritaires en tenant compte des critères suivants :

1° la date d'introduction de la demande;

2° l'urgence de l'accueil ou de l'accueil et l'hébergement en raison d'une part de la surveillance ou des soins que nécessite l'état physique ou psychique de la personne handicapée et d'autre part de motifs sociaux tels que :

a) le principal soutien familial n'est plus en mesure d'assurer sa mission;

b) la situation actuelle présente un danger pour l'intégrité de la personne ou de tiers;

c) le service d'accueil ou d'accueil et d'hébergement n'est pas adéquat ou la personne a subi plusieurs exclusions.

L'Agence intervient directement auprès de tout service agréé afin de négocier pour ces personnes prioritaires soit une admission, soit une solution d'attente ou alternative éventuelle.

En cas de carence persistante de places disponibles, l'Agence peut accorder dans la limite du crédit budgétaire réservé à cet effet une subvention annuelle particulière selon les modalités prévues à l'article 29bis, accompagnée d'une augmentation ou d'une modification d'agrément pour une ou plusieurs places distinctes destinées à l'accueil ou à l'accueil et l'hébergement de ces personnes.

Lorsqu'un bénéficiaire a été admis par un service sur base des décisions d'octroi visées à l'alinéa précédent et que la convention visée à l'article 63 est ultérieurement résiliée, la place agréée et subsidiée correspondante est retirée. »

**Art. 61.** Un article 61bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 61bis. Dans des situations individuelles exceptionnelles, l'Agence peut étendre les dispositions de l'article 61 à des personnes handicapées atteintes de déficiences non visées à l'article 58. »

**Art. 62.** A l'article 65, § 2, du même arrêté, le membre de phrase « par le bénéficiaire, son représentant légal, un parent ou un allié » est supprimé.

**Art. 63.** A l'article 66, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « résidentiels de transition et d'aide à l'intégration » sont insérés entre les mots « services de placement familial » et les mots « il y a lieu de créer ».

**Art. 64.** Le titre V du même arrêté intitulé « Du respect des normes » en devient le titre VI.

**Art. 65.** Il est inséré dans le même arrêté un titre VIbis rédigé comme suit :

« TITRE VIbis. — Des projets originaux collectifs ou individuels.

Art. 75bis. § 1<sup>er</sup> Dans le but de mieux rencontrer les principes inscrits dans l'article 4 du décret et les objectifs généraux et spécifiques du contrat de gestion visés à l'article 45 du décret, l'Agence peut, au cas par cas, faire application des articles 75ter et 75quater, pour autant qu'un projet collectif ou individuel permette de mieux rencontrer les principes et objectifs susmentionnés.

§ 2. Le projet collectif ou individuel doit faire l'objet d'une convention écrite conclue entre le service et l'Agence dont l'échéance ne peut excéder celle de l'agrément.

La convention précise les conditions et les modalités auxquelles le service doit satisfaire ainsi que les critères d'évaluation du projet.

§ 3. Nonobstant d'autres interventions financières accordées pour la réalisation de projets collectifs ou individuels, les moyens financiers accordés sur le fondement du présent article, sont limités aux subventions normalement dévolues au service selon les modalités définies dans le présent arrêté.

§ 4. Le projet collectif ou individuel présenté par un service agréé ne peut conduire à une diminution du nombre de prises en charge par le service.

Art. 75ter. § 1<sup>er</sup> Afin de permettre la réalisation d'un projet collectif, l'Agence peut déroger aux articles 3, 12, §§ 9 et 10, 14, 15, §§ 1<sup>er</sup> et 2, 19, 40 à 50, 55 et au point 4 de l'annexe III.

§ 2. La demande du service précisant le projet collectif est introduite, par lettre recommandée, auprès de l'Agence.

Le projet collectif reprend, au minimum, les renseignements repris à l'article 12, § 2, et précise les raisons pour lesquelles le projet doit, pour rencontrer les principes et objectifs visés à l'article 75bis, § 1<sup>er</sup>, déroger aux règles générales du présent arrêté.

§ 3. L'Agence accuse réception de la demande, instruit le dossier et le transmet à la commission subrégionale de coordination dont relève le service.

Celle-ci entend le directeur du service et émet un avis dans les deux mois. A défaut, l'avis est considéré comme favorable.

Le comité de gestion de l'Agence statue dans un délai de deux mois à dater de la réception de l'avis de la commission subrégionale de coordination.

§ 4. Au plus tard dans les trente jours qui suivent le terme du projet, celui-ci est évalué par le service, la commission subrégionale de coordination et l'Agence.

Le comité de gestion statue, le cas échéant, sur une reconduction du projet, dont il peut éventuellement modifier les modalités d'application. Le projet est présumé reconduit jusqu'à la date de notification de la décision.

Art. 75<sup>quater</sup>. § 1<sup>er</sup>. Afin de permettre la réalisation d'un projet individuel, l'Agence peut déroger aux articles 3, 12, §§ 9 et 10, 15, §§ 1<sup>er</sup> et 2, 19, 31<sup>quater</sup>, 40 à 50 et 62.

§ 2. La demande du service précisant le projet individuel est introduite, par lettre recommandée, auprès de l'Agence.

Le projet individuel reprend au minimum, les renseignements visés à l'article 12, § 2, et précise les raisons pour lesquelles le projet doit, pour rencontrer les principes et objectifs visés à l'article 75<sup>bis</sup>, § 1<sup>er</sup>, déroger aux règles générales du présent arrêté.

Il est accompagné d'un projet, actualisé s'il échet, de convention individuelle visée à l'article 63.

§ 3. L'Agence accuse réception de la demande, instruit le dossier et statue dans les deux mois de l'introduction de la demande. A défaut, la décision est considérée comme favorable.

§ 4. Le projet individuel approuvé par l'Agence, ne sort ses effets qu'à la date de signature de la convention visée à l'article 63 prenant en compte le projet individuel et devient caduque à l'extinction de celle-ci.

§ 5. Sans préjudice des dispositions du § 4, au plus tard dans les trente jours qui suivent le terme du projet individuel, celui-ci est évalué par le bénéficiaire, et le cas échéant par son représentant légal, par le service et par l'Agence. Celle-ci approuve, le cas échéant, sa reconduction pour une durée qu'elle détermine. Le projet est présumé reconduit jusqu'à la date de notification de la décision. »

**Art. 66.** Le titre VI du même arrêté en devient le titre VII et son intitulé est remplacé par l'intitulé suivant :

« TITRE VII. — Des conventions avec les services d'aide à l'intégration ».

**Art. 67.** A l'article 76, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « et de court séjour » sont supprimés.

**Art. 68.** L'article 76, § 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Pour les services faisant suite à un projet spécifique conventionné par l'Agence en 1996 et 1997, le montant de la convention est fixé à 5.720 euros par personne. »

**Art. 69.** Le titre VII du même arrêté en devient le titre VIII.

**Art. 70.** L'article 81 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le nombre de services ne peut dépasser le nombre de services agréés au 31 décembre 2001.

Toutefois ce nombre peut être augmenté dans les limites des possibilités budgétaires et dans les cas suivants :

1° la création d'un nouveau service faisant suite à des transformations telles que prévues à la section 2;

2° la création d'un nouveau service faisant l'objet d'une promesse ferme et définitive de subvention à l'achat, la construction ou l'aménagement et dont l'infrastructure satisfait aux normes d'agrément, pour autant qu'il réponde aux besoins subrégionaux;

3° la création d'un nouveau service prenant en charge des personnes polyhandicapées. »

**Art. 71.** Un article 81<sup>bis</sup> rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 81<sup>bis</sup>. Les commissions subrégionales de coordination procèdent au niveau de leur ressort à l'étude approfondie des besoins des personnes handicapées en terme de services et rendent à fin du premier semestre de chaque année leur proposition de programmation subrégionale au Gouvernement wallon.

La programmation subrégionale pour la création ou la transformation de services est fixée annuellement par le Gouvernement wallon et fait l'objet d'une publication officielle. »

**Art. 72.** Un article 81<sup>ter</sup> rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 81<sup>ter</sup>. § 1<sup>er</sup>. Chaque service d'accueil de jour pour jeunes visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, voit sa capacité agréée ramenée, au 1<sup>er</sup> janvier 2004, à 50 % de l'occupation moyenne effective de l'année 2001. Le nombre obtenu est arrondi à l'unité supérieure si la première décimale est égale ou supérieure à 5 et arrondi à l'unité inférieure si la première décimale est inférieure à 5.

Chaque service précité qui se transforme avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004, assure le transfert des prises en charge de jeunes visées ci-dessus pour la moitié au moins, vers des prises en charge d'adultes et pour le solde éventuel, vers des prises en charge en service d'aide à l'intégration tel que défini à l'article 4, 3<sup>bis</sup>.

La quotité de prises en charges d'adultes visée à l'alinéa 2 peut être attribuée, pour partie, à des jeunes polyhandicapés dans les conditions définies à l'article 82<sup>bis</sup>.

Une évaluation de l'adéquation des besoins des bénéficiaires concernés avec les dispositifs pour jeunes prévus aux alinéas précédents sera réalisée pour le 1<sup>er</sup> mars 2005 au plus tard.

Une évaluation de l'adéquation des besoins des bénéficiaires concernés avec les dispositifs pour adultes prévus aux alinéas précédents sera effectuée après réalisation de la transformation.

Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et le 31 décembre 2005 inclus, les services précités ne peuvent transformer la quotité de places restantes.

A dater du 1<sup>er</sup> janvier 2007, les services d'accueil de jour pour jeunes visés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, cessent d'être agréés et subventionnés.

Chaque service précité, qui se transforme avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007 assure le transfert de ses prises en charges vers des prises en charges conformes, au moment de la demande, à la programmation annuelle visée à l'article 81*bis*.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, les services d'accueil de jour pour jeunes visés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, agréés au 1<sup>er</sup> janvier 2002 pour moins de 30 prises en charge peuvent réaliser la transformation de la totalité de leurs prises en charge avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 pour la moitié au moins vers des prises en charge d'adultes et, pour le solde éventuel, vers des prises en charge en service d'aide à l'intégration tel que défini à l'article 4, § 3*bis*.

La quotité de prises en charges d'adultes visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut être attribuée, pour partie, à des jeunes polyhandicapés dans les conditions définies à l'article 82*bis*.

§ 3. De manière à tenir compte des transformations visées à la section 2 et réalisées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002 par les services d'accueil de jour pour jeunes visés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, ceux-ci, par dérogation au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, peuvent voir leur capacité agrée ramenée, au 1<sup>er</sup> janvier 2004, à 50 % de l'occupation moyenne effective de l'année 1999. Le nombre obtenu est arrondi à l'unité supérieure si la première décimale est égale ou supérieure à 5 et arrondi à l'unité inférieure si la première décimale est inférieure à 5.

§ 4. Par dérogation aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, les services d'accueil de jour pour jeunes visés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, agréés au 31 décembre 2001 pour accueillir des jeunes visés à l'article 21, § 2, 11° à 18°, peuvent choisir de se transformer uniquement vers des prises en charge en services d'aide à l'intégration tels que définis à l'article 4, § 3*bis*.

§ 5. Par dérogation aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, les services d'accueil de jour pour jeunes visés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, qui céderaient tout ou partie de leur capacité agrée et les subventions correspondantes pour permettre l'agrément d'un service actuellement non agréé par l'Agence afin d'accueillir ou d'accueillir et héberger des personnes handicapées adultes ou des jeunes polyhandicapés, peuvent réaliser la transformation de plus de la moitié de leurs prises en charge avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Cette cession est subordonnée à l'accord de l'Agence.

Nonobstant l'article 85, le service bénéficiant des places transformées doit assurer l'engagement des travailleurs concernés du service cédant. »

**Art. 73.** Un article 81*quater* rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 81*quater*. § 1<sup>er</sup> Chaque service résidentiel pour jeunes agréé au 1<sup>er</sup> janvier 2002 pour 75 prises en charge ou plus, et se situant dans le ressort d'un bureau régional où, au 1<sup>er</sup> janvier 2001, le taux de programmation, tel qu'identifié à l'annexe XVIII dépasse un pour mille, voit sa capacité agrée ramenée au 1<sup>er</sup> janvier 2004 à 90 % de l'occupation moyenne effective de l'année 2001. Le nombre obtenu est arrondi à l'unité supérieure si la première décimale est égale ou supérieure à 5 et arrondi à l'unité inférieure si la première décimale est inférieure à 5.

Le service concerné qui se transforme avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 assure le transfert des prises en charge jeunes visées ci-dessus vers des prises en charge adultes en service résidentiel pour adultes, en service d'accueil de jour pour adultes ou en service résidentiel de transition.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, les services résidentiels visés audit paragraphe peuvent transformer plus de 10 % de l'occupation moyenne effective de l'année 2001, toutefois limités à 20 places, si le transfert vers des prises en charge adultes en service résidentiel pour adultes ou en service résidentiel de transition concerne des bénéficiaires atteints de déficiences sensorielles ou physiques.

§ 3. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, les services résidentiels visés audit paragraphe, et dont le pouvoir organisateur est également concerné par les dispositions de l'article 81*ter*, peuvent choisir de reporter au 1<sup>er</sup> janvier 2006 la date de prise de cours de la réduction de leur capacité agrée. Dans ce cas, leur capacité agrée est ramenée au 1<sup>er</sup> janvier 2006 à 90 % de l'occupation moyenne effective de l'année 2003, ou de l'année 2001 si l'occupation moyenne effective de l'année 2003 est supérieure à l'occupation moyenne effective de l'année 2001. »

**Art. 74.** L'article 82 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 82. Le nombre de services d'aide à l'intégration pouvant assumer une mission d'observation telle que précisée à l'article 4, § 3*bis*, est limité à un par bureau régional, à l'exception de la zone couverte par le bureau régional de Liège où deux services d'intégration assurant cette mission peuvent être créés. L'Agence veille à ce que l'implantation de ces services soit centrale par rapport à la zone géographique qu'ils couvrent. »

**Art. 75.** Un article 82*bis*, rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 82*bis*. Le nombre de services destinés à des prises en charge de jeunes polyhandicapés créé en vertu de l'article 81 ou suite à une transformation visée à l'article 81*ter*, est limité à un par bureau régional.

Le nombre de prises en charge pour jeunes polyhandicapés est déterminé à partir du nombre de personnes concernées figurant sur la liste visée à l'article 58. »

**Art. 76.** Un article 82ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 82ter. § 1<sup>er</sup>. Les services résidentiels pour jeunes agréés et subventionnés, au 31 décembre 2000, pour accueillir plus de 60 jeunes doivent, à dater du 1<sup>er</sup> septembre 2002, réserver au moins une place pour l'accueil de bénéficiaires en court séjour.

§ 2. Les services résidentiels pour adultes, les services résidentiels de nuit pour adultes, les services d'accueil de jour pour adultes et les services de placement familial, peuvent être agréés et subventionnés pour une ou plusieurs place(s) supplémentaire(s) pour des bénéficiaires en court séjour dans la catégorie de service pour laquelle ils sont agréés et subventionnés.

§ 3. Le nombre de places agréées et subventionnées par service demandeur ainsi que le nombre total de places en court séjour sont fixés par l'Agence en fonction des disponibilités budgétaires et après évaluation, par la commission subrégionale de coordination, des besoins locaux.

Il ne peut dépasser trois places par service agréé et le ratio d'une place par tranche de 60 places agréées sur le territoire de la région linguistique de langue française.

§ 4. Les bénéficiaires accueillis et hébergés en court séjour dans un service résidentiel ne peuvent être déjà pris en charge par un autre service résidentiel agréé ou non par l'Agence.

Les bénéficiaires accueillis en court séjour dans un service d'accueil de jour pour adultes ne peuvent être déjà pris en charge par un service résidentiel ou par un autre service assurant une prise en charge la journée, agréés ou non par l'Agence.

L'exclusion édictée par les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 ne concerne pas les personnes handicapées bénéficiaires d'un placement familial.

§ 5. Les places prévues pour le court séjour doivent être affectées aux fins pour lesquelles elles sont prévues par l'article 2, 14<sup>o</sup>. L'utilisation de ces places à d'autres fins que celles prévues a pour effet de faire perdre au service, pour l'ensemble des places de court séjour et pour l'année civile considérée, le bénéfice de la subvention prévue.

**Art. 77.** Un article 82quater, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 82quater. § 1<sup>er</sup>. Pour les places de court séjour dans les services visés à l'article 82ter, § 1<sup>er</sup>, le calcul de l'occupation moyenne de référence visée à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, se base sur une unité de prise en charge, telle que visée à l'article 2, 7<sup>o</sup>, correspondant à cent cinquante jours de présence.

§ 2. Pour les places de court séjour dans les services visés à l'article 82ter, § 2, le montant de la subvention annuelle est fixé, au prorata des jours de présence au cours de l'année exprimés en tantième de trois cent soixante-cinq ou trois cent soixante-six jours, sur base des montants par prise en charge visés à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, et les subventions journalières sur base des montants visés à l'article 31.

Ce nombre de journées n'entre en ligne de compte ni pour le calcul de l'occupation moyenne de référence visé à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, ni dans le montant attribué visé à l'article 24, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et n'influence pas le pourcentage de présence les week-ends et jours fériés visé à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>. »

**Art. 78.** L'article 83 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 83. La capacité agréée totale des services est fixée provisoirement, par bureau régional, à 3,1 pour mille habitants.

Toutefois, lorsque le nombre de prises en charge agréées dépasse la proportion fixée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le nombre peut être maintenu.

La proportion visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ne tient pas compte des augmentations de capacité agréée en services d'aide à l'intégration suite à des transformations visées à la section 2.

**Art. 79.** L'article 84 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« La capacité agréée par type de service ne peut dépasser celle existant au 31 décembre 2001.

Toutefois, elle peut être augmentée dans les limites des possibilités budgétaires et dans les cas suivants :

1<sup>o</sup> les transformations visées à la section 2;

2<sup>o</sup> la création des nouveaux services visés à l'article 81 alinéa 2, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>;

3<sup>o</sup> les prises en charge de personnes handicapées pour lesquelles un crédit budgétaire spécifique est réservé en vertu de l'article 29bis. »

**Art. 80.** L'article 85, 2<sup>o</sup>, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 2<sup>o</sup> garantir le maintien :

a) du statut pécuniaire des travailleurs;

b) des emplois existants dans les limites définies par les normes d'agrément de la structure transformée. »

**Art. 81.** A l'article 85, 5<sup>o</sup>, du même arrêté, le point g) est supprimé et le point f) est remplacé par la disposition suivante :

« f) de prise en charge pour jeunes en service d'accueil de jour vers des prises en charge en service d'aide à l'intégration, selon les modalités définies à l'article 81ter. »

**Art. 82.** Un article 85bis rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 85bis. Par dérogation à l'article 85, les transformations visées aux articles 81ter et 81quater ne peuvent assurer le transfert de prises en charges que vers des prises en charge explicitement déterminées et limitées par ces articles. »

**Art. 83.** Le Titre VIII du même arrêté en devient le Titre IX.

**Art. 84.** Le second tiret de l'article 89septies est remplacé par la disposition suivante :

« — déroger aux dispositions de l'article 31quater, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et accorder des moyens supplémentaires aux services qui démontrent en raison de leur localisation ou de la gravité du handicap des bénéficiaires accueillis, que leurs charges au cours de l'exercice concerné atteignent au moins 150 % du subsidie visé au dit article. »

**Art. 85.** Un article 89octies, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 89octies. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, la période de référence permettant de déterminer l'occupation moyenne de référence qui sert de base au calcul de la subvention annuelle 2003 pour les services visés aux articles 81ter et 81quater, s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2001.

Cette dérogation ne s'applique que si le service satisfait aux conditions suivantes :

1° avoir introduit, auprès de l'Agence, au plus tard le 30 novembre 2002, une demande de transformation visée à l'article 9, § 2;

2° réaliser cette transformation au cours de l'exercice 2003;

3° assurer, en ce qui concerne les services visés à l'article 81ter, un nombre de prises en charge, au cours de l'année 2002, ne pouvant être inférieur à 75 % de leur capacité agréée;

4° assurer, en ce qui concerne les services visés à l'article 81quater, un nombre de prises en charge, au cours de l'année 2002, ne pouvant être inférieur à 90 % de leur capacité agréée.

§ 2. Lorsque le service d'accueil de jour pour jeunes visé à l'article 81ter initie une transformation :

1° l'occupation moyenne de référence est ventilée par type de handicap, sur la base des mêmes proportions que celles observées au cours de l'exercice 2001 et ce par dérogation à l'article 23, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>. Pour les services qui initient une transformation entre le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et le 31 mai 2003 en application du § 3, l'ancienneté pécuniaire moyenne du service est évaluée sur base de la liste du personnel visée à l'article 29, § 2, relative à l'exercice 2001;

2° à condition que l'occupation moyenne de référence de la période qui va du premier jour de la transformation au 31 décembre 2003, ne soit pas inférieure à 75 % de la capacité agréée, le calcul de la subvention annuelle de l'exercice 2004, est réalisé, par dérogation à l'article 23, § 3, alinéa 3, sur base de la capacité agréée du service, ventilée par type de handicap, sur la base des mêmes proportions que celles observées au cours de l'exercice 2001 et ce compte tenu de la nouvelle ancienneté renseignée via la dernière liste visée à l'article 29, § 2, connue de l'Agence;

3° à condition que l'occupation moyenne de référence de l'exercice qui précède ne soit pas inférieure à 75 % de la capacité agréée, le calcul de la subvention annuelle des exercices 2005 et 2006 est réalisé, par dérogation à l'article 23, § 3, alinéa 3, sur base de la capacité agréée du service, ventilée par type de handicap, sur la base des mêmes proportions que celles observées au cours de l'exercice 2001 et ce compte tenu, chaque fois, de la nouvelle ancienneté renseignée via la dernière liste visée à l'article 29, § 2, connue de l'Agence.

§ 3. Par dérogation à l'article 23, § 4, les transformations visées à l'article 85, 5<sup>o</sup>, f) peuvent débiter au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

§ 4. Par dérogation à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, pour les services visés à l'article 81quater, § 3, et qui ont choisi de reporter au 1<sup>er</sup> janvier 2006 la date de prise de cours de la réduction de leur capacité agréée, la période de référence permettant de déterminer l'occupation moyenne de référence qui sert de base au calcul de la subvention annuelle 2005 s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2003, ou du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2001 si l'occupation moyenne de référence de l'année 2003 est supérieure à l'occupation moyenne de référence de l'année 2001.

Cette dérogation ne s'applique que si le service satisfait aux conditions suivantes :

1° avoir introduit, auprès de l'Agence, au plus tard le 30 novembre 2004, une demande de transformation visée à l'article 9, § 2;

2° réaliser cette transformation au cours de l'exercice 2005;

3° assurer un nombre de prises en charge, au cours de l'année 2004, ne pouvant être inférieur à 90 % de leur capacité agréée. »

**Art. 86.** Un article 89nonies rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 89nonies. Les services de court séjour existant à la date du 31 décembre 2001 cessent d'être agréés et subventionnés et voient les moyens qui leur avaient été accordés, réalloués aux services à l'initiative desquels ils avaient été créés. »

**Art. 87.** Un article 89decies rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 89decies. Les personnes ayant un enfant à charge et pouvant bénéficier de l'exonération sociale visée à l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 3 novembre 1993 portant exécution de l'article 37 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, tel que modifié par l'arrêté royal du 15 mai 1995 sont assimilées aux personnes visées à l'article 41bis, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, et 44bis, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>. »

**Art. 88.** Un article 89undecies rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Le Gouvernement peut déroger aux échéances fixées aux articles 81ter et 81quater en matière de réduction de capacité agréée pour le service qui, pour des raisons de force majeure liées à un problème d'infrastructure, est dans l'impossibilité de réaliser, dans les dites échéances, la transformation vers des prises en charges pour adultes ou jeunes polyhandicapés. La dérogation est limitée à la quotité des places concernées par la transformation précitée. »

**Art. 89.** L'annexe II du même arrêté est remplacée par l'annexe I<sup>re</sup> du présent arrêté.

**Art. 90.** A l'annexe III, du même arrêté, il est apporté les modifications suivantes :

1° au premier tiret du point I, le nombre « 1,5 » est remplacé par le nombre « 2 »;

2° entre les tirets cinq et six du point I, le tiret suivant est inséré :

« — elles doivent résulter d'échanges avec des personnes physiques qui ne peuvent être membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service, ou avec des personnes morales dans lesquelles les membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service n'assurent pas une fonction de direction ou d'administrateur. Dans le cas contraire, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'Agence. »;

3° au point 2.1. le 3<sup>e</sup> tiret est remplacé par la disposition suivante :

« — les valeurs d'investissements en ce compris les Grosses Réparations et Gros entretiens de plus de 500 euros imputées en charge dans un seul exercice »;

4° les tirets 1<sup>er</sup> et 2 du point 2.2. sont remplacés par les dispositions suivantes :

« — les rémunérations ne correspondant pas aux échelles reprises aux annexes 2 à 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2001 portant augmentation des subventions annuelles des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées et qui ne sont pas établies conformément aux règles reprises aux points I, III et IV de l'annexe VI du présent arrêté;

— les avantages complémentaires non repris dans la liste énumérée au point I de l'annexe VI du présent arrêté ».

5° L'avant-dernier tiret du point 2.2 est remplacé par la disposition suivante :

« — les indemnités de rupture, hormis celles relatives au directeur et celles qui résultent d'une transformation visée à l'article 85 pour tout autre membre du personnel ».

6° Au premier tiret du point 2.3 les mots « 10 % pour les frais d'établissement » sont remplacés par « 20 % pour les frais d'établissement ».

7° Au premier tiret du point 2.3 les mots « et des équipements destinés à des fins administratives qui sont amortis » sont remplacés par les mots « qui est amorti »;

8° Un alinéa rédigé comme suit est ajouté au premier tiret du point 2.3. :

« Une dérogation à ces taux peut être accordée par l'Agence en cas d'acquisition d'occasion ou de biens préfabriqués. Celle-ci doit être demandée par lettre recommandée et motivée. »;

9° Un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2 du point 4.1. :

« Pour les services d'aide à l'intégration, la subvention annuelle couvre également les charges qui sont valablement imputées dans les comptes 614 et 615 visés à l'annexe XII du présent arrêté. »

**Art. 91.** L'annexe IV du même arrêté est remplacée par l'annexe II du présent arrêté.

**Art. 92.** A l'annexe VI du même arrêté, il est apporté les modifications suivantes :

1° le point I, 1°, 1<sup>er</sup> alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« 1° une allocation annuelle spéciale d'un montant défini à l'annexe 1<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2001 portant augmentation des subventions annuelles des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, payable par tranches mensuelles, accordée à tous les membres du personnel à l'exception des médecins »;

2° au point I, 4°, les mots « de 500 francs » sont supprimés;

3° l'antépénultième alinéa du point II est remplacé par l'alinéa suivant :

« Ces services ne sont pris en considération qu'à partir de la date à laquelle le membre du personnel atteint l'âge fixé à l'annexe VII du présent arrêté. Pour le personnel engagé à partir du 10 mai 2001, l'âge de prise de rang pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire est celui prévu à l'annexe 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2001 portant augmentation des subventions annuelles des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Ces services ne sont pris en considération qu'à la condition que le membre du personnel concerné ait possédé à l'époque le diplôme requis pour l'exercice de cette fonction. »

**Art. 93.** L'annexe XVI du même arrêté est remplacé par l'annexe IV du présent arrêté.

**Art. 94.** L'annexe III du présent arrêté constitue l'annexe XVIII du même arrêté.

**Art. 95.** L'article 31bis, § 2, du même arrêté est abrogé avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002.

**Art. 96.** Les articles 4, § 3, 6 et 89decies du même arrêté sont abrogés au 1<sup>er</sup> janvier 2003.

**Art. 97.** Le présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2002 à l'exception :

1° de l'article 92, 2°, qui produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2000;

2° des articles 90, 4°, et 92, 1° et 3°, qui produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> octobre 2000;

3° des articles 46, 47, 2<sup>e</sup> alinéa, 49, 53, 2<sup>e</sup> alinéa, et du point 1 b) de l'annexe IV en ce qui concerne les bénéficiaires visés à l'article 53, 2<sup>e</sup> alinéa, qui produisent leurs effets au 3 février 2001;

4° des articles 1<sup>er</sup>, 10, 11, 20, 21, 23, 25 à 32, 65, 72, 73, 75, 80 à 82, 85, 88, 89, 90, 2°, 94 et 96 à 98 qui entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*;

5° des articles 2, 13, 33, 34, 36, 66, 67, 71, 74 et 86 qui entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2003;

6° de l'article 56, qui entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

**Art. 98.** Le Ministre qui a la politique des Personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'application du présent arrêté.

Namur, le 26 juin 2002.

Le Ministre Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

Annexe I<sup>e</sup>

« ANNEXE II (visée aux articles 20, 29, § 2, 54 et à l'annexe III) »

QUALIFICATIONS ET FORMATIONS EXIGÉES DU PERSONNEL DES SERVICES  
POUR LA DÉTERMINATION DES SUBVENTIONS.**Educateur classe III.**

Les porteurs d'un des titres suivants :

- diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures ou secondaires supérieures (formation générale ou technique);
- brevet ou certificat de fin d'études (terminées avec fruit) professionnelles secondaires supérieures;
- diplôme de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire qui ne permet pas d'accéder à la qualification d'éducateur classe 1;
- brevet de puéricultrice, brevet d'aide ou d'auxiliaire familial(e) et sanitaire, certificat de qualification d'assistant(e) familial(e) et sanitaire, certificat de garde-malade, brevet d'hospitalier(e) ou brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers et engagés avant la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement wallon du modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Les éducateurs classe III, engagés après la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté précité, doivent en outre justifier, dans les quatre ans de leur engagement, d'une ou de formation(s) complémentaire(s) d'une durée totale minimale de 200 heures sur des problématiques devant leur permettre de mieux exercer leur fonction éducative. Le Ministre déterminera les formations complémentaires qu'il juge correspondre à l'exigence précitée.

**Educateur classe IIB**

Les éducateurs qui, à la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté précité, étaient engagés comme éducateurs classe IIB et possédaient, à cette date, les qualifications requises pour l'exercice de cette fonction.

**Educateur classe IIA**

- Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat :
  - en éducation de l'enfance (D3TQ);
  - en sciences sociales appliquées (D3TQ);
  - en techniques sociales (D3TQ);
  - en éducation physique et animation socio-culturelle (D3TQ);
  - d'aspirant(e) en nursing (D3TQ);
  - en assistance en gériatrie (D3TQ);
  - d'agent d'éducation (D3TQ);
  - d'animateur (D3TQ);
  - d'agent social (D3TQ);
  - en sciences sociales et éducatives (D3TTR);
- les porteurs :
  - d'un diplôme ou d'un certificat attestant la réussite d'une 7<sup>e</sup> année professionnelle (D37P) en puériculture, aide familial(e) et sanitaire, assistance en gériatrie;
  - d'un brevet de puéricultrice (D3P) pour autant que ceux-ci s'occupent exclusivement d'enfants de 0 à 6 ans;
  - d'un brevet d'infirmier(e);
- les porteurs d'un autre diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures techniques à orientation pédagogique, sociale ou paramédicale, de plein exercice ou de promotion sociale;
- les éducateurs qui, à la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté précité, étaient engagés comme éducateurs classe IIA et possédaient, à cette date, les qualifications requises pour l'exercice de cette fonction.

**Educateur classe II**

Uniquement les éducateurs de classe II déjà en service dans une institution agréée à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1976 porteurs d'un des titres suivants :

- diplôme ou certificat d'une école ou d'un cours technique secondaire supérieur à orientation pédagogique, psychologique ou sociale;
- brevet d'infirmier(e) ou de puéricultrice pour autant que ceux-ci s'occupent d'enfants de 0 à 6 ans;
- diplôme, certificat ou titre assimilé au moins du niveau de l'enseignement normal primaire, pour autant que leurs titulaires s'occupent d'enfants de 3 à 6 ans;
- diplôme de l'enseignement normal gardien.

**Educateur classe I**

Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale, à l'exclusion du diplôme de bibliothécaire-documentaliste.

**Chef éducateur**

- Les éducateurs classe I qui justifient au moins d'une année de service en qualité d'éducateur classe I et d'une formation en gestion d'équipe. Le Ministre détermine les formations qui satisfont à cette exigence;
- Les chefs éducateurs qui, à la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté précité, étaient engagés comme chefs éducateurs et possédaient, à cette date, les qualifications requises pour l'exercice de cette fonction;
- A titre transitoire, les éducateurs classe I qui justifient au moins d'une année de service en qualité d'éducateur classe I et qui sont engagés entre la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté précité et le 31 décembre 2003 peuvent assurer, jusqu'au 30 septembre 2006, la fonction de chef éducateur sans devoir justifier d'une formation complémentaire en gestion d'équipe. Pour continuer à assurer cette fonction au-delà du 31 décembre 2006, ces travailleurs doivent justifier de la formation complémentaire en gestion d'équipe tel qu'exigé ci-dessus.

**Educateur chef-de groupe**

- Les éducateurs classe I qui justifient au moins de trois années de service en qualité d'éducateur classe I et qui possèdent un diplôme ou un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand. Le Ministre détermine les diplômes et certificats qui satisfont à cette exigence;
- Les éducateurs chef de groupe qui, à la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté précité, étaient engagés comme éducateurs chefs de groupe et possédaient, à cette date, les qualifications requises pour l'exercice de cette fonction;
- A titre transitoire, les éducateurs classe I qui justifient au moins de trois années de service en qualité d'éducateur classe I et qui sont engagés entre la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté précité et le 31 décembre 2003 peuvent assurer, jusqu'au 30 septembre 2006, la fonction d'éducateur chef de groupe sans devoir justifier d'un diplôme ou d'un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand. Pour continuer à assurer cette fonction au-delà du 31 décembre 2006, ces travailleurs doivent justifier d'un diplôme ou d'un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand tel qu'exigé ci-dessus.

**Sous-directeur classe II**

- Les sous-directeurs qui, à la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté précité, étaient engagés comme sous-directeurs classe II et possédaient, à cette date, les qualifications requises pour l'exercice de cette fonction.

**Sous-directeurs classe I****a. Sous-directeur classe I assurant une fonction pédagogique**

- Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale et qui, en outre, satisfont aux deux conditions suivantes :

- justifier d'une expérience d'au moins trois années de service dans une fonction éducative, sociale, pédagogique, psychologique ou paramédicale exercée dans le secteur de l'aide aux personnes;

- posséder un diplôme ou un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand. Le Ministre détermine les diplômes et certificats qui satisfont à cette exigence;

- Les sous-directeurs qui, à la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté précité, étaient engagés comme sous-directeurs classe I et possédaient, à cette date, les qualifications requises pour l'exercice de cette fonction;

● A titre transitoire, les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale qui justifient d'une expérience d'au moins trois années de service tel qu'exigé ci-dessus et qui sont engagés entre la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté précité et le 31 décembre 2003 peuvent assurer, jusqu'au 30 septembre 2006, la fonction de sous-directeur classe I assurant une fonction pédagogique sans devoir justifier d'un diplôme ou d'un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand. Pour continuer à assurer cette fonction au-delà du 31 décembre 2006, ces travailleurs doivent justifier d'un diplôme ou d'un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand tel qu'exigé ci-dessus.

**b. Sous-directeur classe I assurant une fonction administrative**

- Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation juridique, économique, administrative ou comptable et qui, en outre, satisfont aux deux conditions suivantes :

- justifier d'une expérience d'au moins trois années de service dans une fonction administrative ou comptable;

- posséder un diplôme ou un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand. Le Ministre détermine les diplômes et certificats qui satisfont à cette exigence;

- Les sous-directeurs qui, à la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté précité, étaient engagés comme sous-directeurs classe I et possédaient, à cette date, les qualifications requises pour l'exercice de cette fonction;

● A titre transitoire, les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation juridique, économique, administrative ou comptable qui justifient d'une expérience d'au moins trois années de service tel qu'exigé ci-dessus et qui sont engagés entre la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté précité et le 31 décembre 2003 peuvent assurer, jusqu'au 30 septembre 2006, la fonction de sous-directeur classe I assurant une fonction administrative sans devoir justifier d'un diplôme ou d'un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand. Pour continuer à assurer cette fonction au-delà du 31 décembre 2006, ces travailleurs doivent justifier d'un diplôme ou d'un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand tel qu'exigé ci-dessus.



**Directeur classe II**

Les directeurs qui, à la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté précité, étaient engagés comme directeurs classe II et possédaient, à cette date, les qualifications requises pour l'exercice de cette fonction.

**Directeurs classe I**

● Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale et qui, en outre, satisfont aux deux conditions suivantes :

- justifier d'une expérience d'au moins trois années de service dans une fonction éducative, sociale, pédagogique, psychologique ou paramédicale exercée dans le secteur de l'aide aux personnes;

- posséder un diplôme ou un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand. Le Ministre détermine les diplômes et certificats qui satisfont à cette exigence;

● Les directeurs qui, à la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté précité, étaient engagés comme directeurs classe I et possédaient, à cette date, les qualifications requises pour l'exercice de cette fonction;

● A titre transitoire, les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale qui justifient d'une expérience d'au moins trois années de service tel qu'exigé ci-dessus et qui sont engagés entre la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté précité et le 31 décembre 2003 peuvent assurer, jusqu'au 30 septembre 2006, la fonction de directeur classe I sans devoir justifier d'un diplôme ou d'un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand. Pour continuer à assurer cette fonction au-delà du 31 décembre 2006, ces travailleurs doivent justifier d'un diplôme ou d'un certificat complémentaire attestant de connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand tel qu'exigé ci-dessus.

**Commis**

Les porteurs d'un des titres suivants :

- Diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures (formation générale ou technique).
- Brevet ou certificat de fin d'études de l'enseignement professionnel secondaire inférieur délivré après une quatrième année de finalité ou agréé après une cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation dans une section "Travaux de bureau" délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'État.

**Commis-sténodactylographe**

Les porteurs d'un titre requis pour la fonction de commis et un certificat ou diplôme attestant de la connaissance de la sténodactylographie.

**Rédacteur**

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique), dans la mesure où la formation reçue correspond avec les exigences normales de la fonction.

**Econome**

Les porteurs d'un diplôme ou certificat permettant l'accès à la formation de rédacteur.

**Comptable 2<sup>e</sup> classe**

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique) à orientation commerciale.

**Comptable 1<sup>re</sup> classe**

● Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur à orientation économique dont la qualification est en relation avec les exigences normales de la fonction.

- Les porteurs du diplôme de la Chambre belge des Comptables.

**Personnel ouvrier catégorie I**

Les manoeuvres, nettoyeurs, domestiques, veilleurs de nuit, concierges, ouvriers agricoles non qualifiés.

**Personnel ouvrier catégorie II**

Les blanchisseuses, ouvriers de laboratoire, repasseuses, lingères, portiers, aides d'ouvrier qualifié pour autant que l'ouvrier qualifié soit existant dans le service.

**Personnel ouvrier catégorie III**

Les ouvriers qualifiés qui ne sont pas porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études établissant leur qualification.

**Personnel ouvrier catégorie IV**

Les ouvriers qualifiés porteurs d'un diplôme ou certificat délivré par une école ou un établissement d'enseignement et établissant une qualification telle que cordonnier, jardinier, mécanicien, plombier d'installations sanitaires, ébéniste, menuisier, électricien, cuisinier.

**Personnel ouvrier catégorie V**

Les ouvriers possédant la qualification requise des ouvriers catégorie IV et ayant la responsabilité d'une équipe homogène d'au moins cinq ouvriers.

**Infirmier(ère) breveté(e)**

Les titulaires du brevet d'infirmier(ère).

**Infirmier(ère) gradué(e)**

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

**Diététicien(ne)**

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

**Gradué ou régent à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique**

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

**Copiste (Braille) 2<sup>e</sup> classe**

Les porteurs d'un diplôme, certificat ou brevet permettant l'accès à la fonction de commis.

**Copiste (Braille) 1<sup>re</sup> classe**

Les porteurs d'un diplôme ou certificat permettant l'accès à la fonction de rédacteur.

**Médecin généraliste**

Les porteurs du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchement.

**Médecin spécialiste**

Les porteurs d'un titre de qualification requis pour l'exercice de la fonction de médecin généraliste ainsi qu'un titre de spécification requis suite à l'avis émis par la Commission d'Agréation des médecins spécialistes.

**Licencié en psychologie, psycho-pédagogie, pédagogie, kinésithérapie ou logopédie**

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres requis pour l'exercice de ces fonctions.

**Licencié à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique**

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

**Assistant en psychologie**

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

**Ergothérapeute, kinésithérapeute, logopède.**

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

**Rééducateur en psychomotricité**

Les porteurs du titre octroyant cette spécialisation.

**Assistant, auxiliaire, ou conseiller social**

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

**Infirmier(ère) gradué(e) social(e)**

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

**Bricoleur en appareillage A3**

Les porteurs du diplôme ou certificat de qualification de quatrième année de l'enseignement secondaire technique de qualification.

**Technicien en électronique A1 ou A2**

Les porteurs d'un diplôme octroyant un de ces titres.

**Puéricultrice, aide familial(e) et sanitaire, garde-malade ou autres fonctions assimilées**

• Les travailleurs qui, à la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté précité, étaient engagés dans une des fonctions relevant de cette catégorie et possédaient, à cette date, les qualifications requises pour l'exercice de la fonction concernée;

• Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat :

- de puéricultrice (D3P);
- d'aide familial(e) et sanitaire (D3P);
- de moniteur(trice) pour collectivités d'enfants (D3P);
- d'aide seniors;

- d'auxiliaire polyvalent(e) des services à domicile et en collectivité correspondant au certificat de qualification d'auxiliaire familial(e) et sanitaire délivré par l'enseignement secondaire de plein exercice;

et engagés, après la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté précité, dans une fonction d'éducateur ou d'aide soignant.

**Aide de laboratoire clinique A3**

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du 26 juin 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Namur, le 26 juin 2002.

Le Ministre Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

## Annexe II

« ANNEXE IV (visée aux articles 21, 29bis et 53)

§ 1<sup>er</sup>. LISTE DES SUBSIDES 2002 PAR PRISE EN CHARGE

a) Services gérés par un pouvoir organisateur privé avec une O.M. &lt;= 60

**Service Résidentiel pour Jeunes**

	Scol + 75 Art 29bis S	Scol 50 à 75	Scol 25 à 50	Scol -25	N Scol + 75 Art 29bis NS	N Scol 50 à 75	N Scol 25 à 50	N Scol - 25
Déf. intel. lég.	20.479,02 €	20.009,95 €	19.774,03 €	17.428,69 €	20.479,02 €	20.009,95 €	19.774,03 €	17.428,69 €
Déf. intel. mod.	23.889,24 €	23.325,81 €	23.042,70 €	20.225,52 €	26.711,98 €	26.148,54 €	25.865,43 €	23.042,70 €
Déf. intel. sév. alité	27.834,23 €	27.095,93 €	26.726,78 €	23.038,08 €	32.147,58 €	31.412,06 €	31.045,68 €	27.365,31 €
Déf. int. sév. non al.	28.203,55 €	27.465,25 €	27.096,10 €	23.407,40 €	32.516,90 €	31.781,38 €	31.415,00 €	27.734,63 €
Déf. int. prof. alité	27.834,23 €	27.095,93 €	26.726,78 €	23.038,08 €	32.147,58 €	31.412,06 €	31.045,68 €	27.365,31 €
Déf. int. prof. non al.+ troubles envahissant du dév.	28.203,55 €	27.465,25 €	27.096,10 €	23.407,40 €	32.516,90 €	31.781,38 €	31.415,00 €	27.734,63 €
Troubles caract.	28.057,66 €	27.352,67 €	26.997,40 €	23.469,68 €	31.574,28 €	30.869,29 €	30.516,79 €	26.997,40 €
Av/Adbl. - 12 ans	28.057,66 €	27.352,67 €	26.997,40 €	23.469,68 €	31.574,28 €	30.869,29 €	30.516,79 €	26.997,40 €
Av/Adbl. 12 ans et +	22.527,21 €	22.058,14 €	21.822,22 €	19.476,88 €	24.880,87 €	24.411,80 €	24.175,88 €	21.822,22 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	35.774,11 €	34.835,98 €	34.366,91 €	29.673,46 €	40.473,11 €	39.532,20 €	39.063,14 €	34.366,91 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	27.411,88 €	26.848,45 €	26.565,34 €	23.748,16 €	30.234,61 €	29.671,18 €	29.388,07 €	26.565,34 €
Troubles mot., dysmé- lie, poliomy., malf. du squ. - 8 ans.	29.609,90 €	28.871,60 €	28.502,45 €	24.813,75 €	33.284,72 €	32.549,20 €	32.182,83 €	28.502,45 €
Troubles mot., dysmé- lie, poliomy., malf. du squ. 8 ans et +.	26.505,18 €	25.916,76 €	25.622,55 €	22.674,92 €	29.458,36 €	28.867,17 €	28.572,96 €	25.622,55 €
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spina- bif., myopathie, neu- rop.	39.694,53 €	38.711,99 €	38.223,49 €	33.316,32 €	44.604,48 €	43.624,71 €	43.133,44 €	38.223,49 €
Affection chron. non- contagieuse	25.669,86 €	25.106,42 €	24.823,32 €	22.006,14 €	28.492,59 €	27.929,16 €	27.646,05 €	24.823,32 €

**Service Résidentiel pour Adultes**

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	28.287,56 €	27.735,24 €	27.456,34 €	24.683,77 €
B	29.692,05 €	29.109,65 €	28.819,81 €	25.913,26 €
C	36.527,60 €	35.764,74 €	35.384,67 €	31.575,81 €
Article 29bis	36.527,60 €	36.527,60 €	36.527,60 €	36.527,60 €

**Service Résidentiel de Nuit pour Adultes**

A	12.312,82 €
B	12.648,64 €
C et Article 29bis	13.028,87 €
D	17.011,58 €

**Service d'Accueil de Jour pour Jeunes**

	Scol.
Déficience intellectuelle légère	8.196,81 €
Déficience intellectuelle modérée	9.528,57 €
Déficience intellectuelle sévère	9.528,57 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. - 6 ans.	13.412,71 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. + 6 ans.	12.027,38 €
Troubles caractériels.	12.429,31 €
Av/Adbl. - 12 ans	10.489,91 €
Av/Adbl. 12 ans et +	9.217,61 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	13.133,34 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	10.318,96 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	13.259,83 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	12.362,79 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	18.125,16 €

**Service d'Accueil de Jour pour Jeunes non scolarisés**

	Non scol.
Déficience intellectuelle légère	10.220,45 €
Déficience intellectuelle modérée	12.106,51 €
Déficience intellectuelle sévère	12.106,51 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. - 6 ans.	17.554,00 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. + 6 ans.	15.610,26 €
Troubles caractériels.	18.219,45 €
Av/Adbl. - 12 ans	13.461,00 €
Av/Adbl. 12 ans et +	11.674,77 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	17.209,44 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	13.235,63 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	17.381,41 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	16.123,98 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	24.288,23 €

**Service d'Accueil de Jour pour Adultes**

A	12.736,62 €
B	12.879,56 €
C et Article 29bis	18.587,78 €

**Service de Placement Familial**

	6.101,40 €
--	------------

**Service Résidentiel de Transition**

	10.477,43 €
--	-------------

b) Services gérés par un pouvoir organisateur privé avec une O.M. > 60

**Service Résidentiel pour Jeunes**

	Scol + 75	Scol 50 à 75	Scol 25 à 50	Scol -25	N Scol + 75	N Scol 50 à 75	N Scol 25 à 50	N Scol - 25
Déf. intel. lég.	19.389,73 €	18.920,66 €	18.684,74 €	16.339,40 €	19.389,73 €	18.920,66 €	18.684,74 €	16.339,40 €
Déf. intel. mod.	22.799,95 €	22.236,51 €	21.953,41 €	19.136,23 €	25.622,68 €	25.059,25 €	24.776,14 €	21.953,41 €
Déf. intel. sév. altité	26.744,93 €	26.006,64 €	25.637,49 €	21.948,79 €	31.058,28 €	30.322,76 €	29.956,39 €	26.276,01 €
Déf. int. sév. non al.	27.114,26 €	26.375,96 €	26.006,81 €	22.318,11 €	31.427,60 €	30.692,08 €	30.325,71 €	26.645,33 €
Déf. int. prof. altité	26.744,93 €	26.006,64 €	25.637,49 €	21.948,79 €	31.058,28 €	30.322,76 €	29.956,39 €	26.276,01 €
Déf. int. prof. non al.+ troubles envahissant du dév.	27.114,26 €	26.375,96 €	26.006,81 €	22.318,11 €	31.427,60 €	30.692,08 €	30.325,71 €	26.645,33 €
Troubles caract.	26.968,37 €	26.263,38 €	25.908,11 €	22.380,39 €	30.484,99 €	29.780,00 €	29.427,50 €	25.908,11 €
Av/Adbl. - 12 ans	26.968,37 €	26.263,38 €	25.908,11 €	22.380,39 €	30.484,99 €	29.780,00 €	29.427,50 €	25.908,11 €
Av/Adbl. 12 ans et +	21.437,91 €	20.968,85 €	20.732,93 €	18.387,59 €	23.791,58 €	23.322,51 €	23.086,59 €	20.732,93 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	34.684,82 €	33.746,68 €	33.277,62 €	28.584,16 €	39.383,82 €	38.442,91 €	37.973,84 €	33.277,62 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	26.322,59 €	25.759,15 €	25.476,05 €	22.658,87 €	29.145,32 €	28.581,89 €	28.298,78 €	25.476,05 €
Troubles mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 ans.	28.520,60 €	27.782,31 €	27.413,16 €	23.724,46 €	32.195,43 €	31.459,91 €	31.093,53 €	27.413,16 €
Troubles mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 ans et +.	25.415,88 €	24.827,47 €	24.533,26 €	21.585,63 €	28.369,07 €	27.777,87 €	27.483,67 €	24.533,26 €
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spinabif., myopathie, neurop.	38.605,24 €	37.622,70 €	37.134,20 €	32.227,03 €	43.515,18 €	42.535,42 €	42.044,14 €	37.134,20 €
Affection chron. non-contagieuse	24.580,57 €	24.017,13 €	23.734,03 €	20.916,84 €	27.403,30 €	26.839,86 €	26.556,76 €	23.734,03 €

**Service Résidentiel pour Adultes**

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	27.198,27 €	26.645,94 €	26.367,05 €	23.594,48 €
B	28.602,76 €	28.020,35 €	27.730,52 €	24.823,97 €
C	35.438,31 €	34.675,44 €	34.295,38 €	30.486,52 €

**Service Résidentiel de Nuit pour Adultes**

A	11.223,52 €
B	11.559,35 €
C	11.939,58 €
D	15.922,29 €

**Service d'Accueil de Jour pour Jeunes**

	Scol
Déficiência intellectuelle légère	7.460,43 €
Déficiência intellectuelle modérée	8.792,18 €
Déficiência intellectuelle sévère	8.792,18 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. - 6 ans.	12.676,33 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. + 6 ans.	11.291,00 €
Troubles caractériels.	11.692,92 €
Av/Ambl. - 12 ans	9.753,53 €
Av/Ambl. 12 ans et +	8.481,23 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	12.396,96 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	9.582,57 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	12.523,45 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	11.626,40 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	17.388,77 €

**Service d'Accueil de Jour pour Jeunes non scolarisés**

	Non scol.
Déficiência intellectuelle légère	9.175,60 €
Déficiência intellectuelle modérée	11.061,66 €
Déficiência intellectuelle sévère	11.061,66 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. - 6 ans.	16.509,15 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. + 6 ans.	14.565,42 €
Troubles caractériels.	17.174,61 €
Av/Ambl. - 12 ans	12.416,15 €
Av/Ambl. 12 ans et +	10.629,93 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	16.164,60 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	12.190,79 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	16.336,57 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	15.079,14 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	23.243,38 €

**Service d'Accueil de Jour pour Adultes**

A	11.691,77 €
B	11.834,72 €
C	17.542,94 €

**Service de Placement Familial**

	6.101,40 €
--	------------

**Service Résidentiel de Transition**

	10.477,43 €
--	-------------

c) Services gérés par un pouvoir organisateur public avec une O.M. <= 60

**Service Résidentiel pour Jeunes**

	Scol + 75	Scol 50 à 75	Scol 25 à 50	Scol -25	N Scol + 75	N Scol 50 à 75	N Scol 25 à 50	N Scol - 25
Déf. intel. lég.	19.845,77 €	19.400,67 €	19.176,80 €	16.951,31 €	19.845,77 €	19.400,67 €	19.176,80 €	16.951,31 €
Déf. intel. mod.	23.081,74 €	22.547,10 €	22.278,46 €	19.605,22 €	25.760,24 €	25.225,60 €	24.956,96 €	22.278,46 €
Déf. intel. sév. alité	26.825,15 €	26.124,58 €	25.774,29 €	22.274,07 €	30.918,10 €	30.220,16 €	29.872,51 €	26.380,19 €
Déf. int. sév. non al.	27.175,60 €	26.475,03 €	26.124,74 €	22.624,52 €	31.268,55 €	30.570,61 €	30.222,96 €	26.730,64 €
Déf. int. prof. alité	26.825,15 €	26.124,58 €	25.774,29 €	22.274,07 €	30.918,10 €	30.220,16 €	29.872,51 €	26.380,19 €
Déf. int. prof. non al.+ troubles envahissant du dév.	27.175,60 €	26.475,03 €	26.124,74 €	22.624,52 €	31.268,55 €	30.570,61 €	30.222,96 €	26.730,64 €
Troubles caract.	27.037,17 €	26.368,20 €	26.031,08 €	22.683,62 €	30.374,10 €	29.705,13 €	29.370,65 €	26.031,08 €
Av/Adbl. - 12 ans	27.037,17 €	26.368,20 €	26.031,08 €	22.683,62 €	30.374,10 €	29.705,13 €	29.370,65 €	26.031,08 €
Av/Adbl. 12 ans et +	21.789,30 €	21.344,20 €	21.120,34 €	18.894,84 €	24.022,70 €	23.577,60 €	23.353,74 €	21.120,34 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	34.359,33 €	33.469,13 €	33.024,03 €	28.570,40 €	38.818,23 €	37.925,40 €	37.480,30 €	33.024,03 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	26.424,39 €	25.889,74 €	25.621,10 €	22.947,87 €	29.102,89 €	28.568,24 €	28.299,60 €	25.621,10 €
Troubles mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 ans.	28.510,09 €	27.809,52 €	27.459,23 €	23.959,01 €	31.997,14 €	31.299,21 €	30.951,55 €	27.459,23 €
Troubles mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 ans et +.	25.564,01 €	25.005,66 €	24.726,48 €	21.929,47 €	28.366,29 €	27.805,31 €	27.526,14 €	24.726,48 €
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spinabif., myopathie, neurop.	38.079,44 €	37.147,10 €	36.683,56 €	32.027,13 €	42.738,50 €	41.808,79 €	41.342,62 €	36.683,56 €
Affection chron. non-contagieuse	24.771,38 €	24.236,73 €	23.968,09 €	21.294,86 €	27.449,88 €	26.915,23 €	26.646,59 €	23.968,09 €

**Service Résidentiel pour Adultes**

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	27.255,32 €	26.731,22 €	26.466,57 €	23.835,68 €
B	28.588,04 €	28.035,40 €	27.760,38 €	25.002,34 €
C	35.074,32 €	34.350,44 €	33.989,79 €	30.375,55 €

**Service Résidentiel de Nuit pour Adultes**

A	12.096,83 €
B	12.415,50 €
C	12.776,30 €
D	16.555,51 €

**Service d'Accueil de Jour pour Jeunes**

	Scol
Déficiência intellectuelle légère	8.003,86 €
Déficiência intellectuelle modérée	9.264,17 €
Déficiência intellectuelle sévère	9.264,17 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. - 6 ans.	12.939,93 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. + 6 ans.	11.628,92 €
Troubles caractériels.	12.009,29 €
Av/Adbl. - 12 ans	10.173,94 €
Av/Adbl. 12 ans et +	12.009,29 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	12.675,55 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	10.012,15 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	12.795,25 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	11.946,34 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	17.399,56 €

**Service d'Accueil de Jour pour Jeunes non scolarisés**

	Non scol.
Déficiência intellectuelle légère	9.947,96 €
Déficiência intellectuelle modérée	11.732,83 €
Déficiência intellectuelle sévère	11.732,83 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. - 6 ans.	16.888,07 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. + 6 ans.	15.048,62 €
Troubles caractériels.	17.517,83 €
Av/Adbl. - 12 ans	13.014,65 €
Av/Adbl. 12 ans et +	11.324,26 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	16.562,00 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	12.801,38 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	16.724,75 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	15.534,77 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	23.261,02 €



**Service d'Accueil de Jour pour Adultes**

A	12.329,14 €
B	12.464,41 €
C	17.866,39 €

**Service de Placement Familial**

	5.841,92 €
--	------------

**Service Résidentiel de Transition**

	9.946,65 €
--	------------

d) Services gérés par un pouvoir organisateur public avec une OM > 60

**Service Résidentiel pour Jeunes**

	Scol + 75	Scol 50 à 75	Scol 25 à 50	Scol -25	N Scol + 75	N Scol 50 à 75	N Scol 25 à 50	N Scol - 25
Déf. intel. lég.	18.756,48 €	18.311,38 €	18.087,51 €	15.862,01 €	18.756,48 €	18.311,38 €	18.087,51 €	15.862,01 €
Déf. intel. mod.	21.992,45 €	21.457,80 €	21.189,16 €	18.515,93 €	24.670,95 €	24.136,30 €	23.867,66 €	21.189,16 €
Déf. intel. sév. alité	25.735,86 €	25.035,29 €	24.685,00 €	21.184,78 €	29.828,81 €	29.130,87 €	28.783,22 €	25.290,90 €
Déf. int. sév. non al.	26.086,31 €	25.385,74 €	25.035,45 €	21.535,23 €	30.179,26 €	29.481,32 €	29.133,67 €	25.641,35 €
Déf. int. prof. alité	25.735,86 €	25.035,29 €	24.685,00 €	21.184,78 €	29.828,81 €	29.130,87 €	28.783,22 €	25.290,90 €
Déf. int. prof. non al. + troubles envahissant du dev.	26.086,31 €	25.385,74 €	25.035,45 €	21.535,23 €	30.179,26 €	29.481,32 €	29.133,67 €	25.641,35 €
Troubles caract.	25.947,87 €	25.278,91 €	24.941,79 €	21.594,32 €	29.284,81 €	28.615,84 €	28.281,36 €	24.941,79 €
Av/Ambly. - 12 ans	25.947,87 €	25.278,91 €	24.941,79 €	21.594,32 €	29.284,81 €	28.615,84 €	28.281,36 €	24.941,79 €
Av/Ambly. 12 ans et +	20.700,01 €	20.254,91 €	20.031,04 €	17.805,54 €	22.933,41 €	22.488,31 €	22.264,44 €	20.031,04 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	33.270,04 €	32.379,84 €	31.934,74 €	27.481,11 €	37.728,94 €	36.836,11 €	36.391,01 €	31.934,74 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	25.335,09 €	24.800,45 €	24.531,81 €	21.858,57 €	28.013,59 €	27.478,95 €	27.210,31 €	24.531,81 €
Troubles mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 ans.	27.420,80 €	26.720,22 €	26.369,94 €	22.869,72 €	30.907,85 €	30.209,91 €	29.862,26 €	26.369,94 €
Troubles mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 ans et +.	24.474,72 €	23.916,37 €	23.637,19 €	20.840,17 €	27.277,00 €	26.716,02 €	26.436,84 €	23.637,19 €
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spina-bif., myopathie, neurop.	36.990,14 €	36.057,80 €	35.594,27 €	30.937,84 €	41.649,20 €	40.719,50 €	40.253,33 €	35.594,27 €
Affection chron. non-contagieuse	23.682,08 €	23.147,44 €	22.878,80 €	20.205,57 €	26.360,58 €	25.825,94 €	25.557,30 €	22.878,80 €

**Service Résidentiel pour Adultes**

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	26.166,03 €	25.641,93 €	25.377,28 €	22.746,38 €
B	27.498,75 €	26.946,11 €	26.671,08 €	23.913,05 €
C	33.985,03 €	33.261,14 €	32.900,50 €	29.286,26 €

**Service Résidentiel de Nuit pour Adultes**

A	11.007,54 €
B	11.326,21 €
C	11.687,01 €
D	15.466,22 €

**Service d'Accueil de Jour pour Jeunes**

	Scol
Déficience intellectuelle légère	7.267,47 €
Déficience intellectuelle modérée	8.527,78 €
Déficience intellectuelle sévère	8.527,78 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. - 6 ans.	12.203,55 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. + 6 ans.	10.892,54 €
Troubles caractériels.	11.272,90 €
Av/Ambl. - 12 ans	9.437,55 €
Av/Ambl. 12 ans et +	8.233,51 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	11.939,17 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	9.275,77 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	12.058,87 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	11.209,95 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	16.663,18 €

**Service d'Accueil de Jour pour Jeunes non scolarisés**

	Non scol.
Déficience intellectuelle légère	8.903,11 €
Déficience intellectuelle modérée	10.687,99 €
Déficience intellectuelle sévère	10.687,99 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. - 6 ans.	15.843,23 €
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. + 6 ans.	14.003,77 €
Troubles caractériels.	16.472,98 €
Av/Ambl. - 12 ans	11.969,81 €
Av/Ambl. 12 ans et +	10.279,42 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	15.517,15 €
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	11.756,54 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	15.679,90 €
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	14.489,93 €
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	22.216,17 €

**Service d'Accueil de Jour pour Adultes**

A	11.284,29 €
B	11.419,57 €
C	16.821,55 €

**Service de Placement Familial**

	5.841,92 €
--	------------

**Service Résidentiel de Transition**

	9.946,65 €
--	------------

§ 2. Les subventions par prise en charge qui figurent au § 1<sup>er</sup> de la présente annexe ont été calculées par addition des montants suivants :

a) Pour les services autres que les services de placement familial et les services résidentiels de transition :

Montant n° 1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement) :

2.506,62	€	en service résidentiel < = 60 prises en charge
2.493,46	€	en service résidentiel > 60 prises en charge
1.233,25	€	en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec O.M. < = 60 prises en charge
1.163,24	€	en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec O.M. > 60 prises en charge
941,13	€	en service d'accueil de jour pour jeunes avec une O.M. < = 60 prises en charge
930,59	€	en service d'accueil de jour pour jeunes avec une O.M. > 60 prises en charge

Montant n° 2 (représentant une moyenne des charges de personnel non éducatif) :

5.579,07	€	en service résidentiel ≤ 60 prises en charge
4.502,96	€	en service résidentiel > 60 prises en charge
3.907,99	€	en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec O.M. < = 60 prises en charge
2.933,18	€	en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec O.M. > 60 prises en charge
3.659,01	€	en service d'accueil de jour pour jeunes avec une O.M. < = 60 prises en charge
2.933,18	€	en service d'accueil de jour pour jeunes avec une O.M. > 60 prises en charge

Ces montants sont obtenus par la multiplication des coefficients de subventionnement figurant à l'annexe XIII par les barèmes moyens suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de dix ans :

18.505,30	€	pour le personnel administratif
21.059,55	€	pour les comptables
16.547,54	€	pour les ouvriers
25.671,90	€	pour les assistants sociaux
24.509,68	€	pour les directeurs, dans les services dont l'O.M.R. est < = à 60
32.006,62	€	pour les directeurs, dans les services dont l'O.M.R. est > à 60

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

58,15 %	en service résidentiel
54,15 %	en service d'accueil de jour

Montant n° 3 (représentant une moyenne des charges de personnel éducatif) :

Selon le type de prises en charge, les coefficients de subventionnement prévu au point a) de l'annexe XIV sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de dix ans :

27.028,40	€	pour les psychologues, paramédicaux et personnel spécial
21.697,45	€	pour les éducateurs CI 1, 2A et chefs éducatifs
18.172,58	€	pour les éducateurs CI 2B, CI 3, puéricultrices et assimilés
25.297,39	€	pour les éducateurs chefs de groupe

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté.

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

1° Pour les institutions privées	61,85 %	en service résidentiel
	54,15 %	en service d'accueil de jour
2° Pour les institutions publiques	53,58 %	en service résidentiel
	45,88 %	en service d'accueil de jour

On applique ensuite le coefficient suivant, compte tenu des disponibilités budgétaires :

82 %	en service résidentiel pour jeunes
82 %	en service résidentiel de nuit pour adultes
82 %	en service résidentiel pour adultes
70 %	en service d'accueil de jour pour jeunes
100 %	en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés
85 %	en service d'accueil de jour pour adultes

D'autre part, la répartition implicite de l'encadrement entre les éducateurs de "catégorie I" et de la "catégorie II" prévue par les coefficients du point a) de l'annexe XIV est réajustée annuellement par l'Agence :

Cette répartition rend compte de la moyenne par catégorie d'institution constatée durant l'année de référence soit :

68,92 %	EDUC.I /	31,08 %	EDUC. II en service résidentiel pour adultes
77,71 %	EDUC.I /	22,29 %	EDUC. II en service résidentiel de nuit pour adultes
77,74 %	EDUC.I /	22,26 %	EDUC. II en service résidentiel pour jeunes
83,34 %	EDUC.I /	16,66 %	EDUC. II en service d'accueil de jour pour jeunes
71,96 %	EDUC.I /	28,04 %	EDUC. II en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés
79,63 %	EDUC.I /	20,37 %	EDUC. II en service d'accueil de jour pour adultes

b) pour les services de placement familial :

Montant n° 1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement) :

1.264,73 €

Montant n° 2 (représentant une moyenne des charges de personnel non éducatif et éducatif) :

les coefficients de subventionnement prévus au point b) de l'annexe XIV sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de dix ans :

25.671,90	€	pour la fonction de Directeur
25.671,90	€	pour la fonction d'Assistant Social et/ou éducateur (minimum cl. 2A)
27.028,40	€	pour les Psychologues et/ou Paramédicaux
17.395,21	€	pour la fonction de Commis

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté.

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

54,15 %	pour les institutions privées
45,88 %	pour les institutions publiques

c) pour les services résidentiels de transition :

Montant n° 1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement) :

327,17 €

Montant n° 2 (représentant une moyenne des charges de personnel non éducatif et éducatif) :

les coefficients de subventionnement prévus au point c) de l'annexe XIV sont multipliés par le barème suivant, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de dix ans :

25.671,90 € sur base de l'échelle 16

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté.

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

58,15 %	pour les institutions privées
49,88 %	pour les institutions publiques »

Vu pour être annexé à l'arrêté du 26 juin 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Namur, le 26 juin 2002.

Le Ministre Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

## Annexe III

« ANNEXE XVIII (visée à l'article 81<sup>quater</sup>)  
DE LA REPARTITION DE L'OFFRE DE SERVICES RESIDENTIELS POUR MINEURS,  
PAR RESSORT DE BUREAU REGIONAL AU 31 DECEMBRE 2000

	Charleroi	Dinant	Libramont	Liège	Mons	Namur	Wavre
SRJ : Taux de programmation	1,00154	1,12292	0,72612	0,43681	0,48996	1,57347	0,88653

Vu pour être annexé à l'arrêté du 26 juin 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Namur, le 26 juin 2002.

Le Ministre Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

## Annexe IV

« ANNEXE XVI (visée aux articles 41<sup>bis</sup> et 44<sup>bis</sup>)

Le montant de la part contributive par journée de présence est fixé comme suit :

1. a). Enfants à charge des personnes visées à l'article 44<sup>bis</sup>, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>.

Service d'accueil de jour pour jeunes
1,19 euros

1. b). Enfants à charge des personnes visées à l'article 44<sup>bis</sup>, § 3, alinéa 2.

Service d'accueil de jour pour jeunes
2,38 euros

2. Autres

Revenus imposables	Service d'accueil de jour pour jeunes	Service résidentiel pour jeunes
12.394,68 euros et moins	2,63 euros	4,29 euros
12.394,69 euros à 18.592,01 euros	3,42 euros	5,73 euros
18.592,02 euros à 24.789,35 euros	4,51 euros	7,51 euros
24.789,36 euros à 30.986,69 euros	5,58 euros	9,30 euros
30.986,70 euros à 37.184,03 euros	6,64 euros	11,08 euros
37.184,04 euros à 43.381,37 euros	7,71 euros	12,87 euros
43.381,38 euros et plus	8,80 euros	14,65 euros

Vu pour être annexé à l'arrêté du 26 juin 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Namur, le 26 juin 2002.

Le Ministre Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2002 — 3326

[C — 2002/27853]

**26 JUNI 2002. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 juli 1990 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten voor vroegtijdige hulpverlening aan gehandicapte kinderen;

Gelet op het decreet van 28 juli 1992 betreffende de begeleidingsdiensten voor volwassen gehandicapten;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 23 juli 1998, 20 mei 1999, 3 juni 1999, 29 juni 2000, 11 januari 2001 en 13 december 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven 13 december 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 december 2001;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 29 november 2001;

Gelet op het protocol nr. 2000/20 van het Comité C van het Waalse Gewest, opgesteld op 30 november 2001;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 11 december 2001;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 32823/4, gegeven op 12 juni 2002, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de beheersovereenkomst die op 9 maart 2001 is ondertekend door de Waalse Regering en het beheerscomité van het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées »;

Overwegende dat in het tijdschema voor de uitvoering van fase A inzonderheid bepaald wordt dat de Waalse Regering een wijziging in de regelgeving dient goed te keuren met betrekking tot de tegemoetkomingen ten gunste van gehandicapte personen die opgevangen of opgevangen en gehuisvest worden;

Overwegende dat in artikel 18 van voornoemd beheersovereenkomst bepaald wordt dat het bedrag van de dotatie van het Waalse Gewest die toegekend wordt voor het jaar 2002 aan het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées » vastgesteld zal worden na de tegensprekelijke afwerking van fase A van bedoelde overeenkomst;

Overwegende dat bovendien zo spoedig mogelijk een oplossing dient te worden gevonden voor het momenteel gebrek aan beschikbare plaatsen voor de opvang of voor de opvang en de huisvesting van volwassen gehandicapte personen die op een wachtlijst staan;

Overwegende, ten slotte, dat verschillende bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen op 31 december 2001 vervallen en dat bijgevolg in de juridische continuïteit dient te worden voorzien;

Overwegende dat dit besluit daardoor uitwerking dient te hebben vanaf 1 januari 2002;

Op de voordracht van De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt in toepassing van artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** Artikel 2, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen wordt vervangen door volgende bepaling :

« Begunstigde : elke gehandicapte persoon zoals omschreven in artikel 2 van het decreet en voor wie tot de noodzaak tot tenlasteneming door één van de diensten bedoeld in de artikelen 4, 5 en 7 besloten wordt bij beslissing tot tegemoetkoming van het Agentschap. »

**Art. 3.** Artikel 2, 11°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Dienst : de diensten bedoeld in artikel 24, tweede lid, 6°, 7°, 9° en 11°, van het decreet, erkend door het Agentschap, en de diensten bedoeld in artikel 4, § 3 en § 3bis. »

**Art. 4.** In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt er een punt 12° luidend als volgt toegevoegd :

« Dienst voor vroegtijdige hulpverlening : de dienst bedoeld in het decreet van 12 juli 1990 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten voor vroegtijdige hulpverlening aan gehandicapte kinderen. »

**Art. 5.** In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt een punt 13° luidend als volgt toegevoegd :

« 13° Begeleidingsdienst : de dienst bedoeld in het decreet van 28 juli 1992 betreffende de begeleidingsdiensten voor volwassen gehandicapten. »

**Art. 6.** In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt een punt 14° luidend als volgt ingevoegd :

« 14° Kort verblijf : tenlasteneming in de opvang of in de opvang en huisvesting, tijdens korte periodes die in het totaal per begunstigde niet meer bedragen dan negentig dagen per jaar en tijdens welke laatstbedoelde van een dienst begeleiding krijgt op educatief, psychologisch en sociaal vlak, die aangepast is aan diens behoeften met het oog op het verlenen van tijdelijke steun en occasionele rust aan begunstigde en diens naasten. »

**Art. 7.** In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt een punt 15° luidend als volgt ingevoegd :

« 15° Polygehandicapte persoon : kind of volwassene met verschillende ernstige deficiënties waaronder geestelijke achterstand, gekenmerkt door een intelligentiequotiënt van onder 50, die in belangrijke mate afhankelijk is van menselijke en technische hulp, zonder onderbreking, door naasten en op geïndividualiseerde wijze. »

**Art. 8.** In artikel 3, § 1, van hetzelfde besluit worden de punten 1° en 2° vervangen door volgende bepalingen :

« 1° wordt tijdens de week opgevangen of gehuisvest door de dienst of is aanwezig op buitenactiviteiten die georganiseerd worden onder de verantwoordelijkheid van de dienst en die geïntegreerd worden in het individuele project van de begunstigde zoals bedoeld in artikel 12, § 2.

Om in overweging te worden genomen, dienen de buitenactiviteiten opgenomen te worden in het register bedoeld in artikel 12, § 7;

2° wordt opgevangen of gehuisvest door de dienst of is aanwezig bij buitenactiviteiten zoals omschreven onder punt 1° tijdens weekends, feestdagen of vakantieperiodes die door de dienst worden georganiseerd; ».

**Art. 9.** In artikel 3, § 3, van hetzelfde besluit wordt punt 1° vervangen door volgende bepaling :

« 1° de dagen zoals omschreven in § 1, 1° en 2° ».

**Art. 10.** Artikel 4, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepalingen :

« § 1. De dagonthaaldienst vangt tijdens de daguren begunstigten op die een gewone of bijzondere onderwijsinstelling bezoeken.

Hij kan tijdens de schooltijd jongeren opvangen die wegens hun handicap tijdelijk verwijderd worden van de onderwijsinstellingen die zij bezoeken.

Dit type tenlasteneming wordt enkel door het Agentschap gesubsidieerd als voor de verwijdering een attest bestaat van de schoolinstelling die opgesteld is op grond van een met redenen omkleed advies van het psycho-medisch-sociaal centrum en waarin de duur van en de reden voor de verwijdering zijn opgenomen, alsmede de concrete wijze waarop samengewerkt wordt tussen de onderwijsinstelling en de dienst, en de in acht genomen procedure voor herintegratie van de jongere in bedoelde instelling. »

**Art. 11.** Artikel 4, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepalingen :

« § 2. De dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren vangt tijdens de daguren begunstigten op die wegens hun handicap geen gewone of bijzondere onderwijsinstelling bezoeken.

Hij zorgt voor een individuele, educatieve, medische, therapeutische, psychologische en sociale tenlasteneming die aangepast is aan hun behoeften.

Hij beoogt een integratie van de gehandicapte persoon in het school-, maatschappelijk, culturele of beroepsleven.

De onmogelijkheid om een onderwijsinstelling te bezoeken dient te zijn vastgesteld volgens de vigerende wettelijke en regelgevende procedures. »

**Art. 12.** In artikel 4, § 3, van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen door volgende bepalingen :

« De dienst voor integratiehulp is bestemd voor begunstigten van 6 tot en met 20 jaar. Er kan een afwijking, gegrond op de leeftijd van de begunstigten, worden toegestaan door het Agentschap, ingegeven door individuele projecten.

In samenwerking met het gezin en andere betrokkenen zorgt de dienst voor :

a) een educatieve en psychotherapeutische hulpverlening aan de begunstigten en aan hun gezin via individuele acties waarbij beoogd wordt om een optimale integratie in school- en maatschappelijk leven mogelijk te maken;

b) een informatie-, hulp- en steunverlening aan de begunstigten met het oog op een betere zelfstandigheid, meer bepaald voor wat betreft het beheren en het op zich nemen van de dagelijkse activiteiten, de huisvesting, het werk, de vorming, het inkomen en de vrije tijd. »

**Art. 13.** In artikel van hetzelfde besluit wordt een § 3bis luidend als volgt ingevoegd :

« § 3bis. De dienst voor integratiehulp is bestemd voor begunstigten van 6 tot en met 20 jaar. Er kan een afwijking, gegrond op de leeftijd van de begunstigten, worden toegestaan door het Agentschap, ingegeven door individuele projecten.

De dienst verleent de begunstigten een bijzondere hulp die noodzakelijkerwijs gecoördineerd dient te worden met andere actoren die samenwerken met de jongeren en hun gezin met het doel de verschillende ondernomen acties zinvol en coherent te maken :

1° de dienst voor integratiehulp wordt erkend voor één of verschillende opdrachten zoals volgt die in een gezinsondersteunende context als doel dienen te hebben, de integratie van de jongeren in het school-, maatschappelijk, cultureel en beroepsleven :

a) educatieve, psychotherapeutische en maatschappelijke hulpverlening aan de jongeren via individuele acties die worden ondernomen buiten de schooluren, met het oog op een betere zelfstandigheid meer bepaald voor wat betreft het beheren en het op zich nemen van de dagelijkse activiteiten, de huisvesting, het werk, de vorming, het inkomen en de vrije tijd;

b) educatieve, psychotherapeutische en maatschappelijke hulpverlening aan de jongeren via groepsactiviteiten of groepsworkshops die hoofdzakelijk verwezenlijkt worden buiten de « schooluren », in samenwerking met het maatschappelijk netwerk;

c) educatieve, psychotherapeutische en maatschappelijke hulpverlening aan de jongeren via individuele of groepsactiviteiten die hoofdzakelijk tijdens de « schooluren » georganiseerd of verwezenlijkt worden met jongeren die tijdelijk verwijderd worden uit de onderwijsinstelling die zij bezoeken, en in samenwerking met bedoelde instelling;

d) de oriëntatie van de jongeren zoals omschreven in 2°;

2° de dienst voor integratiehulp die een oriënteringsopdracht heeft, werkt een diepgaande analyse uit van de behoeften van de gehandicapte persoon waarin de bijzondere observatiemaatregel verantwoord wordt. Voor elke gehandicapte persoon wordt er een analyse gemaakt van de behoeften, alsmede een oriënteringsproject opgesteld waardoor, voor zover mogelijk en als dat niet tegen het belang van de persoon indruist, het behoud van de gehandicapte persoon in diens gezin begunstigd wordt. De dienst verwezenlijkt de opdrachten die hem door het Agentschap worden toevertrouwd, waarbij het verzoek van laatstgenoemde de doelstellingen, de redenen en de duur van de observatie dient aan te geven. In beginsel duurt de observatie drie weken, waarbij de eerste observatieperiode één enkele keer verlengd kan worden voor een maximumduur van drie weken. Bedoelde verlenging moet in een met redenen omkleed verzoek worden aangevraagd, waarmee ingestemd dient te worden door het Agentschap vóór de verlenging ingaat. Binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen vanaf het einde van de opdracht richt de dienst een verslag aan het Agentschap waarin een diepgaande analyse wordt gemaakt van de behoeften van de gehandicapte persoon. Daarin worden de conclusies uit de observatie getrokken en wordt een oriëntatie of een nieuwe evaluatie voorgesteld zodat het Agentschap beslissingsondersteunende begeleiding krijgt. »

**Art. 14.** In artikel 4, § 4, van hetzelfde besluit worden de woorden « daarin inbegrepen in kort verblijf » ingevoegd tussen de woorden « dagonthaal » en « aan volwassen begunstigten ».

**Art. 15.** In artikel 5, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « daarin inbegrepen in kort verblijf » ingevoegd tussen de woorden « begunstigten » en « die ».

**Art. 16.** In artikel 5, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « daarin inbegrepen in kort verblijf » ingevoegd tussen de woorden « begunstigten » en « waarborgt ».

**Art. 17.** In artikel 5, § 3, van hetzelfde besluit worden de woorden « daarin inbegrepen in kort verblijf » ingevoegd tussen de woorden « begunstigten » en « waarborgt ».

**Art. 18.** In artikel 5, § 4, derde lid, van hetzelfde besluit wordt het zinsdeel « of met een dienst voor integratiehulp » toegevoegd na de woorden « met de betrokken begeleidingsdienst ».

**Art. 19.** In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de woorden « daarin inbegrepen in kort verblijf » toegevoegd na de woorden « in die gezinnen ».

**Art. 20.** Artikel 8, eerste lid, 4°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« 4° de identiteit van de directeur van de dienst en zijn bewijs van goed zedelijk gedrag, evenals de schriftelijke bevoegdheidsoverdracht van de inrichtende macht bedoeld in artikel 13, § 1, 4°. »

**Art. 21.** Artikel 8, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« De residentiële overgangsdiensten, de diensten voor integratiehulp en de diensten voor plaatsing in gezinnen zijn niet verplicht de in het eerste lid, 6° en 7°, bedoelde documenten over te leggen, behalve indien ze in hun lokalen in de opvang voorzien van begunstigten op collectieve en permanente wijze. »

**Art. 22.** Artikel 8, vierde lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Het huishoudelijk reglement van de residentiële overgangsdiensten, van de diensten voor integratiehulp en de diensten voor plaatsing in gezinnen dient de vermelding bedoeld in het derde lid, 5°, niet te bevatten. »

**Art. 23.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepalingen :

« § 1. Bij de hernieuwingsaanvraag worden de documenten gevoegd bedoeld in artikel 8, eerste lid, 1°, 2° en 6°.

Bij de hernieuwingsaanvraag die wordt ingediend door de residentiële overgangsdiensten, de diensten voor integratiehulp en de diensten voor plaatsing in gezinnen hoeven enkel de documenten bedoeld in artikel 8, eerste lid, 2° te worden gevoegd.

Bij wijzigingen in de documenten vereist krachtens artikel 8, eerste lid, 3°, 4°, 5°, 7° en 8° worden de gewijzigde documenten gevoegd.

Daarbij wordt er eveneens een evaluatieverslag van de activiteiten die sinds de laatste erkenning plaats hebben gevonden, gevoegd.

§ 2. De erkenningsaanvraag of de aanvraag tot wijziging van de erkenning met betrekking tot een omvorming van de dienst zoals bedoeld in afdeling 2 van Titel VIII kan worden ingediend door een dienst of, middels een schriftelijke overeenkomst, door een groep diensten.

Bedoelde aanvraag wordt gericht aan het Agentschap, bij aangetekend schrijven. In bedoeld schrijven worden op grond van een model dat door het Agentschap is opgemaakt, naast de documenten bedoeld in § 1, minstens volgende inlichtingen opgenomen :

1. op datum van de aanvraag, het aantal en de aard van de erkende tenlastenemingen van de dienst die omgevormd wenst te worden;
2. de gemiddelde referentiebezetting van het voorgaande jaar in de dienst die omgevormd wenst te worden;
3. het aantal en de aard van de tenlastenemingen die men wenst om te vormen;
4. het aantal en de aard van de tenlastenemingen waarin men wenst te voorzien, alsmede het beoogde type van dienst, daarbij inbegrepen de keuze van één of verschillende opdrachten bedoeld in artikel 4, § 3bis, indien sprake is van een omvorming tot een dienst voor integratiehulp, en de datum die is bepaald voor de uitvoering van de omvorming
5. de wijzigingen op het vlak van de infrastructuur die noodzakelijk zijn voor de omvorming;
6. het medisch-sociaal-pedagogisch project dat in het vooruitzicht wordt gesteld voor de dienst die door de omvorming wordt opgericht;
7. de nauwkeurige begroting waarin de geschatte lasten worden vermeld voor wat betreft de werkingskosten, het niet-educatieve en het educatieve personeel;
8. de categorie(ën) handicaps van de begunstigten die ten laste worden genomen;



9. het vormingsproject voor het personeel;

10. voor de diensten die worden beheerd door een privaatrechtelijke inrichtende macht : het advies van de ondernemingsraad of, bij ontstentenis, van de vakbondsafvaardiging over het omvormingsproject.

Voor de diensten die worden beheerd door een publiekrechtelijke inrichtende macht : het advies van het onderhandelings- of overlegcomité dat is opgericht bij de wet van 19 december 1974 of, bij ontstentenis, van de vakverenigingen die de werknemers vertegenwoordigen, over het omvormingsproject.

Binnen de dertig dagen na het toezenden van de aanvraag richt het Agentschap, bij aangetekend schrijven, aan de aanvrager een ontvangstbericht voor het dossier indien dit volledig is. Als het dossier onvolledig is, licht het Agentschap de aanvrager daarover in onder dezelfde voorwaarden en geeft bij die gelegenheid aan met welke stukken het dossier dient te worden vervolledigd.

Binnen de drie maanden volgend op het toezenden van het ontvangstbericht treft het beheerscomité van het Agentschap zijn beslissing na het advies te hebben ingewonnen van de raad voor de opvoeding, de opvang en de huisvesting.

Indien het beheerscomité met het omvormingsproject instemt, moet de dienst de omvorming uiterlijk in het jaar volgend op de indiening van de aanvraag en ten vroegste de eerste dag van de maand volgend op de datum van kennisgeving van de beslissing van het Agentschap doorvoeren. »

**Art. 24.** Artikel 10, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« 7° het aantal tenlastenemingen van gehandicapte personen die worden gesubsidieerd in toepassing van artikel 29bis, alsmede het aantal plaatsen die bezet kunnen worden in kort verblijf overeenkomstig artikel 82ter; ».

**Art. 25.** Het tweede, derde en vierde lid van artikel 11 van hetzelfde besluit worden vervangen door volgende bepalingen :

« Indien deze voorwaarden niet vervuld zijn, wordt de erkenning opgeschort of ingetrokken dan wel het aantal erkende plaatsen beperkt overeenkomstig de procedure waarvan sprake in artikel 58 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen.

Het Agentschap kan evenwel voor een duur die niet meer mag bedragen dan twee jaar het behoud of de hernieuwing van de erkenning koppelen aan het instellen van een « begeleidingscomité » dat belast wordt met hulpverlening aan de dienst voor het vervullen van de erkenningsvoorwaarden.

Bedoeld comité is samengesteld uit minstens één vertegenwoordiger van het Agentschap, één expert die aangewezen wordt door het beheerscomité op grond van zijn inzicht in het bestaande probleem, één vertegenwoordiger van de inrichtende machten en één vertegenwoordiger van de vakverenigingen die de werknemers vertegenwoordigen.

Als na afloop van de termijn de dienst steeds niet voldoet aan de erkenningsvoorwaarden, wordt de erkenning door het Agentschap beslist geheel of gedeeltelijk ingetrokken.

Bij het sluiten van een dienst ten gevolge van de intrekking van een erkenning waakt het Agentschap over de samenwerking van elke dienst zodat voorzien wordt in de dringende opvang en huisvesting van de gehandicapte personen. »

**Art. 26.** In artikel 12, § 1, wordt volgend lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid :

« De dienst waakt over de naleving van de doelstellingen van diens pedagogisch project.

Hij zet alle middelen in die bijdragen tot de verwezenlijking van voornoemde doelstellingen. »

**Art. 27.** In artikel 12, § 9, van hetzelfde besluit worden in het Frans de woorden « à raison de » vervangen door de woorden « au moins ».

**Art. 28.** In artikel 12, § 10, van hetzelfde besluit worden in het Frans de woorden « à raison de » vervangen door de woorden « au moins ».

**Art. 29.** In artikel 12, § 11, wordt een punt 5° luidend als volgt ingevoegd :

« 5° Stoornissen die inwerken op de ontwikkeling of gedragsstoornissen die gepaard gaan met de handicap(s). »

**Art. 30.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 12bis luidend als volgt ingevoegd :

« Art. 12bis. Door te steunen op het medisch-sociaal-pedagogisch project van de instelling stelt de dienst een personeelsopleidingsplan op dat minstens over twee jaar loopt.

Bedoeld plan dat opgebouwd wordt na afloop van een debat tussen betrokken actoren, bepaalt de te bereiken doelstellingen.

In bedoeld plan worden de banden omschreven tussen de globale omgeving van de dienst, de dynamiek van het medisch-sociaal-pedagogisch project en de ontwikkeling van de vaardigheden van het personeel.

Daarin worden de criteria, de wijze en de periodiciteit van de evaluatie van bedoelde drie aspecten bepaald.

Voor wat betreft het personeel van de diensten die ressorteren onder de plaatselijke besturen en de provincies, kadert de opleiding bedoeld in het eerste lid in het opleidingsplan dat is opgesteld op initiatief van de gewestelijke opleidingsraad die is opgericht bij het decreet van 6 mei 1999 oprichting van de "Conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie" (Gewestelijke Raad voor de opleiding van de personeelsleden van de plaatselijke en provinciale besturen van Wallonië). »

**Art. 31.** Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepalingen :

« Art. 13. § 1. Om erkend te worden, dient de dienst aan volgende voorwaarden te beantwoorden :

1° hij moet georganiseerd worden door een overheid, een instelling van algemeen nut of een vereniging zonder winstoogmerk zijn, met een technische, budgettaire en boekhoudkundige autonomie alsook een administratief beheer dat zowel de uitvoering van zijn opdracht als het toezicht erop door het Agentschap mogelijk maakt;

2° indien hij georganiseerd wordt door een vereniging zonder winstoogmerk, mag de vereniging slechts één vijfde van diens gewone leden tellen die personeelslid of aanverwant tot de derde graad zijn, en dit vanaf 1 januari 2004;

3° indien hij georganiseerd wordt door een vereniging zonder winstoogmerk, mogen niet zetelen in diens raad van bestuur personen van hetzelfde gezin, echtgenoten, wettelijk samenwonenden en bloed- of aanverwanten tot en met de tweede graad, waarvan het aantal voor elk gezin hoger is dan een derde van het totaal aantal leden van de raad van bestuur, noch personen die deel uitmaken van het dienstpersoneel, en dit vanaf 1 januari 2004;

4° hij moet onder de leiding staan van een directeur, die een natuurlijk persoon is die in bedoelde functie bezoldigd wordt en bevoegd is om krachtens een schriftelijke bevoegdheidsoverdracht van de inrichtende macht en onder diens verantwoordelijkheid het dagelijks bestuur van de dienst op zich te nemen, minstens voor wat betreft :

- a) de uitvoering en de opvolging van het medisch-sociaal-pedagogisch project;
- b) het personeelsbeheer;
- c) het geldbeheer;
- d) de toepassing van de vigerende regelgeving;
- e) de vertegenwoordiging van de dienst in diens betrekkingen met het Agentschap.

In geval van tekortkomingen of onregelmatigheden in de uitvoering van het mandaat dat aan de directeur is toevertrouwd, nodigt het Agentschap de inrichtende macht bij aangetekend schrijven uit om de passende schikkingen te treffen.

Het bewijs van goed zedelijk gedrag van de directeur moet vrijgesteld zijn van veroordelingen tot correctionele straffen voor wanbedrijven die onverenigbaar zijn met de functie, of tot criminele straffen;

5° onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 27 van het decreet dient hij op vraag van het Agentschap elk bewijsstuk over te maken dat vereist is voor de uitoefening van diens controle, meer bepaald de jaarrekeningen, de stukken die noodzakelijk zijn voor de berekening van de verschillende subsidies, evenals het opleidingsplan bedoeld in artikel 12bis;

6° hij dient de sociale balans over te maken zoals omschreven bij het koninklijk besluit van 4 augustus 1996 betreffende de sociale balans, de jaarrekeningen, de activiteitenbalans en de personeelslijst bedoeld in artikel 29, § 2, alsmede het opleidingsplan bedoeld in artikel 12bis :

— voor de diensten die worden beheerd door een privaatrechtelijke inrichtende macht : aan de ondernemingsraad of, bij ontstentenis, aan de vakbondsafvaardiging;

— voor de diensten die worden beheerd door een publiekrechtelijke inrichtende macht : aan het het onderhandlungs- of overlegcomité dat is opgericht bij de wet van 19 december 1974 of, bij ontstentenis, aan de vakverenigingen die de werknemers vertegenwoordigen;

7° hij dient het referentienummer van de erkenning door het Agentschap op alle akten en andere stukken te vermelden, alsmede op de reclamebladen en aanplakkingen waarin de dienst voorziet.

Er kan een afwijking van de bepalingen bedoeld in punten 2° en 3° verleend worden, voor wat betreft de personeelsinspraak, door het overlegcomité op grond van een dossier waarin aangetoond wordt dat bedoelde bepalingen niet aangepast zijn aan het globale project van de dienst.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van § 1 dienen de diensten voor integratiehulp bedoeld in artikel 4, § 3bis, 2°, als uitsluitende maatschappelijke doelstelling te hebben, de verwezenlijking van de opdracht bedoeld in artikel 4, § 3bis, 1°, d). »

**Art. 32.** Artikel 15, § 1, tweede lid, 2°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« 2° indien men er niet in geslaagd is een begunstigde zelfstandig te maken. »

**Art. 33.** Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepalingen :

« De erkende capaciteit van :

1° een dienst die erkend is voor maximum 60 tenlastenemingen wordt verminderd indien gedurende de twee voorgaande toewijzingsjaren door het Agentschap is vastgesteld dat de gemiddelde referentiebezetting minstens drie eenheden minder bedroeg dan de erkende capaciteit. De verminderde erkende capaciteit wordt bepaald op grond van het gemiddelde van het O.M.R. in de twee laatste jaren, waaraan één eenheid wordt toegevoegd;

2° een dienst die erkend is voor meer dan 60 en minder dan 120 tenlastenemingen wordt verminderd indien gedurende de twee voorgaande toewijzingsjaren door het Agentschap is vastgesteld dat de gemiddelde referentiebezetting minstens zes eenheden minder bedroeg dan de erkende capaciteit. De verminderde erkende capaciteit wordt bepaald op grond van het gemiddelde van het O.M.R. in de twee laatste jaren, waaraan één eenheid wordt toegevoegd;

3° een dienst die erkend is voor 120 tenlastenemingen en meer wordt verminderd indien gedurende de twee voorgaande toewijzingsjaren door het Agentschap is vastgesteld dat de gemiddelde referentiebezetting minstens negen eenheden minder bedroeg dan de erkende capaciteit. De verminderde erkende capaciteit wordt bepaald op grond van het gemiddelde van het O.M.R. in de twee laatste jaren, waaraan één eenheid wordt toegevoegd. »

**Art. 34.** In artikel 17 van hetzelfde besluit wordt het woord « drie » vervangen door het woord « twee ».

**Art. 35.** Artikel 19, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« 11° de plaatsing in een gezin en een tenlasteneming in kort verblijf;

12° een tenlasteneming in kort verblijf en een onderneming voor aangepast werk;

13° een tenlasteneming in kort verblijf en een beroepsopleidingscentrum;

14° een tenlasteneming in kort verblijf in een dagonthaalcentrum en een residentieel overnachtingscentrum;

15° een tenlasteneming in kort verblijf in een residentieel overnachtingscentrum en een dagonthaalcentrum. »

**Art. 36.** Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepalingen :

« Art. 22. § 1. Voor de berekening van de jaarlijkse subsidie wordt de gemiddelde referentiebezetting in rekening gebracht.

Als bedoelde gemiddelde referentiebezetting meer bedraagt dan de erkende capaciteit wordt de erkende capaciteit in rekening gebracht bij de berekening van het theoretisch bedrag bedoeld in artikel 24.

§ 2. In het totaal aantal dagen waarin een begunstigde wordt opgenomen, is inbegrepen de dag waarop de afvloeiing plaatsvindt, behalve indien hij naar een andere dienst wordt overgeplaatst.

De dag waarop de afvloeiing plaatsvindt, wordt uiterlijk vastgesteld de laatste dag waarop de begunstigde aanwezig is. »

**Art. 37.** In artikel 23, § 1, van hetzelfde besluit :

1° worden in het eerste lid de woorden « in één van de in § 2 bedoelde gevallen » vervangen door de woorden « bij vermindering van de erkende capaciteit »;

2° wordt de laatste volzin uit het derde lid geschrapt en wordt een lid luidend als volgt toegevoegd :

« Behalve in geval van overmacht, wordt het niet-naleven van bedoelde termijn, met de datumstempel van de post als bewijs, bestraft als volgt :

a) een boete die gelijk staat aan 1/1000<sup>e</sup> van de jaarlijks te krijgen subsidie voor elke dag vertraging;

b) onverminderd bedoelde boete verstuurt het Agentschap uiterlijk op de éénentwintigste dag vertraging een bij de post aangetekend herinneringschrijven;

c) als het enquêteformulier niet binnen de tien dagen na het aangetekend herinneringsschrijven toegezonden is, wordt de jaarlijkse subsidie van de dienst vastgesteld op 80 % van het bedrag waarop hij het jaar voordien recht had, in evenredigheid met de erkende capaciteiten. »

**Art. 38.** In artikel 23, § 2, van hetzelfde besluit worden het eerste en het tweede lid vervangen door volgende leden :

« In geval van een oprichting loopt de referentieperiode van de eerste werkingsdag tot en met 31 december van het lopende kalenderjaar, behalve indien bedoelde oprichting voortvloeit uit een omvorming bedoeld in afdeling 2 van titel VIII.

Indien de erkende capaciteit verminderd wordt, loopt de referentieperiode van de dag waarop door het Agentschap kennis is gegeven van de vermindering van de erkende capaciteit tot en met 31 december van het lopende kalenderjaar, behalve indien bedoelde vermindering voortvloeit uit een omvorming bedoeld in afdeling 2 van titel VIII. »

**Art. 39.** In artikel 23 van hetzelfde besluit wordt een § 5 luidend als volgt toegevoegd :

« § 5. Voor de dienst die op 1 januari van het werkjaar in aanmerking komt voor een wijziging van de erkenning ten gevolge van een overeenkomst die is opgesteld het jaar voordien met het doel de personen van categorie C die voordien op grond van de categorieën A of B gesubsidieerd werden, te regulariseren, wordt de herverdeling van de categorieën tenlastenemingen aangepast. Voor de berekening van de subsidies worden de dagen waarop bedoelde personen aanwezig zijn, van ambtswege gelijkgesteld met één volledige eenheid van tenlasteneming uit de categorie C voor de berekening van de gemiddelde referentiebezetting bedoeld in artikel 24, § 1, 1°.

In afwijking van artikel 24, § 1, 2°, wordt het bedrag van de jaarlijkse subsidie die voor het voorgaande jaar toegewezen wordt, verhoogd met het bedrag van de overeenkomst die in voorkomend geval naar jaarbasis omgerekend wordt.

In afwijking van artikel 24, § 1, 3°, geldt als erkende capaciteit de capaciteit die is vastgesteld op 1 januari van het jaar waarin de subsidie toegewezen wordt. »

**Art. 40.** In artikel 24 van hetzelfde besluit wordt een § 3 luidend als volgt toegevoegd :

« § 3. De getallen 1, 5, 3 en 4,5 bedoeld in § 2 worden met twee vermenigvuldigd voor wat betreft de diensten voor jongeren. »

**Art. 41.** In artikel 26, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « Op hun verzoek wordt een toelagesupplement » vervangen door « Een toelagesupplement wordt ».

**Art. 42.** In artikel 29, § 2, van hetzelfde besluit wordt de laatste volzin van het tweede lid geschrapt en wordt een lid luidend als volgt toegevoegd :

« Behalve in geval van overmacht, wordt het niet-naleven van bedoelde termijn, met de datumstempel van de post als bewijs, bestraft als volgt :

a) een boete die gelijk staat aan 1/1000<sup>e</sup> van de jaarlijks te krijgen subsidie voor elke dag vertraging;

b) onverminderd bedoelde boete verstuurt het Agentschap uiterlijk op de éénentwintigste dag vertraging een bij de post aangetekend herinneringschrijven;

c) als het enquêteformulier niet binnen de tien dagen na het aangetekend herinneringsschrijven toegezonden is, wordt de jaarlijkse subsidie van de dienst vastgesteld op 90 % van het bedrag waarop hij het jaar voordien recht had, in evenredigheid met de erkende capaciteiten. »

**Art. 43.** Een artikel 29bis luidend als volgt wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 29bis. Binnen de perken van het begrotingskrediet dat te dien einde is voorbehouden, kan er een jaarlijkse bijzondere subsidie worden verleend voor de met naam genoemde tenlasteneming van gehandicapte personen die als prioritair worden verklaard op grond van de artikelen 61 en 61bis.

De jaarlijkse subsidie met betrekking tot bedoelde tenlastenemingen wordt bepaald door de gemiddelde referentiebezetting met betrekking tot bedoelde personen tijdens het lopende kalenderjaar te vermenigvuldigen met de subsidie per tenlasteneming bedoeld in bijlage IV, § 1, a). Bedoeld aantal dagen tenlastenemingen wordt niet in rekening gebracht voor de berekening van de gemiddelde referentiebezetting bedoeld in artikel 24, § 1, 1° noch voor het toegewezen bedrag bedoeld in artikel 24, § 1, 2°. »

**Art. 44.** In hoofdstuk III van titel III van hetzelfde besluit wordt een artikel 31quater luidend als volgt ingevoegd :

« Art. 31quater. Er worden vergoedingen die uitsluitend zijn voorbehouden voor het vervoer van begunstigten die opgevangen worden in een dagonthaalcentrum voor volwassenen en in een dagonthaalcentrum voor niet-schoolgaande jeugd, toegekend op volgende wijze :

1° voor zover de diensten een collectieve ophaaldienst organiseren, worden de vervoerkosten die ontstaan ten gevolge van begunstigten die opgevangen worden in een dagonthaaldienst voor volwassenen om zich van hun verblijfplaats naar de dienst te begeven en terug, in rekening gebracht op grond van rechtmatig verantwoorde werkelijke kosten, ter hoogte van maximum 3,14 euro per dag waarop de begunstigde ten laste wordt genomen.

Voor het jaar 2002 en voor zover de dienst een subsidie gekregen heeft voor vervoerkosten in 2000 en 2001, wordt het subsidiebedrag bedoeld in het eerste lid evenwel beperkt tot het hoogste subsidiebedrag dat in 2000 of in 2001 is toegekend;

2° voor zover de diensten een collectieve ophaaldienst organiseren, worden de vervoerkosten die ontstaan ten gevolge van begunstigten die opgevangen worden in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren om zich van hun verblijfplaats naar de dienst te begeven en terug, in rekening gebracht op grond van rechtmatig verantwoorde werkelijke kosten, ter hoogte van maximum 9,48 euro per dag waarop de begunstigde ten laste wordt genomen.

Voor het jaar 2002 en voor zover de dienst een subsidie gekregen heeft voor vervoerkosten in 2000 en 2001, wordt het subsidiebedrag bedoeld in het eerste lid evenwel beperkt tot het hoogste subsidiebedrag dat in 2000 of in 2001 is toegekend.

De voorwaarden waaronder het vervoer plaatsvindt, vallen onder de dienstverantwoordelijke, onverminderd de naleving van de algemene voorwaarden geldend voor het personenvervoer.

De duur van het vervoer mag niet meer bedragen dan twee uur. »

**Art. 45.** In artikel 40 van hetzelfde besluit wordt volgend lid toegevoegd :

« Bij het beëindigen van een vruchteloos afgelopen gerechtelijke procedure voor de invordering van onbetaalde bijdragen kan het Agentschap op verzoek van de dienst afwijken van de bepaling bedoeld in artikel 49. »

**Art. 46.** In artikel 41*bis*, § 1, van hetzelfde besluit wordt het zinsdeel « die door een dienst of een pleeggezin wordt opgevangen en gehuisvest » vervangen door het zinsdeel « die in een residentiële dienst, met inbegrip van het kort verblijf, wordt opgevangen en gehuisvest. ».

**Art. 47.** Artikel 41*bis*, § 3, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepalingen :

« § 3. Voor de personen die een kind ten laste hebben en die in aanmerking komen voor de vermeerderde tegemoetkoming bedoeld in artikel 37 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, zoals gewijzigd, wordt de bijdrage bepaald in artikel 40 per dag waarop de begunstigde aanwezig is, vastgesteld op een bedrag dat gelijkstaat met twee derden van de gekregen gezinsbijslagen, op grond van een attest afgegeven door de instellingen die bedoelde bijslag verschuldigd zijn.

De bijdrage wordt op dezelfde wijze vastgesteld indien de gehandicapte persoon wegens zijn handicap in aanmerking komt voor vermeerderde gezinsbijslagen of indien bedoelde persoon opgevangen en gehuisvest wordt door een pleeggezin dat erkend is door een dienst voor de plaatsing in gezinnen die gesubsidieerd en erkend is in het kader van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd. »

**Art. 48.** In artikel 41*bis* van hetzelfde besluit wordt een § 4 luidend als volgt toegevoegd :

« § 4. In afwijking van artikel 40 is er, als het een jonge begunstigde betreft voor wie de bijzondere forfaitaire bijslag wordt toegekend zoals bedoeld in artikel 10, § 3, van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag, geen enkele bijdrage verschuldigd op voorwaarde dat er een attest wordt voorgelegd dat afgegeven is door de instelling die bedoelde bijslag verschuldigd is. »

**Art. 49.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 41*ter* luidend als volgt ingevoegd :

« Art. 41*ter*. Als het een jonge begunstigde betreft die wordt opgevangen en gehuisvest in een pleeggezin dat erkend is door een door het Agentschap erkende en gesubsidieerde dienst voor de plaatsing in gezinnen, wordt de bijdrage bepaald in artikel 40 per dag waarop de begunstigde aanwezig is, vastgesteld op een bedrag dat gelijkstaat met twee derden van de gekregen gezinsbijslagen, op grond van een attest afgegeven door de instellingen die bedoelde bijslag verschuldigd zijn. »

**Art. 50.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 41*quater* luidend als volgt ingevoegd :

« Art. 41*quater*. In een overeenkomst die gesloten wordt tussen het Agentschap en de Minister van de Franse Gemeenschap die bevoegd is voor het beleid terzake van hulpverlening aan de jeugd, waarbij bedoelde overeenkomst geheel of gedeeltelijk uitwerking kan hebben vanaf 3 februari 2001, zullen de bijzondere wijzen bepaald kunnen worden voor de inning van de bijdragen die verschuldigd zijn door de jonge begunstigten die opgevangen en gehuisvest worden in een dienst voor jongeren, met inbegrip van het kort verblijf, en wier opvang en huisvesting een gevolg is van een hulpverleningsmaatregel bedoeld in het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 inzake de hulpverlening aan de jeugd of in de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming. »

**Art. 51.** In artikel 42, § 1, van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen door volgende bepaling :

« De volwassen begunstigde die opgevangen en gehuisvest wordt in een residentiële dienst of in een pleeggezin, met inbegrip van het kort verblijf, draagt naar gelang van zijn inkomen bij in de prijs voor de dagen waarop hij aanwezig is in de dienst die hem opvangt. »

**Art. 52.** In artikel 43 van hetzelfde besluit wordt de volzin « Voor de gehuwde gehandicapte persoon wordt rekening gehouden met de familiale lasten. » vervangen door volgende volzin :

« Voor de bepaling van het inkomen van de gehandicapte persoon die een echtgenoot of een echtgenote heeft, een wettelijk samenwonende of één of verschillende kinderen ten laste, wordt rekening gehouden met de familiale lasten. »

**Art. 53.** Artikel 44*bis*, § 3, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepalingen :

« § 3. De personen met een kind ten laste die in aanmerking komen voor de vermeerderde tegemoetkoming bedoeld in artikel 37 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, zoals gewijzigd, dragen bij voor het bedrag bepaald in bijlage XVI, punt 1, a).

De bijdrage wordt vastgesteld op het bedrag bepaald in bijlage XVI, punt 1, b) indien de gehandicapte persoon in aanmerking komt voor vermeerderde gezinsbijslagen wegens zijn handicap of indien de begunstigde opgevangen en gehuisvest wordt in een pleeggezin dat is erkend door een dienst voor plaatsing in gezinnen die erkend en gesubsidieerd wordt door het Agentschap of erkend en gesubsidieerd wordt in het kader van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd. »

**Art. 54.** Artikel 53, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« De bedragen vermeld in de artikelen 30, 31*ter*, 31*quater*, 42, 44*bis*, § 4, 45, 46, 76, § 3 en in de bijlagen V en XVI met uitzondering van de bedragen met betrekking tot het belastbaar inkomen bedoeld in laatstgenoemde bijlage, worden gekoppeld aan de spilindex 119,53 van 1 mei 1996. »

**Art. 55.** In artikel 53 van hetzelfde besluit wordt het vierde lid vervangen door volgende bepaling :

« Voor 2002 wordt het aanpassingscoëfficiënt bedoeld in artikel 24, § 1, vastgesteld op 101 %. »

**Art. 56.** Artikel 56 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepalingen :

« § 1. De in artikel 24, tweede lid, 6°, 7° en 9° van het decreet bedoelde diensten kunnen enkel gehandicapte personen opnemen voor zover zij beschikken over :

1° de in artikel 21 van het decreet bedoelde beslissing tot tegemoetkoming van het Agentschap op grond waarvan zij opgenomen of gehuisvest dienen te worden;

2° de voorlopige beslissing bedoeld in artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet;

3° de beslissing van een bevoegde instelling van een ander deelgebied waarvan aanvaard wordt dat zij krachtens een samenwerkingsakkoord uitwerking heeft op het grondgebied van het Franse taalgebied.

§ 2. Indien de dienst niet kan steunen op één van de beslissingen opgesomd in § 1 en in afwachting van één van bedoelde beslissingen, kan hij tijdelijk een begunstigde opnemen als laatstgenoemde reeds een individuele aanvraag tot tegemoetkoming heeft ingediend waarbij hij verzoekt om een opname in een dagonthaaldienst of in een residentiële dienst overeenkomstig artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet.

Bij bedoelde aanvraag dient minstens één van volgende stukken te worden gevoegd :

a) een door een andere administratie opgesteld document waarbij het bewijs van het bestaan van de handicap wordt geleverd;

b) een eerder door een provinciegouverneur getroffen beslissing op voorwaarde dat de dienst erkend is om het type handicap waaraan de persoon lijdt, te behandelen;

c) een beslissing tot tegemoetkoming van het Agentschap :

— voor opvang en huisvesting voor jongeren terwijl de persoon volwassen is geworden op voorwaarde dat de dienst erkend is om het type handicap waaraan de persoon lijdt, te behandelen;

— voor opvang in een dagonthaaldienst terwijl de persoon reeds over een beslissing beschikt voor opname in een residentiële dienst;

d) een attest dat door een multidisciplinair team van een erkend centrum bedoeld in artikel 39 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet opgesteld is.

Om het Agentschap in staat te stellen om zijn beslissing te treffen, beschikt de persoon over een termijn van drie maanden om de noodzakelijke multidisciplinaire gegevens te verstrekken.

Het voorleggen van één der vier types documenten bedoeld in het tweede lid is van generlei invloed op de aard van de beslissing die voortvloeit uit de behandeling van het basisdossier.

§ 3. De aanvang van de tegemoetkoming van het Agentschap wordt vastgesteld op de datum waarop de persoon in de dienst wordt opgenomen indien de aanvraag en één van de documenten bedoeld in § 2, tweede lid, bij aangetekend schrijven zijn toegezonden aan het bevoegde gewestelijk kantoor van het Agentschap vóór de persoon in de dienst wordt opgenomen.

Als de behandeling van de aanvraag in een weigering resulteert, wordt de periode die verstreken is tussen het tijdstip waarop de persoon in de dienst opgenomen is en de datum waarop het Agentschap zijn beslissing heeft getroffen, enerzijds in rekening gebracht voor de gemiddelde referentiebezetting van de dienst en anderzijds meegeteld :

— voor volwassen begunstigten, op grond van de subsidie van categorie A, zoals vastgesteld in bijlage IV;

— voor jonge begunstigten, op grond van de subsidie van de categorie « lichte geestelijke deficiëntie », zoals vastgesteld in bijlage IV.

§ 4. Indien de gehandicapte persoon reeds in aanmerking komt voor een andere tegemoetkoming die bij dit besluit is bepaald, is het niet verplicht om de aanvullende multidisciplinaire gegevens te verstrekken indien het een opname betreft :

1° in een residentiële overgangsdienst;

2° in een residentiële overnachtingsdienst;

3° in kort verblijf;

4° in een dienst voor integratiehulp. »

**Art. 57.** Artikel 58 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepalingen :

« Art. 58. Elke dienst die voor volgende deficiëntie(s) erkend is voorziet in de vervanging van natuurlijke afvloeiingen door de op te vangen of te huisvesten gehandicapte personen te kiezen uit een lijst van gehandicapte personen die aan de voormelde deficiënties lijden :

1° hersenverweking, multiple sclerose, spina bifida, myopathie, neuropathie;

2° zware geestelijke deficiëntie;

3° ernstige geestelijke deficiëntie;

4° stoornissen in de motoriek, dysmelie, poliomyelitis, skelet- en ledenmisvormingen met gepaard gaande handicap;

5° stoornissen die inwerken op de ontwikkeling of gedragsstoornissen die gepaard gaan met de handicap(s).

Bedoelde lijst wordt binnen vijf werkdagen na de aanvraag van de dienst door het Agentschap overgemaakt.

Als het Agentschap de lijst niet binnen de vastgestelde termijn overmaakt, kan de dienst de begunstigde van zijn keuze opnemen, voor zover wordt voldaan aan de bepalingen van de artikelen 56 en 62. »

**Art. 58.** Artikel 59 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepalingen :

« Art. 59. Op de lijst bedoeld in artikel 58 worden alle aanvragen tot opvang of opvang en huisvesting die door gehandicapte personen zijn ingediend bij de gewestelijke kantoren, opgenomen.

Voor elke personen worden aangegeven, de datum waarop de aanvraag is ingediend, de deficiëntie(s) bedoeld in artikel 58 waaraan de persoon lijdt, alsmede, in voorkomend geval, de subsidiëercategorie en de adresgegevens van de dienst waarin bedoelde persoon wenst opgevangen of opgevangen en gehuisvest te worden. »

**Art. 59.** Artikel 60 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepalingen :

« Art. 60. De dienst kan weigeren om in de vervanging te voorzien van afgevoelde personen door personen die op de lijst bedoeld in artikel 58 staan als aangetoond wordt dat diens medisch-sociaal-pedagogisch project, diens organisatie en diens infrastructuur niet afgestemd zijn op de behoeften van de persoon die op bedoelde lijst is opgenomen.

Het Agentschap beslist over de gegrondheid van de ingeroepen motivering.

Er kan een beroep tegen de beslissing van het Agentschap worden ingediend bij het het beheerscomité, binnen de vijftien dagen na kennisgeving ervan.

Het beheerscomité beslist in een termijn van twee maanden te rekenen vanaf het toezenden van het beroep. »

**Art. 60.** Artikel 61 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepalingen :

« Art. 61. Het Agentschap selecteert periodiek, na een maatschappelijk onderzoek, op de lijst bedoeld in artikel 58 de aanvragen die het als prioritair erkent, waarbij rekening gehouden wordt met volgende criteria :

1° de datum waarop de aanvraag wordt ingediend;

2° het dringend karakter van de opvang of van de opvang en huisvesting enerzijds omdat de gehandicapte persoon wegens zijn fysieke of psychische toestand bewaakt of verzorgd moet worden of anderzijds wegens maatschappelijke redenen zoals :

a) het feit dat de voornaamste toeverlaat die hij in het gezin heeft, niet meer in staat is om zijn opdracht te vervullen;

b) het feit dat de huidige toestand een gevaar vormt voor zijn integriteit of voor de integriteit van derden;

c) het feit dat de dienst die in de opvang of in de opvang en huisvesting voorziet, niet geschikt is of het feit dat de persoon meerdere keren een uitsluitingsmaatregel is opgelegd.

Het Agentschap intervenueert rechtstreeks bij elke erkende dienst om over bedoelde prioritaire personen te onderhandelen en ofwel een opname, ofwel een tussentijdse oplossing of nog een ander alternatief te vinden.

Indien er een blijvend tekort aan beschikbare plaatsen bestaat, kan het Agentschap binnen de perken van het beschikbare begrotingskrediet dat daartoe is voorbehouden, een bijzondere jaarlijkse subsidie toekennen op de wijze bepaald in artikel 29bis, samen met een verhoging of een wijziging van de erkenning voor één of verschillende afzonderlijke plaatsen die bestemd zijn voor opvang of voor opvang en huisvesting van bedoelde personen.

Indien een begunstigde opgenomen is in een dienst op grond van de toekenningsbeslissingen bedoeld in vorig lid en indien de overeenkomst bedoeld in artikel 63 op een later tijdstip opgezegd wordt, wordt de erkende en gesubsidieerde plaats ingetrokken. »

**Art. 61.** Er wordt in hetzelfde besluit een artikel 61bis luidend als volgt ingevoegd :

« Art. 61bis. In uitzonderlijke individuele gevallen kan het Agentschap de bepalingen van artikel 61 eveneens laten gelden voor gehandicapte personen die lijden aan deficiënties die niet vermeld zijn in artikel 58. »

**Art. 62.** In artikel 65, § 2, van hetzelfde besluit wordt het zinsdeel « door de begunstigde, zijn wettelijke vertegenwoordiger, een bloed- of aanverwante » geschrapt.

**Art. 63.** In artikel 66, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « residentiële overgangs- en integratiehulpdiensten » ingevoegd tussen de woorden « van de diensten voor plaatsing in gezinnen » en « moet ».

**Art. 64.** Titel V van hetzelfde besluit, met het opschrift « Naleving van de normen » wordt er titel VI van.

**Art. 65.** In hetzelfde besluit wordt een titel VIbis luidend als volgt ingevoegd :

« TITEL VIbis. — Originele collectieve of individuele projecten.

Art. 75bis. § 1. Met het doel de beginselen vastgelegd in artikel 4 van het decreet en de algemene en bijzondere doelstellingen van het beheerscontract bedoeld in artikel 45 van het decreet beter na te leven of te bereiken, kan het Agentschap geval per geval de artikelen 75ter en 75quater laten toepassen, voor zover er een collectief of individueel project bestaat waarmee bedoelde beginselen en doelstellingen beter nageleefd dan wel bereikt kunnen worden.

§ 2. Het collectieve of individuele project dient te worden opgenomen in een schriftelijke overeenkomst die afgesloten wordt tussen de dienst en het Agentschap met een vervaldatum dat niet na de vervaldatum van de erkenning mag vallen.

In de overeenkomst worden de voorwaarden en wijze aangegeven die de dienst moet naleven, evenals de evaluatiecriteria voor het project.

§ 3. Niettegenstaande andere financiële tegemoetkomingen die toegekend worden voor de verwezenlijking van collectieve of individuele projecten, worden de financiële middelen die worden toegekend op grond van dit artikel, beperkt tot de subsidies die normalerwijze de dienst toekomen op de wijze bepaald in dit artikel.

§ 4. Het collectieve of individuele project dat door een erkende dienst wordt voorgesteld, mag niet resulteren in een vermindering van het aantal door de dienst verrichte tenlastenemingen.

Art. 75ter. § 1. Om de verwezenlijking van een collectief project mogelijk te maken, kan het Agentschap afwijken van de artikelen 3, 12, § 9 en § 10, 14, 15, § 1 en § 2, 19, 40 tot en met 50, 55 en van punt 4 van bijlage III.

§ 2. De aanvraag van de dienst waarbij het collectieve project wordt voorgesteld, wordt bij aangetekend schrijven ingediend bij het Agentschap.

In het collectieve project worden minstens de inlichtingen opgenomen die vermeld zijn in artikel 12, § 2, en worden de redenen opgegeven waarvoor het project, wil het de beginselen en doelstellingen bedoeld in artikel 75bis, § 1, naleven dan wel bereiken, van de algemene regels van dit besluit moet afwijken.

§ 3. Het Agentschap zendt een ontvangstmelding voor de aanvraag toe, behandelt het dossier en maakt het over aan de subgewestelijke coördinatiecommissie waaronder de dienst ressorteert.

Bedoelde commissie hoort de directeur van de dienst en brengt binnen de twee maanden advies uit. Bij ontstentenis wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Het beheerscomité van het Agentschap beslist binnen een termijn van twee maanden te rekenen vanaf de ontvangst van het advies van de subgewestelijke coördinatiecommissie.

§ 4. Uiterlijk binnen de dertig dagen volgend op het einde van het project, wordt laatstgenoemde geëvalueerd door de dienst, de subgewestelijke coördinatiecommissie en het Agentschap.

Het beheerscomité beslist in voorkomend geval over een verlenging van het project waarvan het eventueel de toepassingswijze kan wijzigen. Het project wordt geacht verlengd te worden tot en met de datum waarop van de beslissing kennis wordt gegeven.

Art. 75<sup>quater</sup>. Om de verwezenlijking van een individueel project mogelijk te maken, kan het Agentschap afwijken van de artikelen 3, 12, § 9 en § 10, 15, § 1 en § 2, 19, 31<sup>quater</sup>, 40 tot en met 50 en 62.

§ 2. De aanvraag van de dienst waarbij het individuele project wordt voorgesteld, wordt bij aangetekend schrijven ingediend bij het Agentschap.

In het individuele project worden minstens de inlichtingen opgenomen die bedoeld zijn in artikel 12, § 2, en worden de redenen opgegeven waarvoor het project, wil het de beginselen en doelstellingen bedoeld in artikel 75<sup>bis</sup>, § 1, naleven dan wel bereiken, van de algemene regels van dit besluit moet afwijken.

Bij bedoeld project wordt een indien nodig geactualiseerd ontwerp van individuele overeenkomst zoals bedoeld in artikel 63 gevoegd.

§ 3. Het Agentschap zendt een ontvangstmelding voor de aanvraag toe, behandelt het dossier en beslist binnen de twee maanden na indiening van de aanvraag. Bij ontstentenis wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

§ 4. Het individuele project dat door het Agentschap wordt goedgekeurd, heeft pas uitwerking vanaf de datum waarop de voor het individuele project opgestelde overeenkomst bedoeld in artikel 63 ondertekend wordt en vervalt bij beëindiging ervan.

§ 5. Onverminderd de bepalingen van § 4 wordt het individuele project uiterlijk binnen de dertig dagen volgend op het einde ervan door de begunstigde geëvalueerd en, in voorkomend geval, door diens wettelijke vertegenwoordiger, door de dienst en door het Agentschap.

Laatstgenoemde keurt in voorkomend geval de verlenging ervan goed voor een door laatstgenoemde te bepalen duur. Het project wordt geacht verlengd te worden tot en met de datum waarop van de beslissing kennis wordt gegeven. »

Art. 66. Titel VI van hetzelfde besluit wordt er titel VII van en diens opschrift wordt vervangen door volgend opschrift :

« TITEL VII. — Overeenkomsten met de diensten voor integratiehulp ».

Art. 67. In artikel 76, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « en van kort verblijf » geschrapt.

Art. 68. Artikel 76, § 3, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 3. Voor de diensten die volgen op een specifiek project dat door het Agentschap bij overeenkomst is vastgelegd in 1996 en 1997, wordt het bedrag van de overeenkomst vastgesteld op 5.720 euro per persoon. ».

Art. 69. Titel VII van hetzelfde besluit wordt er titel VIII van.

Art. 70. Artikel 81 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepalingen :

« Het aantal diensten mag het aantal op 31 december 2001 erkende diensten niet overschrijden.

Bedoeld aantal kan evenwel worden verhoogd binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, en wel in volgende gevallen :

1° de oprichting van een nieuwe dienst die volgt op omvormingen zoals bedoeld in afdeling 2;

2° de oprichting van een nieuwe dienst waarvoor een vaste en definitieve belofte is gegeven voor subsidiëring bij de aankoop, de bouw of de inrichting en waarvan de infrastructuur voldoet aan de erkenningsnormen, voorzover beantwoordt wordt aan de subgewestelijke behoeften;

3° de oprichting van een nieuwe dienst die polygehandicapte personen opneemt. »

Art. 71. In hetzelfde besluit wordt een artikel 81<sup>bis</sup> luidend als volgt ingevoegd :

« Art. 81<sup>bis</sup>. De subgewestelijke coördinatiecommissies verrichten in hun ambtsgebied een diepgaande studie over de behoeften van de gehandicapte personen op het vlak van de dienstverlening en maken jaarlijks op het einde van het eerste halfjaar hun subgewestelijke programmatievoorstel aan de Waalse Regering over.

De subgewestelijke programmatie voor de oprichting en de omvorming van diensten wordt jaarlijks vastgesteld door de Waalse Regering en wordt officieel bekendgemaakt. »

Art. 72. In hetzelfde besluit wordt een artikel 81<sup>ter</sup> luidend als volgt ingevoegd :

« Art. 81<sup>ter</sup>. § 1. De erkende capaciteit van elke dagonthaaldienst voor jongeren bedoeld in artikel 4, § 1, wordt op 1 januari 2004 teruggebracht tot 50 % van de gemiddelde effectieve bezettingsgraad van het jaar 2001. Het verkregen getal wordt naar de hogere eenheid afgerond als de eerste decimaal gelijk is aan of groter is dan 5 en naar de lagere eenheid afgerond als de eerste decimaal kleiner is dan 5.

Elke voornoemde dienst die vóór 1 januari 2004 omgevormd wordt, voorziet in de overdracht van tenminste de helft van de tenlastenemingen van jongeren zoals hogerbedoeld naar tenlastenemingen voor volwassenen en, voor het eventueel overblijvend aantal, naar tenlastenemingen in een dienst voor integratiehulp zoals omschreven in artikel 4, § 3<sup>bis</sup>.

Het aantal tenlastenemingen van volwassenen bedoeld in het tweede lid kan gedeeltelijk toegekend worden aan polygehandicapte jongeren, onder de voorwaarden omschreven in artikel 82<sup>bis</sup>.

Er wordt uiterlijk op 1 maart 2005 een evaluatie doorgevoerd van de mate waarin de voorzieningen voor jongeren zoals bepaald in de vorige leden afgestemd zijn op de behoeften van de betrokken begunstigden.

Na de verwezenlijking van de omvorming wordt er een evaluatie doorgevoerd van de mate waarin de voorzieningen voor volwassenen zoals bepaald in de vorige leden afgestemd zijn op de behoeften van de betrokken begunstigden.

Tussen 1 januari 2004 en 31 december 2005 inbegrepen mogen voornoemde diensten het aantal overblijvende plaatsen niet omvormen.

Vanaf 1 januari 2007 houdt de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor de opvang van jongeren bedoeld in artikel 4, § 1, op.

Elke voornoemde dienst die vóór 1 januari 2007 omgevormd wordt, voorziet in de overdracht van diens tenlastenemingen naar tenlastenemingen die op het ogenblik van de aanvraag conform zijn aan de jaarlijkse programmatie bedoeld in artikel 81*bis*.

§ 2. In afwijking van § 1 kunnen de dagonthaaldiensten voor jongeren bedoeld in artikel 4, § 1, die op 1 januari 2002 erkend zijn voor minstens dertig tenlastenemingen, de omvorming van het geheel van hun tenlastenemingen vóór 1 januari 2004 voor minstens de helft doorvoeren tot tenlastenemingen van volwassenen en, voor het eventueel overblijvende aantal, tot tenlastenemingen in een dienst voor integratiehulp zoals omschreven in artikel 4, § 3*bis*.

Het aantal tenlastenemingen van volwassenen bedoeld in het eerste lid kan gedeeltelijk toegewezen worden aan polygehandicapte jongeren, onder de voorwaarden omschreven in artikel 82*bis*.

§ 3. Om rekening te kunnen houden met de omvormingen bedoeld in afdeling 2 en die doorgevoerd worden vóór 1 januari 2002 door de dagonthaaldiensten voor jongeren bedoeld in artikel 4, § 1, kan de erkende capaciteit van laatstgenoemden op 1 januari 2004 teruggebracht worden tot 50 % van de gemiddelde effectieve bezettingsgraad van het jaar 1999. Het verkregen getal wordt naar de hogere eenheid afgerond als de eerste decimaal gelijk is aan of groter is dan vijf en naar de lagere eenheid als de eerste decimaal kleiner is dan vijf.

§ 4. In afwijking van de §§ 1 en 2 kunnen de dagonthaaldiensten voor jongeren bedoeld in artikel 4, § 1, die op 31 december 2001 erkend zijn om jongeren bedoeld in artikel 21, § 2, 11° tot en met 18° op te vangen, ervoor kiezen om enkel omgevormd te worden tot diensten voor integratiehulp zoals omschreven in artikel 4, § 3*bis*.

§ 5. In afwijking van de §§ 1 en 2 kunnen de dagonthaaldiensten voor jongeren bedoeld in artikel 4, § 1, die hun erkende capaciteit geheel of gedeeltelijk afstaan, alsmede de daarmee overeenstemmende subsidies, zodat een momenteel niet-erkende dienst door het Agentschap erkend kan worden en volwassen gehandicapte of jonge polygehandicapte personen kan opvangen dan wel opvangen en huisvesten, vóór 1 januari 2004 hun omvorming doorvoeren van meer dan de helft van hun tenlastenemingen.

Voor die afstand is de instemming van het Agentschap nodig.

Niettegenstaande artikel 85 moet de dienst die de omgevormde plaatsen krijgt, zorgen voor de indienstneming van de betrokken werknemers van de dienst die afstand doet. »

**Art. 73.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 81*quater* luidend als volgt ingevoegd :

« Art. 81*quater*. § 1. Van elke residentiële dienst voor jongeren die op 1 januari 2002 erkend is voor 75 tenlastenemingen of meer en die zich in het ambtsgebied van een gewestelijk kantoor bevindt waar het programmatiecijfer zoals omschreven in bijlage XVIII op 1 januari 2001 één per duizend overschrijdt, wordt de capaciteit op 1 januari 2004 teruggebracht tot 90 % van de effectieve gemiddelde bezetting van het jaar 2001. Het verkregen getal wordt naar de hogere eenheid afgerond als de eerste decimaal gelijk is aan of groter is dan vijf en naar de lagere eenheid afgerond als de eerste decimaal kleiner is dan vijf.

De betrokken dienst die vóór 1 januari 2004 omgevormd wordt, zorgt voor de overdracht van de tenlastenemingen van jongeren zoals bovenbedoeld naar tenlastenemingen van volwassenen naar een residentiële dienst voor volwassenen, naar een dagonthaaldienst voor volwassenen of naar een residentiële overgangsdienst.

§ 2. In afwijking van § 1 kunnen de residentiële diensten bedoeld in bedoelde paragraaf meer dan 10 % van de gemiddelde effectieve bezetting van het jaar 2001 omvormen, evenwel met een beperking tot twintig plaatsen, als de overdracht naar tenlastenemingen van volwassenen in een residentiële dienst voor volwassenen of in een residentiële overgangsdienst betrekking heeft op begunstigden die lijden aan sensorielle of fysieke deficiënties.

§ 3. In afwijking van § 1 kunnen de residentiële diensten bedoeld in bedoelde paragraaf en waarvan de inrichtende macht eveneens in aanmerking komt voor de bepalingen van artikel 81*ter*, ervoor kiezen om het tijdstip waarop de vermindering van hun erkende capaciteit in werking treedt, tot 1 januari 2006 uitstellen. In dat geval wordt hun erkende capaciteit op 1 januari, 2006 teruggebracht tot 90 % van de gemiddelde effectieve bezetting van het jaar 2003 of van het jaar 2001 als de gemiddelde effectieve bezetting van het jaar 2003 hoger is dan de effectieve gemiddelde bezettingsgraad van het jaar 2001. »

**Art. 74.** Artikel 82 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepalingen :

« Art. 82. Het aantal diensten voor integratiehulp die een observatieopdracht kunnen vervullen zoals aangegeven in artikel 4, § 3*bis*, is beperkt tot één per gewestelijk kantoor, met uitzondering van het gebied dat gedekt wordt door het gewestelijk kantoor Luik, waar twee diensten voor integratiehulp die bedoelde opdracht uitvoeren, opgericht kunnen worden. Het Agentschap waakt erover dat bedoelde diensten centraal gevestigd worden tegenover het grondgebied dat ze dekken. »

**Art. 75.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 82*bis* luidend als volgt ingevoegd :

« Art. 82*bis*. Het aantal diensten dat bestemd is voor tenlastenemingen van polygehandicapte jongeren en dat opgericht wordt krachtens artikel 81 of ten gevolge van een omvorming zoals bedoeld in artikel 81*ter*, wordt beperkt tot één per gewestelijk kantoor.

Het aantal tenlastenemingen van polygehandicapte jongeren wordt bepaald met als uitgangspunt het aantal betrokken personen die vermeld zijn op de lijst bedoeld in artikel 58. »

**Art. 76.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 82*ter* luidend als volgt ingevoegd :

« Art. 82*ter*. § 1. De residentiële diensten voor jongeren die op 31 december 2000 erkend en gesubsidieerd zijn om meer dan zestig jongeren op te vangen dienen vanaf 1 september 2002 ten minste één plaats voor te behouden voor de opvang van begunstigden in kort verblijf.

§ 2. De residentiële diensten voor volwassenen, de residentiële overnachtingsdiensten voor volwassenen, de dagonthaaldiensten voor volwassenen en de diensten voor plaatsing in gezinnen kunnen erkend en gesubsidieerd worden voor één of verschillende bijkomende plaatsen voor begunstigden in kort verblijf in de dienstverleningscategorie waarvoor zij erkend en gesubsidieerd zijn.

§ 3. Het aantal per aanvragende dienst erkende en gesubsidieerde plaatsen, alsmede het totaal aantal plaatsen in kort verblijf worden door het Agentschap vastgesteld binnen de perken van de begrotingskredieten en na evaluatie van de plaatselijke behoeften door de subgewestelijke coördinatiecommissie.

Bedoeld aantal plaatsen mag niet meer bedragen dan drie per erkende dienst, noch de verhouding van één plaats per deel van zestig plaatsen die erkend zijn op het grondgebied van het Franse taalgebied.



§ 4. De begunstigden die opgevangen en gehuisvest worden in kort verblijf in een residentiële dienst, mogen niet reeds opgenomen zijn in een andere erkende residentiële dienst die al dan niet erkend is door het Agentschap.

De begunstigden die in kort verblijf worden opgevangen in een dagonthaaldienst voor volwassenen, mogen niet reeds opgenomen zijn in een residentiële dienst of in een andere dienst die voor een tenlasteneming tijdens de daguren zorgen, ongeacht of ze al dan niet erkend zijn door het Agentschap.

De uitsluiting waarvan sprake in het eerste en het tweede lid is niet van toepassing op de gehandicapte personen die in aanmerking komen voor de plaatsing in een gezin.

§ 5. De plaatsen die in kort verblijf zijn vastgesteld, moeten bestemd worden voor de doeleinden waarvoor ze zijn vastgesteld bij artikel 2, 14°. Het bestemmen van bedoelde plaatsen voor andere doeleinden heeft als gevolg dat de dienst voor het geheel der plaatsen in kort verblijf en voor het beschouwde kalenderjaar de in het vooruitzicht gestelde subsidie verliest.

**Art. 77.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 82<sup>quater</sup> luidend als volgt ingevoegd :

« Art. 82<sup>quater</sup>. § 1. Voor de plaatsen in kort verblijf in de diensten bedoeld in artikel 82<sup>ter</sup>, § 1, is de berekening van de gemiddelde referentiebezetting bedoeld in artikel 23, § 1, gebaseerd op één eenheid van tenlasteneming zoals bedoeld in artikel 2, 7°, wat overeenstemt met 150 dagen aanwezigheid.

§ 2. Voor de plaatsen in kort verblijf in de diensten bedoeld in artikel 82<sup>ter</sup>, § 2, wordt het bedrag van de jaarlijkse subsidie in evenredigheid met de dagen aanwezigheid in de loop van het jaar, die uitgedrukt zijn in delen van 365 of 366 dagen, vastgesteld op grond van de bedragen per tenlasteneming bedoeld in artikel 21, § 1, en de dagelijkse subsidies op grond van de bedragen bedoeld in artikel 31.

Bedoeld aantal dagen wordt noch in rekening gebracht voor de berekening van de gemiddelde referentiebezetting bedoeld in artikel 23, § 1, noch in het toegewezen bedrag bedoeld in artikel 24, § 1, 2° en is van generlei invloed op het percentage der aanwezigheden tijdens weekends en feestdagen bedoeld in artikel 21, § 1, 4°. »

**Art. 78.** Artikel 83 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepalingen :

« Art. 83. De totale erkende capaciteit van de diensten wordt voorlopig vastgesteld op 3,1 voor duizend inwoners per gewestelijk kantoor.

Indien het aantal erkende tenlastenemingen de verhouding bedoeld in het eerste lid evenwel overschrijdt, kan bedoeld aantal behouden worden.

De verhouding bedoeld in het eerste lid houdt geen rekening met de verhoging van de erkende capaciteit in diensten voor integratiehulp ten gevolge van omvormingen bedoeld in afdeling 2. »

**Art. 79.** Artikel 84 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepalingen :

« De erkende capaciteit per type dienst mag de capaciteit niet overschrijden die bestond op 31 december 2001.

Zij kan evenwel worden verhoogd binnen de perken van de begrotingskredieten en in volgende gevallen :

1° de omvormingen bedoeld in afdeling 2;

2° de oprichting van de nieuwe diensten bedoeld in artikel 81, tweede lid, 2° en 3°;

3° de tenlastenemingen van gehandicapte personen voor wie een specifiek begrotingskrediet is voorbehouden krachtens artikel 29<sup>bis</sup>. »

**Art. 80.** Artikel 85, 2°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« 2° Het behoud waarborgen van

a) het bezoldigingsstatuut van de werknemers;

b) de bestaande betrekkingen binnen de perken bepaald door de erkenningsnormen van de omgevormde structuur. »

**Art. 81.** In artikel 85, 5°, van hetzelfde besluit wordt punt *g*) geschrapt en punt *f*) vervangen door volgende bepaling :

« *f*) van tenlastenemingen van jongeren in een dagonthaaldienst naar tenlastenemingen in een dienst voor integratiehulp, op de wijze bepaald in artikel 81<sup>ter</sup>. »

**Art. 82.** In hetzelfde besluit wordt er een artikel 85<sup>bis</sup> luidend als volgt ingevoegd :

« Art. 85<sup>bis</sup>. In afwijking van artikel 85 kunnen de omvormingen bedoeld in de artikelen 81<sup>ter</sup> en 81<sup>quater</sup> enkel zorgen voor de overdracht van tenlastenemingen naar tenlastenemingen die expliciet zijn bepaald en beperkt in bedoelde artikelen. »

**Art. 83.** Titel VIII van hetzelfde besluit wordt er titel IX van.

**Art. 84.** Het tweede streepje van artikel 89<sup>septies</sup> wordt vervangen door volgende bepaling :

« — afwijken van de bepalingen van artikel 31<sup>quater</sup>, eerste lid, 2°, en bijkomende middelen toewijzen aan de diensten die wegens hun ligging of de ernst van de handicap van de opgevangen begunstigden aantonen dat hun lasten in de loop van het betrokken werkjaar minstens 150 % van de subsidie bedoeld in bedoeld artikel bereiken. »

**Art. 85.** In hetzelfde artikel wordt een artikel 89<sup>octies</sup> luidend als volgt ingevoegd :

« Art. 89<sup>octies</sup>. § 1. In afwijking van artikel 23, § 1, loopt de referentieperiode waarbij de gemiddelde referentiebezetting die als grondslag dient voor de berekening van de jaarlijkse subsidie voor 2003 voor de diensten bedoeld in de artikelen 81<sup>ter</sup> en 81<sup>quater</sup>, van 1 januari tot en met 31 december 2001.

Bedoelde afwijking wordt enkel toegepast als de dienst aan volgende voorwaarden voldoet :

1° uiterlijk op 30 november 2002 een aanvraag hebben ingediend tot omvorming zoals bedoeld in artikel 9, § 2;

2° bedoelde omvorming doorvoeren tijdens het werkjaar 2003;

3° wat betreft de diensten bedoeld in artikel 81*ter*, een aantal tenlastenemingen op zich nemen die tijdens het jaar 2002 niet minder mag bedragen dan 75 % van hun erkende capaciteit;

4° wat betreft de diensten bedoeld in artikel 81*quater*, een aantal tenlastenemingen op zich nemen die tijdens het jaar 2002 niet minder mag bedragen dan 90 % van hun erkende capaciteit.

§ 2. Indien de dagonthaaldienst voor jongeren bedoeld in 81*ter* een omvorming onderneemt :

1° wordt de gemiddelde referentiebezetting per type handicap opgedeeld, op grond van dezelfde verhoudingen als de verhoudingen die golden tijdens het werkjaar 2001, in afwijking van artikel 23, § 3, eerste lid. Voor de diensten die een omvorming ondernemen tussen 1 januari 2003 en 31 mei 2003, in toepassing van § 3, wordt de gemiddelde geldelijke anciënniteit van de dienst geëvalueerd op grond van de personeelslijst bedoeld in artikel 29, § 2, met betrekking tot het werkjaar 2001;

2° wordt de jaarlijkse subsidie voor het werkjaar 2004, op voorwaarde dat de gemiddelde referentiebezetting van de periode die loopt van de eerste dag van de omvorming tot en met 31 december 2003, niet minder bedraagt dan 75 % van de erkende capaciteit, in afwijking van artikel 23, § 3, derde lid, op grond van de erkende capaciteit van de dienst berekend en opgedeeld per handicap, op grond van dezelfde verhoudingen als de verhoudingen die golden tijdens het werkjaar 2001 en rekening houdend met de nieuwe anciënniteit zoals aangegeven door middel van de recentste lijst, bedoeld in artikel 29, § 2, die bij het Agentschap bekend is;

3° wordt de jaarlijkse subsidie voor de werkjaren 2005 en 2006, op voorwaarde dat de gemiddelde referentiebezetting van de voorgaande periode, niet minder bedraagt dan 75 % van de erkende capaciteit, in afwijking van artikel 23, § 3, derde lid, op grond van de erkende capaciteit van de dienst berekend en opgedeeld per handicap, op grond van dezelfde verhoudingen als de verhoudingen die golden tijdens het werkjaar 2001 en telkens rekening houdend met de nieuwe anciënniteit zoals aangegeven door middel van de recentste lijst, bedoeld in artikel 29, § 2, die bij het Agentschap gekend is.

§ 3. In afwijking van artikel 23, § 4, kunnen de omvormingen bedoeld in artikel 85, 5°, *f*), ten vroegste aanvangen op 1 januari 2003.

§ 4. In afwijking van artikel 23, § 1, loopt de referentieperiode waarmee de gemiddelde referentiebezetting bepaald kan worden die als grondslag dient voor de berekening van de jaarlijkse subsidie 2005, voor de diensten bedoeld in artikel 81*quater*, § 3, die ervoor gekozen hebben om het tijdstip waarop de vermindering van hun erkende capaciteit ingaat tot 1 januari 2006 uit te stellen, van 1 januari tot en met 31 december 2003, of van 1 januari tot 31 december 2001 als de gemiddelde referentiebezetting van het jaar 2003 meer bedraagt dan de gemiddelde referentiebezetting van het jaar 2001.

Bedoelde afwijking wordt enkel toegepast als de dienst aan volgende voorwaarden voldoet :

1° uiterlijk op 30 november 2004 een aanvraag hebben ingediend tot omvorming zoals bedoeld in artikel 9, § 2;

2° bedoelde omvorming doorvoeren tijdens het werkjaar 2005;

3° een aantal tenlastenemingen op zich nemen die tijdens het jaar 2004 niet minder mag bedragen dan 90 % van hun erkende capaciteit. »

**Art. 86.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 89*nonies* luidend als volgt ingevoegd :

« Art. 89*nonies*. De diensten voor kort verblijf die bestaan op 31 december 2001, houden op erkend en gesubsidieerd te zijn en de middelen die hen waren toegewezen, worden herbested aan de diensten op wier initiatief zij waren opgericht. »

**Art. 87.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 89*decies* luidend als volgt ingevoegd :

« Art. 89*decies*. De personen die een kind ten laste hebben en in aanmerking kunnen komen voor de sociale vrijstelling bedoeld in artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 3 november 1993 tot uitvoering van artikel 37 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 mei 1995, worden gelijkgesteld met de personen bedoeld in artikel 41*bis*, § 3, eerste lid, en artikel 44*bis*, § 3, eerste lid. »

**Art. 88.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 89*undecies* luidend als volgt ingevoegd :

« De Regering kan afwijken van de vervaldata die zijn vastgesteld in de artikelen 81*ter* en 81*quater* wat betreft de vermindering van de erkende capaciteit, voor de dienst die wegens overmacht die aan infrastructuurproblemen toe te schrijven is onmogelijk binnen de opgelegde termijnen de omvorming kan doorvoeren tot tenlastenemingen voor volwassenen of polygehandicapte jongeren. De afwijking wordt beperkt tot het aantal plaatsen dat betrokken is bij voornoemde omvorming. »

**Art. 89.** Bijlage II van hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage I van dit besluit.

**Art. 90.** In bijlage III van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste streepje van punt I, wordt het getal « 1,5 » vervangen door het getal « 2 »;

2° tussen het vijfde en het zesde streepje van punt I wordt volgend streepje ingevoegd :

« — zij moeten voortvloeien uit uitwisselingen met natuurlijke personen die geen leden mogen zijn van de inrichtende macht of van de dienstdirectie, of met rechtspersonen waarin de leden van de inrichtende macht of van de dienstdirectie geen directie- of bestuurdersambt uitoefenen. In het tegenovergestelde geval dient de aantoonbaarheid van de lasten door het Agentschap te kunnen worden vastgesteld. »;

3° in het punt 2.1. wordt het derde streepje vervangen door volgende bepaling :

« — de investeringswerken, daarbij inbegrepen de grote herstel- en onderhoudswerken van meer dan 500 euro die ten laste aangerekend worden in één enkel boekjaar »;

4° de streepjes 1 en 2 van punt 2.2 worden vervangen door volgende bepaling :

« — de bezoldigingen die niet overeenstemmen met de schalen vermeld in de bijlagen 2 tot en met 8 van het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2001 tot verhoging van de jaarlijkse toelagen voor de residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen en die niet vastgesteld zijn overeenkomstig de regels vermeld in de punten I, III en IV van bijlage VI bij dit besluit;

— de aanvullende voordelen die niet opgenomen zijn op de lijst opgesomd in punt I van bijlage VI bij dit besluit. »;

5° het voorlaatste streepje van punt 2.2 wordt vervangen door volgende bepaling :

« — de verbrekingsvergoedingen, behalve de vergoedingen met betrekking tot de directeur en de vergoedingen die voortvloeien uit een omvorming zoals bedoeld in artikel 85 voor elk ander personeelslid »;

6° in het eerste streepje van punt 2.3 worden de woorden « 10 % voor de vestigingskosten » vervangen door « 20 % voor de vestigingskosten »;

7° in het eerste streepje van punt 2.3 worden de woorden « en van de uitrustingen voor administratieve doeleinden die afgeschreven zijn » vervangen door « die afgeschreven is »;

8° in het eerste streepje van punt 2.3 wordt een lid luidend als volgt ingevoegd :

« Een afwijking van bedoelde percentages kan door het Agentschap worden toegestaan bij tweedehandse aankoop of aankoop van geprefabriceerde goederen. Bedoelde afwijking dient te worden aangevraagd bij aangetekend schrijven, en met redenen omkleed worden. »;

9° tussen het eerste lid en het tweede lid van het punt 4.1 wordt een lid luidend als volgt ingevoegd :

« Voor de diensten voor integratiehulpdekt de jaarlijkse subsidie eveneens de lasten die op geldige wijze aangerekend worden in de rekeningen 614 en 615 bedoeld in bijlage XII bij dit besluit. »

**Art. 91.** Bijlage IV bij dit besluit wordt vervangen door bijlage II bij dit besluit.

**Art. 92.** In bijlage VI bij dit besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het punt I, 1°, eerste lid, wordt vervangen door volgende bepaling :

« 1° een bijzondere jaarlijkse toelage ter hoogte van een bedrag vastgesteld in bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2001 tot verhoging van de jaarlijkse toelagen voor de residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen voor gehandicapte personen, betaalbaar in maandelijks schijven, toegekend aan alle personeelsleden met uitzondering van de geneesheren »;

2° in punt I, 4°, worden de woorden « van vijfhonderd frank » geschrapt;

3° het voorlaatste lid van punt II wordt vervangen door volgend lid :

« Bedoelde diensten worden enkel in rekening gebracht vanaf de datum waarop het personeelslid de leeftijd vastgesteld in bijlage VII van dit besluit heeft bereikt. Voor het personeel dat in dienst is genomen vanaf 10 mei 2001 is de leeftijd waarop de rang is bekleed voor de berekening van de geldelijke anciënniteit de leeftijd bepaald bij bijlage IX bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2001 tot verhoging van de jaarlijkse toelagen voor de residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Bedoelde diensten worden enkel in rekening gebracht op voorwaarde dat het betrokken personeelslid in betrokken periode het vereiste diploma bezat voor de uitoefening van bedoelde functie ».

**Art. 93.** Bijlage XVI bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage XVIII bij dit besluit.

**Art. 94.** Bijlage III bij dit besluit vormt bijlage XVIII bij hetzelfde besluit.

**Art. 95.** Artikel 31bis, § 2, van hetzelfde besluit wordt opgeheven met uitwerking vanaf 1 januari 2002.

**Art. 96.** De artikelen 4, § 3, 6 en 89decies van hetzelfde besluit worden opgeheven op 1 januari 2003.

**Art. 97.** Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2002, met uitzondering van :

1° artikel 92, 2°, dat uitwerking heeft vanaf 1 januari 2000;

2° de artikelen 90, 4°, en 92, 1° en 3°, die uitwerking hebben vanaf 1 oktober 2000;

3° de artikelen 46, 47, tweede lid, 49, 53, tweede lid, en punt 1 b) van bijlage IV voor wat betreft de begunstigen bedoeld in artikel 53, tweede lid, die uitwerking hebben vanaf 3 februari 2001;

4° de artikelen 1, 10, 11, 20, 21, 23, 25 tot en met 32, 65, 72, 73, 75, 80 tot en met 82, 85, 88, 89, 90, 2°, 94 en 96 tot en met 98 die in werking treden de dag van hun bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*;

5° de artikelen 2, 13, 33, 34, 36, 66, 67, 71, 74 en 86 die in werking treden op 1 januari 2003;

6° artikel 56, dat in werking treedt op 1 januari 2004.

**Art. 98.** De Minister bevoegd voor het beleid terzake van de gehandicapte personen is belast met de toepassing van dit besluit.

Namen, 26 juni 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

## Bijlage I

KWALIFICATIE- EN VORMINGSVEREISTEN VOOR HET PERSONEEL VAN DE DIENSTEN  
VOOR DE BEPALING VAN DE TOELAGEN

« BIJLAGE II (bedoeld in de artikelen 20, 29, § 2, 54 en in bijlage III) »

**Opvoeder klasse III.**

De houders van één van de volgende titels :

- einddiploma of -getuigschrift van het lager of hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs);
- einddiploma, -getuigschrift of attest van het hoger secundair beroepsonderwijs (met goed gevolg beëindigd);
- diploma van het universitair of het niet-universitair onderwijs dat niet tot de kwalificatie van opvoeder klasse I leidt;

getuigschrift van kinderverzorgster, getuigschrift van gezins- en sanitaire helpster of -hulp of kwalificatiegetuigschrift van gezins- en sanitaire assistente, getuigschrift van ziekenoppasser (es) of van verpleegassistent(e) of ziekenhuisassistent(e) aangeworven vóór de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

De na de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van bovenvermeld besluit aangeworven opvoeders klasse III moeten bovendien binnen vier jaar na hun aanwerving één (of meer) bijomende vorming(en) bewijzen, die een minimale totale duur van 200 uur hebben en die problematieken betreffen waardoor ze hun educatieve functie beter kunnen uitoefenen. De Minister zal de aanvullende vormingen bepalen waarvoor hij van mening is dat ze met de bovenvermelde vereiste overeenstemmen.

**Opvoeder klasse II B**

De opvoeders die op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van bovenvermeld besluit als opvoeders klasse IIB aangeworven waren en die op deze datum de vereiste kwalificaties bezaten om deze functie uit te oefenen.

**Opvoeder klasse IIA**

- De houders van een diploma of een getuigschrift :
  - in kinderopvoeding (D3TQ);
  - in toegepast sociaal wetenschappelijk onderzoek (D3TQ);
  - in sociale technieken (D3TQ);
  - in lichamelijke opvoeding en socio-culturele animatie (D3TQ);
  - van aspirant nursing (D3TQ);
  - van assistent in geriatrie (D3TQ);
  - van opvoedingsagent (D3TQ);
  - van vormingswerker (D3TQ);
  - van maatschappelijke agent (D3TQ);
  - in maatschappelijke en educatieve wetenschappen (D3TTR);
- de houders van :
  - een diploma of een getuigschrift als bewijs van het slagen voor het 7<sup>e</sup> beroepsjaar (D37P) kinderverzorgster, gezins- en sanitaire helpster of -hulp, assistente in geriatrie;
  - een getuigschrift van kinderverzorgster (D3P) voor zover uitsluitend wordt gezorgd voor kinderen van 0 tot 6 jaar;
  - een getuigschrift van verpleger/verpleegster;
- de houders van een ander einddiploma, of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs met een pedagogische, sociale of paramedische oriëntering, met volledig leerplan of voor sociale promotie;
- De opvoeders die op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van bovenvermeld besluit als opvoeders-klasse IIA aangeworven waren en die op deze datum de vereiste kwalificaties bezaten om deze functie uit te oefenen.

**Opvoeder klasse II**

Uitsluitend opvoeders van klasse II die reeds werkzaam zijn in een op 1 januari 1976 erkende inrichting en met één van de volgende titels :

- diploma of getuigschrift van een technische school of cursus van het hoger secundair type, met een pedagogische, psychologische of sociale oriëntering;
- getuigschrift van verpleger/verpleegster of van kinderverzorgster voor zover voor kinderen van 0 tot 6 jaar wordt gezorgd;
- minstens een getuigschrift, diploma of gelijkwaardige titel van het gewone basisonderwijs, voor zover voor kinderen van 3 tot 6 jaar wordt gezorgd;
- getuigschrift van het gewone kleuteronderwijs.

### Opvoeder klasse I

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering met volledig leerplan of voor sociale promotie, met uitzondering van een diploma van bibliothecaris-documentalist.

### Hoofdoopvoeder

- De opvoeders klasse I die minstens één jaar dienstanciënniteit als opvoeder klasse I en één vorming in ploegbeheer kunnen bewijzen. De Minister bepaalt de vormen die aan deze eis voldoen;

- De hoofdoopvoeders die op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van bovenvermeld besluit als hoofdoopvoeders aangeworven waren en die op deze datum de vereiste kwalificaties bezaten om deze functie uit te oefenen;

- Bij wijze van overgangsmaatregel mogen de opvoeders-klasse I die minstens één jaar dienstanciënniteit als opvoeder-klasse I bewijzen en die tussen de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van bovenvermeld besluit en 31 december 2003 in dienst zijn genomen, tot 30 september 2006 de functie van hoofdoopvoeder waarnemen zonder een aanvullende vorming in ploegbeheer te moeten bewijzen. Om deze functie tot 31 december 2006 te kunnen waarnemen moeten deze werknemers de aanvullende vorming in ploegbeheer zoals hierboven vereist bewijzen.

### Opvoeder-groepsleider

- De opvoeders-klasse I die minstens drie jaar dienstanciënniteit in deze functie bewijzen en die een diploma of een aanvullend getuigschrift hebben, waarbij de kennis inzake het beheer van de non-profitsector wordt bevestigd. De Minister bepaalt de diploma's en getuigschriften die aan deze eis voldoen.

- De opvoeders-groepsleiders die op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van bovenvermeld besluit als opvoeders-groepsleiders aangeworven waren en die op deze datum de vereiste kwalificaties bezaten om deze functie uit te oefenen;

- Bij wijze van overgangsmaatregel mogen de opvoeders-klasse I die minstens drie jaar dienstanciënniteit in deze functie bewijzen en die tussen de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van bovenvermeld besluit en 31 december 2003 in dienst zijn genomen, tot 30 september 2006 de functie van opvoeder-groepsleider waarnemen zonder een diploma of een aanvullend getuigschrift, waarbij de kennis inzake het beheer van de non-profitsector wordt bevestigd, te moeten bewijzen. Om deze functie na 31 december 2006 te kunnen waarnemen moeten deze werknemers een diploma of een aanvullend getuigschrift, waarbij de kennis inzake het beheer van de non-profitsector wordt bevestigd, zoals hierboven vereist, bewijzen.

### Onderdirecteur klasse II

- De onderdirecteurs die op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van bovenvermeld besluit als onderdirecteurs-klasse II aangeworven waren en die op deze datum de vereiste kwalificaties bezaten om deze functie uit te oefenen.

### Onderdirecteur klasse I

#### a. Onderdirecteur klasse I met een pedagogische functie

- De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering met volledig leerplan of voor sociale promotie en die bovendien beide volgende voorwaarden vervullen :

- minstens drie jaar dienstanciënniteit hebben in een educatieve, sociale, pedagogische, psychologische of paramedische functie hebben in de sector personenzorg;

- een diploma of een aanvullend getuigschrift bezitten, waarbij de kennis inzake het beheer van de non-profitsector wordt bevestigd. De Minister bepaalt de diploma's en getuigschriften die aan deze eis voldoen;

- De onderdirecteurs die op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van bovenvermeld besluit als onderdirecteurs-klasse I aangeworven waren en die op deze datum de vereiste kwalificaties bezaten om deze functie uit te oefenen;

- Bij wijze van overgangsmaatregel mogen de houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering met volledig leerplan of voor sociale promotie die minstens drie jaar dienstanciënniteit in deze functie bewijzen en die tussen de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van bovenvermeld besluit en 31 december 2003 in dienst zijn genomen, tot 30 september 2006 de functie van onderdirecteur klasse I met een pedagogische functie waarnemen zonder een diploma of een aanvullend getuigschrift, waarbij de kennis inzake het beheer van de non-profitsector wordt bevestigd, te moeten bewijzen. Om deze functie na 31 december 2006 te kunnen waarnemen moeten deze werknemers een diploma of een aanvullend getuigschrift, waarbij de kennis inzake het beheer van de non-profitsector wordt bevestigd, zoals hierboven vereist, bewijzen.

*b.* Onderdirecteur klasse I met een administratieve functie

• De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering met volledig leerplan of voor sociale promotie en die bovendien beide volgende voorwaarden vervullen :

- Minstens drie jaar dienstanciënniteit hebben in een administratieve of boekhoudfunctie;

- Een diploma of een aanvullend getuigschrift bezitten, waarbij de kennis inzake het beheer van de non-profitsector wordt bevestigd. De Minister bepaalt de diploma's en getuigschriften die aan deze eis voldoen;

• De onderdirecteurs die op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van bovenvermeld besluit als onderdirecteurs-klasse I aangeworven waren en die op deze datum de vereiste kwalificaties bezaten om deze functie uit te oefenen;

• Bij wijze van overgangsmaatregel mogen de houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met juridische, economische, administratieve of boekhoudoriëntering met volledig leerplan of voor sociale promotie die, zoals hierboven vereist, minstens drie jaar dienstanciënniteit in deze functie bewijzen en die tussen de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van bovenvermeld besluit en 31 december 2003 in dienst zijn genomen, tot 30 september 2006 de functie van onderdirecteur klasse I met een administratieve functie waarnemen zonder een diploma of een aanvullend getuigschrift, waarbij de kennis inzake het beheer van de non-profitsector wordt bevestigd, te moeten bewijzen. Om deze functie na 31 december 2006 te kunnen waarnemen moeten deze werknemers een diploma of een aanvullend getuigschrift, waarbij de kennis inzake het beheer van de non-profitsector wordt bevestigd, zoals hierboven vereist, bewijzen.

**Directeur klasse II**

De onderdirecteurs die op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van bovenvermeld besluit als directeurs-klasse II aangeworven waren en die op deze datum de vereiste kwalificaties bezaten om deze functie uit te oefenen.

**Directeur klasse I**

• De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering met volledig leerplan of voor sociale promotie en die bovendien beide volgende voorwaarden vervullen :

- Minstens drie jaar dienstanciënniteit hebben in een educatieve, sociale, pedagogische, psychologische of paramedische functie hebben in de sector personenzorg;

- Een diploma of een aanvullend getuigschrift bezitten, waarbij de kennis inzake het beheer van de non-profitsector wordt bevestigd. De Minister bepaalt de diploma's en getuigschriften die aan deze eis voldoen;

• De directeurs die op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van bovenvermeld besluit als onderdirecteurs-klasse I aangeworven waren en die op deze datum de vereiste kwalificaties bezaten om deze functie uit te oefenen;

• Bij wijze van overgangsmaatregel mogen de houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering met volledig leerplan of voor sociale promotie die, zoals hierboven vereist, minstens drie jaar dienstanciënniteit in deze functie bewijzen en die tussen de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van bovenvermeld besluit en 31 december 2003 in dienst zijn genomen, tot 30 september 2006 de functie van directeur klasse I waarnemen zonder een diploma of een aanvullend getuigschrift, waarbij de kennis inzake het beheer van de non-profitsector wordt bevestigd, te moeten bewijzen. Om deze functie na 31 december 2006 te kunnen waarnemen moeten deze werknemers een diploma of een aanvullend getuigschrift, waarbij de kennis inzake het beheer van de non-profitsector wordt bevestigd, zoals hierboven vereist, bewijzen.

**Klerk**

De houders van één van de volgende titels :

• einddiploma of -getuigschrift van het lager secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs).

• eindgetuigschrift of -attest van het lager secundair beroepsonderwijs na een vierde finaliteitsjaar of na een vijfde bijscholings- of specialisatiejaar in een afdeling "Travail de bureau", uitgereikt door een door de Staat opgerichte, gesubsidieerde of erkende inrichting.

**Klerk-stenotypist**

De houders van één voor de functie van klerk vereiste titel en een getuigschrift of diploma dat van stenotypiekennis getuigt.

**Opsteller**

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs), voor zover de gevolgde opleiding overeenstemt met de normale eisen van de functie.

**Econoom**

De houders van een diploma of getuigschrift dat toegang geeft tot de opleiding van opsteller.

**Boekhouder klasse II**

Einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) met een commerciële richting.

**Boekhouder klasse I**

- De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger onderwijs met een economische richting waarvan de kwalificatie overeenstemt met de normale eisen van de functie;
- De houders van het diploma van de "Chambre belge des Comptables ».

**Arbeiderspersoneel categorie I**

Ongeschoolde arbeiders, schoonmakers, dienstboden, nachtwakers, conciërges, niet-gekwalificeerde landarbeiders.

**Arbeiderspersoneel categorie II**

Wasvrouwen, laboratoriumknechten, strijksters, linnennaaiers, portiers, helpers van gekwalificeerde arbeider voor zover een gekwalificeerde arbeider in de dienst werkzaam is.

**Arbeiderspersoneel categorie III**

Niet-gekwalificeerde arbeiders die niet in het bezit zijn van een einddiploma of -getuigschrift dat van hun kwalificatie getuigt.

**Arbeiderspersoneel categorie IV**

Gekwalificeerde arbeiders met een door een school of een onderwijsinrichting uitgereikt diploma of -getuigschrift dat van een kwalificatie getuigt, zoals schoenmaker, tuinier, mecaniciens, loodgieter voor sanitair, meubelmaker, schrijnwerker, elektricien, kok.

**Arbeiderspersoneel categorie V**

Arbeiders met de voor de arbeiders categorie IV vereiste kwalificatie en die verantwoordelijk zijn voor een homogene ploeg van minstens vijf arbeiders.

**Gebrevetteerd verpleger/verpleegster**

De houders van het diploma verpleegkunde.

**Gegradueerd verpleger/verpleegster**

De houders van het diploma dat deze titel verleent.

**Diëtist(e)**

De houders van het diploma dat deze titel verleent.

**Gegradueerde of regent met een economische, juridische, administratieve of informaticaoriëntering**

De houders van het diploma dat deze titel verleent.

**Kopiist (braille) 2° klasse**

De houders van een diploma, getuigschrift of attest dat toegang geeft tot de functie van klerk.

**Kopiist (braille) 1° klasse**

De houders van een diploma, getuigschrift of attest dat toegang geeft tot de functie van opsteller.

**Huisarts**

De houders van een diploma van dokter in de genees-, heel- en verloskunde

**Geneesheer-specialist**

Titel voor de uitoefening van het beroep van huisarts alsook een specificatietitel die vereist wordt na advies van de Erkenningscommissie voor geneesheren-specialisten.

**Licentiaat in de psychologie, psycho-pedagogie, kinesitherapie en logopedie**

De houders van het diploma dat één van de voor de uitoefening van deze functies vereiste titels verleent.

**Licentiaat met een economische, juridische, administratieve of informaticaoriëntering**

De houders van het diploma dat één van deze titels verleent.

**Assistent in de psychologie**

De houders van het diploma dat deze titel verleent.

**Ergotherapeut, kinesitherapeut, logopedist.**

De houders van het diploma dat één van deze titels verleent.

**Orthopedagoog**

De houders van het diploma voor deze specialisatie.

**Assistent, hulp of sociaal adviseur**

De houders van het diploma dat één van deze titels verleent.

**Gegradueerd maatschappelijk verpleger/verpleegster**

De houders van het diploma dat deze titel verleent.

**Knutselaar in apparatuur A3**

De houders van het diploma of getuigschrift vierde jaar technisch secundair onderwijs.

**Elektronicotechnicus A1 of A2**

De houders van het diploma dat één van deze titels verleent.

**Kinderverzorgster, gezins- en sanitaire helpster, ziekenoppasser(es) of andere gelijkgestelde functies**

• De werknemers die op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van hierbovenvermeld besluit in één van de functies die tot deze categorie behoren, in dienst genomen waren en die op deze datum de voor de uitoefening van betrokken functie vereiste kwalificaties bezaten;

• De houders van een diploma of een getuigschrift van :

- kinderverzorgster (D3P);
- gezins- en sanitaire helper/helpster (D3P);
- jeugdwerker/jeugdwerkster (D3P);
- bejaardenhelper/helpster;
- polyvalente hulpwerker van de diensten aan huis en in gemeenschap dat overeenstemt met het kwalificatiegetuigschrift van gezins- en sanitaire helper van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

en aangeworven na de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van bovenvermeld besluit in een functie van opvoeder of ziekenverzorgster.

**Hulp klinisch laboratorium A3**

De houders van het diploma dat deze titel verleent. »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Namen, 26 juni 2002.



## Bijlage II

« BIJLAGE IV (bedoeld in de artikelen 21, 29bis en 53)

## § 1. LIJST VAN DE TOELAGEN 2002 PER TENLASTENEMING

e) Door een privaatrechtelijke inrichtende macht beheerde diensten met een GB &lt; = 60

**Residentiële diensten voor jongeren**

	L. + 75 Art 29bis S	L. 50 tot 75	L. 25 tot 50	L. -25	N. L. + 75 Art 29bis NS	N. L. 50 tot 75	N. L. 25 tot 50	N. L. - 25
Lichte geest. def.	20.479,02 €	20.009,95 €	19.774,03 €	17.428,69 €	20.479,02 €	20.009,95 €	19.774,03 €	17.428,69 €
Gemat. geest. def.	23.889,24 €	23.325,81 €	23.042,70 €	20.225,52 €	26.711,98 €	26.148,54 €	25.865,43 €	23.042,70 €
Ern. geest. def. en bedlegerig	27.834,23 €	27.095,93 €	26.726,78 €	23.038,08 €	32.147,58 €	31.412,06 €	31.045,68 €	27.365,31 €
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	28.203,55 €	27.465,25 €	27.096,10 €	23.407,40 €	32.516,90 €	31.781,38 €	31.415,00 €	27.734,63 €
Zware geest. def. en bedlegerig	27.834,23 €	27.095,93 €	26.726,78 €	23.038,08 €	32.147,58 €	31.412,06 €	31.045,68 €	27.365,31 €
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. ontwikkelingsst.	28.203,55 €	27.465,25 €	27.096,10 €	23.407,40 €	32.516,90 €	31.781,38 €	31.415,00 €	27.734,63 €
Karakterstoorn.	28.057,66 €	27.352,67 €	26.997,40 €	23.469,68 €	31.574,28 €	30.869,29 €	30.516,79 €	26.997,40 €
Blind/Ambl. - 12 jaar	28.057,66 €	27.352,67 €	26.997,40 €	23.469,68 €	31.574,28 €	30.869,29 €	30.516,79 €	26.997,40 €
Blind/Ambl. 12 jaar en +	22.527,21 €	22.058,14 €	21.822,22 €	19.476,88 €	24.880,87 €	24.411,80 €	24.175,88 €	21.822,22 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	35.774,11 €	34.835,98 €	34.366,91 €	29.673,46 €	40.473,11 €	39.532,20 €	39.063,14 €	34.366,91 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	27.411,88 €	26.848,45 €	26.565,34 €	23.748,16 €	30.234,61 €	29.671,18 €	29.388,07 €	26.565,34 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmisv. - 8 jaar	29.609,90 €	28.871,60 €	28.502,45 €	24.813,75 €	33.284,72 €	32.549,20 €	32.182,83 €	28.502,45 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmisv. 8 jaar en +	26.505,18 €	25.916,76 €	25.622,55 €	22.674,92 €	29.458,36 €	28.867,17 €	28.572,96 €	25.622,55 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie- neurop.	39.694,53 €	38.711,99 €	38.223,49 €	33.316,32 €	44.604,48 €	43.624,71 €	43.133,44 €	38.223,49 €
Niet-besmet. chron. aandoe- ning	25.669,86 €	25.106,42 €	24.823,32 €	22.006,14 €	28.492,59 €	27.929,16 €	27.646,05 €	24.823,32 €

**Residentiële diensten voor volwassenen**

	+ 75	50 tot 75	25 tot 50	- 25
A	28.287,56 €	27.735,24 €	27.456,34 €	24.683,77 €
B	29.692,05 €	29.109,65 €	28.819,81 €	25.913,26 €
C	36.527,60 €	35.764,74 €	35.384,67 €	31.575,81 €
Artikel 29bis	36.527,60 €	36.527,60 €	36.527,60 €	36.527,60 €

**Residentiële nachtdiensten voor volwassenen**

A	12.312,82 €
B	12.648,64 €
C en Artikel 29bis	13.028,87 €
D	17.011,58 €

**Dagonthaaldiensten voor jongeren**

	Leerplichtig
Lichte geestelijke def.	8.196,81 €
Gematigde geestelijke def.	9.528,57 €
Ernstige geestelijke def.	9.528,57 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	13.412,71 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	12.027,38 €
Karakterstoorn.	12.429,31 €
Blind/Ambly. - 12 jaar	10.489,91 €
Blind/Ambly. 12 jaar en +	9.217,61 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	13.133,34 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	10.318,96 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomyel., skeletmisv. - 8 jaar	13.259,83 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomyel., skeletmisv. 8 jaar en +	12.362,79 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	18.125,16 €

**Dagonthaaldiensten voor niet-leerplichtige jongeren**

	Niet-leerpl.
Lichte geestelijke def.	10.220,45 €
Gematigde geestelijke def.	12.106,51 €
Ernstige geestelijke def.	12.106,51 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	17.554,00 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	15.610,26 €
Karakterstoorn.	18.219,45 €
Blind/Ambly. - 12 jaar	13.461,00 €
Blind/Ambly. 12 jaar en +	11.674,77 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	17.209,44 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	13.235,63 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomyel., skeletmisv. 8 jaar en +	17.381,41 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomyel., skeletmisv. 8 jaar en +	16.123,98 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	24.288,23 €

**Dagonthaaldiensten voor volwassenen**

A	12.736,62 €
B	12.879,56 €
C en Artikel 29bis	18.587,78 €

**Diensten voor plaatsing in gezinnen**

	6.101,40 €
--	------------

**Residentiële overgangsdiensten**

	10.477,43 €
--	-------------

b) Door een privaatrechtelijke inrichtende macht beheerde diensten met een GB > 60

**Residentiële diensten voor jongeren**

	L. + 75	L.l 50 tot 75	L.l 25 tot 50	L. -25	N. L. + 75	N. L. 50 tot 75	N.L. 25 tot 50	N. L. - 25
Lichte geest. def.	19.389,73 €	18.920,66 €	18.684,74 €	16.339,40 €	19.389,73 €	18.920,66 €	18.684,74 €	16.339,40 €
Gemat. geest. def.	22.799,95 €	22.236,51 €	21.953,41 €	19.136,23 €	25.622,68 €	25.059,25 €	24.776,14 €	21.953,41 €
Ern. geest. def. en bedlegerig	26.744,93 €	26.006,64 €	25.637,49 €	21.948,79 €	31.058,28 €	30.322,76 €	29.956,39 €	26.276,01 €
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	27.114,26 €	26.375,96 €	26.006,81 €	22.318,11 €	31.427,60 €	30.692,08 €	30.325,71 €	26.645,33 €
Zware geest. def. en bedlegerig	26.744,93 €	26.006,64 €	25.637,49 €	21.948,79 €	31.058,28 €	30.322,76 €	29.956,39 €	26.276,01 €
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. ontwikkelingsst.	27.114,26 €	26.375,96 €	26.006,81 €	22.318,11 €	31.427,60 €	30.692,08 €	30.325,71 €	26.645,33 €
Karakterstoorn.	26.968,37 €	26.263,38 €	25.908,11 €	22.380,39 €	30.484,99 €	29.780,00 €	29.427,50 €	25.908,11 €
Blind/Ambly. - 12 jaar	26.968,37 €	26.263,38 €	25.908,11 €	22.380,39 €	30.484,99 €	29.780,00 €	29.427,50 €	25.908,11 €
Blind/Ambly. 12 jaar en +	21.437,91 €	20.968,85 €	20.732,93 €	18.387,59 €	23.791,58 €	23.322,51 €	23.086,59 €	20.732,93 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	34.684,82 €	33.746,68 €	33.277,62 €	28.584,16 €	39.383,82 €	38.442,91 €	37.973,84 €	33.277,62 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	26.322,59 €	25.759,15 €	25.476,05 €	22.658,87 €	29.145,32 €	28.581,89 €	28.298,78 €	25.476,05 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	28.520,60 €	27.782,31 €	27.413,16 €	23.724,46 €	32.195,43 €	31.459,91 €	31.093,53 €	27.413,16 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	25.415,88 €	24.827,47 €	24.533,26 €	21.585,63 €	28.369,07 €	27.777,87 €	27.483,67 €	24.533,26 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie-neurop.	38.605,24 €	37.622,70 €	37.134,20 €	32.227,03 €	43.515,18 €	42.535,42 €	42.044,14 €	37.134,20 €
Niet-besmet. chron. aandoening	24.580,57 €	24.017,13 €	23.734,03 €	20.916,84 €	27.403,30 €	26.839,86 €	26.556,76 €	23.734,03 €

**Residentiële diensten voor volwassenen**

	+ 75	50 tot 75	25 tot 50	- 25
A	27.198,27 €	26.645,94 €	26.367,05 €	23.594,48 €
B	28.602,76 €	28.020,35 €	27.730,52 €	24.823,97 €
C	35.438,31 €	34.675,44 €	34.295,38 €	30.486,52 €

**Residentiële nachtdiensten voor volwassenen**

A	11.223,52 €
B	11.559,35 €
C	11.939,58 €
D	15.922,29 €

**Dagonthaaldiensten voor jongeren**

	Leerplichtig
Lichte geestelijke def.	7.460,43 €
Gematigde geestelijke def.	8.792,18 €
Ernstige geestelijke def.	8.792,18 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	12.676,33 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	11.291,00 €
Karakterstoorn.	11.692,92 €
Blind/Adbl. - 12 jaar	9.753,53 €
Blind/Adbl. 12 jaar en +	8.481,23 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	12.396,96 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	9.582,57 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmisv. 8 jaar en +	12.523,45 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmisv. 8 jaar en +	11.626,40 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	17.388,77 €

**Dagonthaaldiensten voor niet-leerplichtige jongeren**

	Niet-leerpl.
Lichte geestelijke def.	9.175,60 €
Gematigde geestelijke def.	11.061,66 €
Ernstige geestelijke def.	11.061,66 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	16.509,15 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	14.565,42 €
Karakterstoorn.	17.174,61 €
Blind/Adbl. - 12 jaar	12.416,15 €
Blind/Adbl. 12 jaar en +	10.629,93 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	16.164,60 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	12.190,79 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmisv. 8 jaar en +	16.336,57 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmisv. 8 jaar en +	15.079,14 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	23.243,38 €

**Dagonthaaldiensten voor volwassenen**

A	11.691,77 €
B	11.834,72 €
C	17.542,94 €

**Diensten voor plaatsing in gezinnen**

	6.101,40 €
--	------------

**Residentiële overgangsdiensten**

	10.477,43 €
--	-------------

c) Door een publiekrechtelijke inrichtende macht beheerde diensten met een GB < = 60

**Residentiële diensten voor jongeren**

	L. + 75	L. 50 tot 75	L.l 25 tot 50	L.-25	N. L. + 75	N.L. 50 tot 75	N.L. 25 tot 50	N. L.- 25
Lichte geest. def.	19.845,77 €	19.400,67 €	19.176,80 €	16.951,31 €	19.845,77 €	19.400,67 €	19.176,80 €	16.951,31 €
Gemat. geest. def.	23.081,74 €	22.547,10 €	22.278,46 €	19.605,22 €	25.760,24 €	25.225,60 €	24.956,96 €	22.278,46 €
Ern. geest. def. en bed.	26.825,15 €	26.124,58 €	25.774,29 €	22.274,07 €	30.918,10 €	30.220,16 €	29.872,51 €	26.380,19 €
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	27.175,60 €	26.475,03 €	26.124,74 €	22.624,52 €	31.268,55 €	30.570,61 €	30.222,96 €	26.730,64 €
Zware geest. def. en bed.	26.825,15 €	26.124,58 €	25.774,29 €	22.274,07 €	30.918,10 €	30.220,16 €	29.872,51 €	26.380,19 €
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. ontwikkelingsstoorn..	27.175,60 €	26.475,03 €	26.124,74 €	22.624,52 €	31.268,55 €	30.570,61 €	30.222,96 €	26.730,64 €
Karakterst.	27.037,17 €	26.368,20 €	26.031,08 €	22.683,62 €	30.374,10 €	29.705,13 €	29.370,65 €	26.031,08 €
Blind/Ambl. - 12 jaar	27.037,17 €	26.368,20 €	26.031,08 €	22.683,62 €	30.374,10 €	29.705,13 €	29.370,65 €	26.031,08 €
Blind/Ambl. 12 jaar en +	21.789,30 €	21.344,20 €	21.120,34 €	18.894,84 €	24.022,70 €	23.577,60 €	23.353,74 €	21.120,34 €
Doof, ernst. gehoorst. - 8 jaar	34.359,33 €	33.469,13 €	33.024,03 €	28.570,40 €	38.818,23 €	37.925,40 €	37.480,30 €	33.024,03 €
Doof, ernst. gehoorst. 8 jaar en +	26.424,39 €	25.889,74 €	25.621,10 €	22.947,87 €	29.102,89 €	28.568,24 €	28.299,60 €	25.621,10 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisp. - 8 j.	28.510,09 €	27.809,52 €	27.459,23 €	23.959,01 €	31.997,14 €	31.299,21 €	30.951,55 €	27.459,23 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisp. 8 jaar en +	25.564,01 €	25.005,66 €	24.726,48 €	21.929,47 €	28.366,29 €	27.805,31 €	27.526,14 €	24.726,48 €
Hersenverw., mult. scl., spina bif., myopathie, neurop.	38.079,44 €	37.147,10 €	36.683,56 €	32.027,13 €	42.738,50 €	41.808,79 €	41.342,62 €	36.683,56 €
Niet-besmet. chronische aandoening	24.771,38 €	24.236,73 €	23.968,09 €	21.294,86 €	27.449,88 €	26.915,23 €	26.646,59 €	23.968,09 €

**Residentiële diensten voor volwassenen**

	+ 75	50 tot 75	25 tot 50	- 25
A	27.255,32 €	26.731,22 €	26.466,57 €	23.835,68 €
B	28.588,04 €	28.035,40 €	27.760,38 €	25.002,34 €
C	35.074,32 €	34.350,44 €	33.989,79 €	30.375,55 €

**Residentiële nachtdiensten voor volwassenen**

A	12.096,83 €
B	12.415,50 €
C	12.776,30 €
D	16.555,51 €

**Dagonthaaldiensten voor jongeren**

	Leerplichtig
Lichte geestelijke def.	8.003,86 €
Gematigde geestelijke def.	9.264,17 €
Ernstige geestelijke def.	9.264,17 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	12.939,93 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	11.628,92 €
Karakterstoorn.	12.009,29 €
Blind/Ambly. - 12 jaar	10.173,94 €
Blind/Ambly. 12 jaar en +	12.009,29 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	12.675,55 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	10.012,15 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomyel., skeletmisv. - 8 jaar	12.795,25 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomyel., skeletmisv. 8 jaar en +	11.946,34 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	17.399,56 €

**Dagonthaaldiensten voor niet-leerplichtige jongeren**

	Niet-leerpl.
Lichte geestelijke def.	9.947,96 €
Gematigde geestelijke def.	11.732,83 €
Ernstige geestelijke def.	11.732,83 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	16.888,07 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	15.048,62 €
Karakterstoorn.	17.517,83 €
Blind/Ambly. - 12 jaar	13.014,65 €
Blind/Ambly. 12 jaar en +	11.324,26 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	16.562,00 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	12.801,38 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomyel., skeletmisv. - 8 jaar	16.724,75 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomyel., skeletmisv. 8 jaar en +	15.534,77 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	23.261,02 €

**Dagonthaaldiensten voor volwassenen**

A	12.329,14 €
B	12.464,41 €
C	17.866,39 €

**Diensten voor plaatsing in gezinnen**

	5.841,92 €
--	------------

**Residentiële overgangsdiensten**

	9.946,65 €
--	------------

d) Door een publiekrechtelijke inrichtende macht beheerde diensten met een GB > 60

**Residentiële diensten voor jongeren**

	L. + 75	L. 50 à 75	L. 25 à 50	L. -25	N. L. + 75	N. L. 50 à 75	N.L. 25 à 50	N.L. - 25
Lichte geest. def.	18.756,48 €	18.311,38 €	18.087,51 €	15.862,01 €	18.756,48 €	18.311,38 €	18.087,51 €	15.862,01 €
Gemat. geest. def.	21.992,45 €	21.457,80 €	21.189,16 €	18.515,93 €	24.670,95 €	24.136,30 €	23.867,66 €	21.189,16 €
Ern. geest. def. en bed.	25.735,86 €	25.035,29 €	24.685,00 €	21.184,78 €	29.828,81 €	29.130,87 €	28.783,22 €	25.290,90 €
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	26.086,31 €	25.385,74 €	25.035,45 €	21.535,23 €	30.179,26 €	29.481,32 €	29.133,67 €	25.641,35 €
Zware geest. def. en bed.	25.735,86 €	25.035,29 €	24.685,00 €	21.184,78 €	29.828,81 €	29.130,87 €	28.783,22 €	25.290,90 €
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. ontwikkelingsstoorn.	26.086,31 €	25.385,74 €	25.035,45 €	21.535,23 €	30.179,26 €	29.481,32 €	29.133,67 €	25.641,35 €
Karakterst.	25.947,87 €	25.278,91 €	24.941,79 €	21.594,32 €	29.284,81 €	28.615,84 €	28.281,36 €	24.941,79 €
Blind/Amb. - 12 jaar	25.947,87 €	25.278,91 €	24.941,79 €	21.594,32 €	29.284,81 €	28.615,84 €	28.281,36 €	24.941,79 €
Blind/Amb. 12 jaar en +	20.700,01 €	20.254,91 €	20.031,04 €	17.805,54 €	22.933,41 €	22.488,31 €	22.264,44 €	20.031,04 €
Doof, ernst. gehoorst.- 8 jaar	33.270,04 €	32.379,84 €	31.934,74 €	27.481,11 €	37.728,94 €	36.836,11 €	36.391,01 €	31.934,74 €
Doof, ernst. gehoorst. 8 jaar en +	25.335,09 €	24.800,45 €	24.531,81 €	21.858,57 €	28.013,59 €	27.478,95 €	27.210,31 €	24.531,81 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmisv. - 8 j.	27.420,80 €	26.720,22 €	26.369,94 €	22.869,72 €	30.907,85 €	30.209,91 €	29.862,26 €	26.369,94 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmisv. 8 jaar en +	24.474,72 €	23.916,37 €	23.637,19 €	20.840,17 €	27.277,00 €	26.716,02 €	26.436,84 €	23.637,19 €
Hersenverw. mult. scl., spina bif., myopathie, neurop.	36.990,14 €	36.057,80 €	35.594,27 €	30.937,84 €	41.649,20 €	40.719,50 €	40.253,33 €	35.594,27 €
Niet-besmet. chronische aan- doening	23.682,08 €	23.147,44 €	22.878,80 €	20.205,57 €	26.360,58 €	25.825,94 €	25.557,30 €	22.878,80 €

**Residentiële diensten voor volwassenen**

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	26.166,03 €	25.641,93 €	25.377,28 €	22.746,38 €
B	27.498,75 €	26.946,11 €	26.671,08 €	23.913,05 €
C	33.985,03 €	33.261,14 €	32.900,50 €	29.286,26 €

**Residentiële nachtdiensten voor volwassenen**

A	11.007,54 €
B	11.326,21 €
C	11.687,01 €
D	15.466,22 €

**Dagonthaaldiensten voor jongeren**

	Leerplichtig
Lichte geestelijke def.	7.267,47 €
Gematigde geestelijke def.	8.527,78 €
Ernstige geestelijke def.	8.527,78 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	12.203,55 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	10.892,54 €
Karakterstoorn.	11.272,90 €
Blind/Ambl.- 12 jaar	9.437,55 €
Blind/Ambl. 12 jaar en +	8.233,51 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	11.939,17 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	9.275,77 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	12.058,87 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	11.209,95 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	16.663,18 €

**Dagonthaaldiensten voor niet-leerplichtige jongeren**

	Niet leerpl.
Lichte geestelijke def.	8.903,11 €
Gematigde geestelijke def.	10.687,99 €
Ernstige geestelijke def.	10.687,99 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	15.843,23 €
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	14.003,77 €
Karakterstoorn.	16.472,98 €
Blind/Ambl.- 12 jaar	11.969,81 €
Blind/Ambl. 12 jaar en +	10.279,42 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	15.517,15 €
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	11.756,54 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	15.679,90 €
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	14.489,93 €
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	22.216,17 €

**Dagonthaaldiensten voor volwassenen**

A	11.284,29 €
B	11.419,57 €
C	16.821,55 €

**Diensten voor plaatsing in gezinnen**

	5.841,92 €
--	------------

**Residentiële overgangsdiensten**

	9.946,65 €
--	------------



§ 2 De in § 1 van deze bijlage bedoelde toelagen per tenlasteneming werden berekend door de volgende bedragen op te tellen :

a) Voor andere diensten dan de diensten voor plaatsing in gezinnen en de residentiële overgangsdiensten

Bedrag nr. 1 (gemiddelde van de werkingslasten) :

2.506,62	€	in residentiële diensten < = 60 tenlastenemingen
2.493,46	€	in residentiële diensten > 60 tenlastenemingen
1.233,25	€	in dagonthaaldiensten voor niet-leerplichtige jongeren en in dagonthaaldiensten voor volwassenen met een G.B. ≤ 60 tenlastenemingen
1.163,24	€	in dagonthaaldiensten voor niet-leerplichtige jongeren en in dagonthaaldiensten voor volwassenen met een G.B. > 60 tenlastenemingen
941,13	€	in dagonthaaldiensten voor jongeren met een G.R.B. < = 60 tenlastenemingen
930,59	€	in dagonthaaldiensten voor jongeren met een G.R.B. > 60 tenlastenemingen

Bedrag nr. 2 (gemiddelde van de lasten van het niet-educatieve personeel) :

5.579,07	€	in residentiële diensten ≤ 60 tenlastenemingen
4.502,96	€	in residentiële diensten > 60 tenlastenemingen
3.907,99	€	in dagonthaaldiensten voor niet-leerplichtige jongeren en in dagonthaaldiensten voor volwassenen met een G.R.B. ≤ 60 tenlastenemingen
2.933,18	€	in dagonthaaldiensten voor niet-leerplichtige jongeren en in dagonthaaldiensten voor volwassenen met een G.R.B. > 60 tenlastenemingen
3.659,01	€	in dagonthaaldiensten voor jongeren met een G.R.B. < = 60 tenlastenemingen
2.933,18	€	in dagonthaaldiensten voor jongeren met een G.R.B. > 60 tenlastenemingen

Deze bedragen worden verkregen door de in bijlage XIII bedoelde subsidiëringscoëfficiënten te vermenigvuldigen met de volgende gemiddelde weddeschalen, op basis van een gemiddelde geldelijke anciënniteit van tien jaar :

18.505,30	€	voor het administratieve personeel
21.059,55	€	voor de boekhouders
16.547,54	€	voor de arbeiders
25.671,90	€	voor de maatschappelijke assistenten
24.509,68	€	voor de directeurs in de instellingen waarvan de G.R.B. < = 60 is
32.006,62	€	voor de directeurs in de instellingen waarvan de G.R.B. > 60 is

De som van de verkregen resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, dat als volgt wordt vastgesteld :

58,15 %	in residentiële diensten
54,15 %	in dagonthaaldiensten

Bedrag nr.3 (gemiddelde van de lasten van het educatieve personeel) :

Naar gelang het soort tenlasteneming worden de in punt a) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringscoëfficiënten vermenigvuldigd met de volgende weddeschalen, op basis van een gemiddelde geldelijke anciënniteit van tien jaar :

27.028,40	€	voor de psychologen, paramedici en bijzonder personeel
21.697,45	€	voor de opvoeders 1 <sup>e</sup> kl. of 2 <sup>e</sup> kl. A en hoofdopvoeders
18.172,58	€	voor de opvoeders 2 <sup>e</sup> kl. B, 3 <sup>e</sup> kl., kinderverzorgsters en gelijkgestelden
25.297,39	€	voor de opvoeders-groepsleiders

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de verkregen resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, dat als volgt wordt vastgesteld :

1° voor privé-instellingen :	61,85 %	in residentiële diensten
	54,15 %	in dagonthaaldiensten
2° voor publiekrechtelijke instellingen :	53,58 %	in residentiële diensten
	45,88 %	In dagonthaaldiensten

Het volgende coëfficiënt wordt dan toegepast binnen de perken van de begrotingsmiddelen :

- 82 % in residentiële diensten voor jongeren
- 82 % in residentiële nachtdiensten voor volwassenen
- 82 % in residentiële diensten voor volwassenen
- 70 % In dagonthaaldiensten voor jongeren
- 100 % In dagonthaaldiensten voor niet-leerplichtige jongeren
- 85 % In dagonthaaldiensten voor volwassenen

Anderzijds wordt de impliciete verdeling van de begeleiding tussen de opvoeders van "categorie I" en "categorie II", die bepaald is bij de coëfficiënten onder punt a) van bijlage XIV, jaarlijks aangepast door het Agentschap :

Deze verdeling geeft een overzicht van het gedurende het referentiejaar vastgestelde gemiddelde per instellingscategorie :

68,92 %	EDUC.I /	31,08 %	EDUC. II in residentiële diensten voor volwassenen
77,71 %	EDUC.I /	22,29 %	EDUC. II in residentiële nachtdiensten voor volwassenen
77,74 %	EDUC.I /	22,26 %	EDUC. II in residentiële diensten voor jongeren
83,34 %	EDUC.I /	16,66 %	EDUC. II in dagonthaaldiensten voor jongeren
71,96 %	EDUC.I /	28,04 %	EDUC. II in dagonthaaldiensten voor niet-leerplichtige jongeren
79,63 %	EDUC.I /	20,37 %	EDUC. II in dagonthaaldiensten voor volwassenen

b) voor de diensten voor plaatsing in gezinnen

Bedrag nr. 1 (gemiddelde van de werkingslasten) :

1.264,73 €

Bedrag nr. 2 (gemiddelde van de lasten van het educatieve en niet-educatieve personeel) :

De onder punt b) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringscoëfficiënten worden vermenigvuldigd met de volgende weddeschalen, op basis van een gemiddelde geldelijke anciënniteit van tien jaar :

25.671,90	€	voor de functie van directeur
25.671,90	€	voor de functie van maatschappelijk assistent en/of opvoeder (minimum 2 <sup>e</sup> kl. A)
27.028,40	€	voor de psychologen en/of paramedici
17.395,21	€	voor de functie van klerk

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van de toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de verkregen resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, dat als volgt wordt vastgesteld :

54,15 %	Voor de privé-instellingen
45,88 %	Voor de publiekrechtelijke instellingen

c) voor de residentiële overgangsdiensten

Bedrag nr. 1 (gemiddelde van de lasten van het werkingspersoneel) :

327,17 €

Bedrag nr. 2 (gemiddelde van de lasten van het al dan niet educatieve personeel) :

De onder punt c) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringscoëfficiënt wordt vermenigvuldigd met de volgende weddeschaal op basis van een gemiddelde geldelijke anciënniteit van tien jaar :

25.671,90 € Op grond van schaal 16

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van de toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de verkregen resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, dat als volgt wordt vastgesteld :

58,15 %	Voor de privé-instellingen
49,88 %	Voor de publiekrechtelijke instellingen »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Namen, 26 juni 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

## Bijlage III

« BIJLAGE XVIII (bedoeld in artikel 81<sup>quater</sup>)VERDELING VAN HET AANBOD VAN RESIDENTIELE DIENSTEN VOOR DE MINDERJARIGEN  
PER AMBTSGEBIED VAN GEWESTELIJK BUREAU OP 31 DECEMBER 2000

	Charleroi	Dinant	Libramont	Luik	Bergen	Namen	Waver
SRJ : program-maticijfer	1,00154	1,12292	0,72612	0,43681	0,48996	1,57347	0,88653

Programmaticcijfer = (aantal gesubsidieerde plaatsen/bevolking van het betrokken geografische gebied) × 1 000 »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Namen, 26 juni 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

## Bijlage IV

« Bijlage XVI (bedoeld in de artikelen 41<sup>bis</sup> en 44<sup>bis</sup>)

Het bedrag van de bijdrage per dag aanwezigheid wordt vastgesteld als volgt :

1. a) Kinderen ten laste van de personen bedoeld in artikel 44<sup>bis</sup>, § 3, eerste lid.

<b>Dagonthaaldienst voor jongeren</b>
1,19 euro

1. b) Kinderen ten laste van de personen bedoeld in artikel 44<sup>bis</sup>, § 3, tweede lid.

<b>Dagonthaaldienst voor jongeren</b>
2,38 euro

2. Andere

Belastbare inkomens	Dagonthaaldienst voor jongeren	Residentiële dienst voor jongeren
12.394,68 euro en minder	2,63 euro	4,29 euro
12.394,69 euro tot 18.592,01 euro	3,42 euro	5,73 euro
18.592,02 euro tot 24.789,35 euro	4,51 euro	7,51 euro
24.789,36 euro tot 30.986,69 euro	5,58 euro	9,30 euro
30.986,70 euro tot 37.184,03 euro	6,64 euro	11,08 euro
37.184,04 euro tot 43.381,37 euro	7,71 euro	12,87 euro
43.381,38 euro en meer	8,80 euro	14,65 euro

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Namen, 26 juni 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE